

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE TRIANGLE STRATÉGIQUE CHINE – RUSSIE – INDE :
POSSIBLE CONTREPOIDS À L'HÉGÉMONIE AMÉRICAINE?

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
MARC-ANDRÉ BILLETTE

JANVIER 2008

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

J'aimerais remercier M. Jacques Lévesque, professeur titulaire au département de science politique à l'Université du Québec de Montréal, pour la confiance qu'il m'a accordée et pour les précieux conseils qu'il m'a prodigués tout au long des différentes étapes de ce mémoire.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS	ii
RÉSUMÉ	iii
INTRODUCTION	1
CHAPITRE 1 SURVOL DES GRANDS PRINCIPES DE POLITIQUES ÉTRANGÈRES DE LA CHINE, DE LA RUSSIE ET DE L'INDE.....	16
CHAPITRE 2 RELATIONS BILATÉRALES	27
2.1 Relation Chine-Russie	28
2.1.1 Implication des États-Unis dans la relation Chine-Russie	41
2.2 Relation Inde-Russie	54
2.2.1 Implication des États-Unis dans la relation Inde-Russie	62
2.3 Relation Chine-Inde	70
2.3.1 Implication des États-Unis dans la relation Chine-Inde	84
2.4 Bilan relations bilatérales	97
CHAPITRE 3 ASIE CENTRALE	100
3.1 Historique de l'Organisation de Coopération de Shanghai	101
3.2 Objectifs de l'Organisation de Coopération de Shanghai	104
3.3 Structure de l'Organisation de Coopération de Shanghai	105
3.4 Intérêts Chinois, Russes et Indiens en Asie centrale	112
3.4.1 Chine	112
3.4.2 Russie	124
3.4.3 Inde	138
3.5 Les États-Unis en Asie centrale	147
3.6 Iran	153
3.6.1 Relations bilatérales russes, chinoises et indiennes avec l'Iran	153
3.6.2 Le programme nucléaire iranien	159
3.7 Bilan Asie centrale	164

CONCLUSION	168
BIBLIOGRAPHIE	174

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ABM	Missiles antibalistiques
AIEA	Agence Internationale pour l'Énergie Atomique
ARF	ASEAN Regional Forum
BTC	Oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan
CBM	Mesures pour construire la confiance
CEE	Communauté Économique Eurasiatique
CNOOC	China National Offshore Oil Corporation
CNPC	China National Petroleum Corporation
CSNU	Conseil de Sécurité des Nations Unies
IMU	Islamic Movement of Uzbekistan
NPT	Traité sur la Non-prolifération
NSG	Nuclear Suppliers' Group
OCS	Organisation de Coopération de Shanghai
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONGC	Oil and Natural Gas Corporation
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
OTSC	Organisation du Traité de Sécurité Collective
OVL	Oil and Natural Gas Corporation Videsh Limited
PPP	Partenariat pour la Paix
PSAs	Ententes de Partage de Production
TAP	Projet de pipeline Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde
TMD	Bouclier antimissile

RÉSUMÉ

En 1998, Evgeni Primakov, Premier Ministre russe de l'époque, évoque lors d'une visite en Inde, l'idée d'une relation triangulaire entre la Russie, l'Inde et la Chine. Pour lui un tel partenariat triangulaire stratégique représenterait une force pour une plus grande stabilité régionale et internationale. Aussi, ce triangle stratégique devrait servir à contrebalancer les États-Unis au niveau international.

Quelques articles publiés dans des périodiques spécialisés ont traité de ce sujet, mais aucune recherche d'envergure n'a été produite à ce jour. Les articles cherchent à savoir si ce triangle a réellement pris forme. Ce texte s'inscrit donc la lignée des travaux effectués, mais à une échelle plus grande, et cherchera à son tour à répondre à la question que les auteurs se sont posée à propos du triangle Chine-Russie-Inde.

Ce texte cherche à savoir, en premier lieu, si, depuis l'annonce de Primakov en 1998, le partenariat stratégique triangulaire entre New Delhi, Moscou et Beijing est bel et bien devenu une réalité. La typologie des triangles de Lowell Dittmer nous permettra d'établir la conformité ou non du triangle stratégique. Pour arriver à démontrer la validité de la relation triangulaire, une analyse des relations bilatérales nous aidera à démontrer s'il y a ou non partenariat stratégique entre les trois pays. En plus, l'implication des États-Unis dans chaque relation bilatérale viendra enrichir l'évaluation faite des relations.

Par la suite, une analyse des relations de la Chine, de la Russie et de l'Inde, à travers l'Organisation de Coopération de Shanghai, permettra de démontrer dans quelles mesures l'OCS peut contrebalancer les États-Unis en Asie centrale. Aussi, l'analyse des relations bilatérales qu'entretiennent la Chine, la Russie et l'Inde avec l'Iran, rehaussera l'analyse des capacités du triangle dans leur stratégie de contreponds vis-à-vis de Washington.

Le texte conclut en affirmant que la positivité des relations bilatérales entre Beijing, Moscou et New Delhi, en plus des rencontres bilatérales qui sont organisées entre les trois capitales, permet de conclure qu'il y a bel et bien un partenariat stratégique triangulaire. Le concept de *Soft Power*, quant-à-lui, nous permet de comprendre dans quelle mesure le triangle peut faire contreponds à Washington. Le triangle, principalement à l'aide de l'OCS, peut contrebalancer les États-Unis dans la gestion des relations internationales en limitant les options disponibles et en obligeant la Maison Blanche à tenir compte des intérêts des ses partenaires.

Mots clés : politique étrangère; Chine; Russie; Inde; États-Unis; partenariat stratégique; triangle stratégique; soft power; Organisation de Coopération de Shanghai.

INTRODUCTION

1 – Introduction

En 1998, Evgeni Primakov, Premier Ministre russe de l'époque, évoque lors d'une visite en Inde, l'idée d'une relation triangulaire entre la Russie, l'Inde et la Chine. Pour lui un tel partenariat triangulaire stratégique représenterait une force pour une plus grande stabilité régionale et internationale¹.

Par la suite, plusieurs rencontres bilatérales entre les dirigeants auront lieu au début du nouveau millénaire. En 2002, Vladimir Poutine se rend en Chine puis en Inde. Lors de sa visite en Inde, Poutine déclare : « We are convinced of the need for positive development of relations between Russia and India, Russia and China and China and India. I think that all parties within this triangle are interested in this development »². Le Premier Ministre Indien de l'époque, Atal Bihari Vajpaae, visite quant à lui, la Chine en juin 2003 puis la Russie en novembre de la même année. En 2004, lors d'une rencontre avec son homologue Vladimir Poutine, le Premier Ministre chinois Wen Jiabao, déclare à son tour, qu'il encouragerait la coordination et la coopération entre les trois pays afin de promouvoir la paix et la sécurité internationale³.

De plus, de nombreuses rencontres entre les dirigeants des trois États se produiront dont la première se tiendra en marge d'une session de l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2002. Lors de cette occasion, les trois Ministres des Affaires étrangères se sont rencontrés. À ce jour, sept rencontres entre la Russie, de l'Inde et de la Chine ont eu lieu, dont la quatrième eut lieu à

¹ Harsh V. Pant, « The Moscow–Beijing–Delhi 'Strategic Triangle': An Idea Whose Time May Never Come », *Security Dialogue* vol. 35, no. 3, September 2004. p313.

² KM Pari Velan, « Putin's visit: Enhancing the Indo-Russian Ties », *Institute of Peace and Conflict Studies*, article no.949, 7 janvier 2003. www.ipcs.org/

³ Jason D. Söderblom, « A New Cold War? No, Strategic Triangles do not inexorably lead to that outcome », *World-ICE Group*, 1 septembre 2005. p3.

Vladivostok en juin 2005. De cette rencontre, un Communiqué Commun, le premier des sept rencontres, sera émis. Le Communiqué stipule que:

« India, Russia and China shared a common approach to key global developments in the 21st century and favoured the democratization of international relations aimed at building a just world order based on the observance of international law, equity, mutual respect, cooperation and progress towards multipolarity »⁴.

À la fin du sommet du G-8 de juillet 2006 à St-Petersbourg, la première rencontre du Président Poutine fut avec ses homologues chinois et indiens. Les Ministres des Affaires étrangères se sont aussi rencontrés en marge d'une session de l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre de la même année et la dernière rencontre eut lieu en février 2007 à New Delhi. Le Communiqué Commun qui a été publié à la suite de cette dernière rencontre, démontre l'importance grandissante qu'accorde chaque pays à leur relation trilatérale :

« The Ministers noted that the mechanism of trilateral meetings is a manifestation of enhanced mutual understanding and trust among the three countries and positively assessed the outcome of their meetings. They agreed that the Summit level trilateral meeting held in St. Petersburg on July 17, 2006 on the sidelines of the G-8 Summit demonstrated the willingness of the three sides to carry forward consultations on issues of shared interest, at the highest political level, with the aim of promoting the development objectives of the three countries as well as peace, security and stability in the region and the world »⁵.

Ces rencontres et déclarations ont fait couler beaucoup d'encre dans les médias et le milieu universitaire. Julie M. Rahm écrivait dans un de ses articles, à propos d'un possible triangle Russie-Inde-Chine: « This potential partnership is a blueprint for the next Cold War and poses a threat that could affect the lives of

⁴ Inde, Ministère des Affaires Extérieures, Joint Communiqué on the results of the informal trilateral meeting of the Foreign Ministers of India, Russia and China, juin 2005.

⁵ Inde, Ministère des Affaires Extérieures, Joint Communiqué on the results of the trilateral meeting of the Foreign Ministers of India, Russia and China, 14 février 2007. <http://meaindia.nic.in/>

everyone in the United States in a significant way »⁶. Par ailleurs, un document du National Intelligence Council aux États-Unis, intitulé *Global Trend 2015* prédit qu'une alliance géostratégique entre la Chine, l'Inde et la Russie pourrait bel et bien apparaître pour contrebalancer les États-Unis en 2015⁷.

Les trois États, soit la Russie, l'Inde et la Chine, sont tous fortement opposés à l'idée qu'une seule puissance dirige la destinée des relations internationales. Ils souhaiteraient un système international fondé sur la multipolarité et obtenir une plus grande autonomie. Avec une démocratisation de la gestion des relations internationales, ils bénéficieraient d'un droit de parole plus important lors des grandes décisions internationales et sur ce qu'ils considèrent comme étant leurs sphères d'influence naturelle. Le Communiqué Commun de la rencontre de Vladivostok confirme bel et bien que les trois États sont opposés à l'unilatéralisme des États-Unis dans la gestion des relations internationales. Dans cette optique, ce triangle stratégique pourrait servir à contrebalancer l'unilatéralisme de Washington depuis la fin de la Guerre froide⁸.

Mais nous pouvons nous interroger, nonobstant la rhétorique de certaines déclarations et articles scientifiques, sur la volonté réelle de la Chine, de l'Inde et de la Russie de créer un partenariat triangulaire capable de contrebalancer Washington. La Russie, l'Inde et la Chine ont-elles les capacités de s'allier et de s'opposer directement aux États-Unis ? Plus important encore, peuvent-elles se permettre de se mettre à dos les dirigeants de la Maison Blanche ?

⁶ Julie M. Rahm, « Russia, China, India: A New Strategic Triangle for New Cold War? », *Parameters*, hiver 2001-2002, p87.

⁷ États-Unis, National Intelligence Council, *Global Trends 2015 : A Dialogue About the Future With Nongovernment experts*, décembre 2000, p81.

⁸ Raja C. Mohan, *Crossing the Rubicon: The shaping of India's new foreign policy*. New Delhi ; New York : Viking, 2003, p54.

Dans quelles mesures le partenariat stratégique triangulaire entre la Russie, l'Inde et la Chine peut-il contrebalancer les États-Unis ? Cette question servira de ligne directrice à ce travail et tentera d'orienter notre analyse de la relation stratégique entre Moscou, Beijing et New Delhi. Afin de démontrer qu'il y a véritablement une possibilité de contrebalancer les États-Unis avec ce partenariat triangulaire, ce texte tentera tout d'abord d'établir la réalité d'une relation triangulaire stratégique entre la Russie, la Chine et l'Inde.

Afin de trancher la question et d'illustrer la présence de ce partenariat triangulaire stratégique entre la Russie, la Chine et l'Inde, un bref survol de la politique étrangère de chacun des pays servira de première étape. Par la suite, une analyse des relations bilatérales entre les pays impliqués sera effectuée, tant au niveau politique, économique que militaire. De plus, nous analyserons l'impact des États-Unis sur chacune de ces relations bilatérales. Ainsi, l'investigation de ces relations nous permettra d'évaluer s'il existe ou non un triangle stratégique entre les trois pays.

Par la suite, dans l'objectif d'établir dans quelles mesures ce triangle stratégique peut ou non contrebalancer les États-Unis, nous examinerons ses intérêts et ses interactions en Asie centrale, à travers de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Aussi nous étudierons la relation qu'entretiennent Moscou, Beijing et New Delhi avec l'Iran en montrant comment elle peut servir des intérêts nationaux et restreindre Washington dans sa liberté d'action.

Le sujet dans le contexte des recherches antérieures

L'idée d'une relation triangulaire stratégique entre la Chine, la Russie et l'Inde est apparue au milieu des années 1990. Depuis ce temps, plusieurs articles scientifiques et articles de journaux reviennent constamment sur ce sujet. Cette idée,

malgré ce que certains auteurs en pensent, persiste avec le temps. La plupart de ces articles cherchent à savoir si cette relation peut ou non contrebalancer les États-Unis.

Les auteurs qui ont analysé cette question tirent des conclusions différentes à propos du triangle stratégique. Malgré le temps qui passe et les événements politiques qui façonnent cette relation, le débat à propos de ce triangle perdure et les auteurs n'arrivent pas à unifier leurs points de vue sur le sujet.

État des connaissances

Pour ceux qui considèrent la possibilité de contrebalancer les États-Unis à l'aide du triangle stratégique, nous remarquons deux tendances : une première « plus nuancée » et une deuxième « plus catégorique ».

Les auteurs que nous considérons comme étant « plus nuancée » sont Nivedita Das Kundu, Vladimir S. Myasnikov et Dr. Subhash Kapila. Pour les tenants de cette approche, la relation veut contrebalancer l'influence américaine au niveau international et particulièrement en Asie centrale. En contrepartie, le triangle ne vise pas à se mettre à dos Washington. En aucun cas la Russie, la Chine ou l'Inde ne cherchent la confrontation directe avec les Américains. Pour eux, Moscou, Beijing et New Delhi ne cherchent pas à déstabiliser le système international actuel, mais à le diriger vers la multipolarité. Les membres du triangle cherchent à intégrer le système international et les organisations internationales existantes sans les remettre en cause. Les membres du triangle veulent obtenir plus d'autonomie et une démocratisation des décisions internationales. Ils veulent avec ou sans les États-Unis, diriger et participer à l'édification d'un nouvel ordre mondial d'après Guerre froide. Aucun des membres du triangle n'est en faveur des politiques étrangères pratiquées par Washington menant à l'unipolarité du système international. De ce fait, ensemble ils espèrent créer un système international multipolaire.

D'un autre côté, dans une vision « plus catégorique », nous retrouvons Julie M. Rahm, Mikhail Zygar de l'agence de presse russe *Kommersant* et le National Intelligence Council, organe de la CIA. Pour les tenants de cette approche, la relation triangulaire confrontera directement la puissance américaine dans un avenir rapproché, en 2015 selon le National Intelligence Council. Julie M. Rahm qualifie même la relation stratégique triangulaire comme étant un plan potentiel pour une nouvelle Guerre froide. Cette approche croit que la tâche principale du triangle est de mettre un frein à l'influence américaine au niveau international et dans les sphères d'influence de la Russie, de la Chine et de l'Inde. Cette vision est pessimiste si nous la comparons à celle des modérés et envisage un conflit entre les membres du triangle et les États-Unis, conflit qui sera inévitable selon cette approche.

Pour ceux qui ne considèrent pas la possibilité d'un partenariat stratégique triangulaire servant à contrebalancer l'influence américaine, là aussi nous observons deux visions. Une première, que nous nommerons « sceptique », qui reconnaît ce triangle stratégique, mais le pense incapable de contrebalancer Washington. La deuxième vision, que nous appellerons « négationniste », ne croit pas en l'existence d'un partenariat stratégique triangulaire entre la Russie, l'Inde et la Chine.

Pour la vision « sceptique », nous retrouvons les auteurs Sergei Blagov et Jason D. Söderblom. Les tenants de cette approche reconnaissent l'existence d'une relation entre la Russie, la Chine et l'Inde, mais ne croient pas en la possibilité de celle-ci de contrebalancer les États-Unis. Les liens politiques et économiques qu'ont la Russie, la Chine et l'Inde entre eux ne sont pas assez forts pour créer un contrepois important face à Washington. La puissance américaine étant trop importante au niveau mondial pour que le triangle n'arrive à contrebalancer Washington de façon significative. De plus, la Maison Blanche est aussi trop importante dans les relations extérieures des pays du triangle pour qu'ils puissent

tenter de la contrebalancer. De plus, les auteurs doutent de la volonté réelle des États à vouloir créer une alliance servant à contrebalancer les Américains.

Pour les tenants de la vision « négationniste », on retrouve Dmitri Kozyrev, T.T. Poulouse et Harsh V. Pant. Pour eux, les problèmes communs et les visions communes ne constituent pas de solides bases à l'édification d'un partenariat stratégique triangulaire. L'importance qu'occupent les États-Unis dans les relations extérieures de la Russie, de la Chine et de l'Inde est trop importante pour qu'une alliance triangulaire ne voie le jour. La relation que la Russie, la Chine et l'Inde ont respectivement avec les États-Unis est plus importante que les relations bilatérales que Moscou, Beijing et New Delhi ont entre eux. Aussi, les problèmes que l'on retrouve entre la Chine et l'Inde sont trop importants pour qu'une alliance entre ces deux géants asiatique ne se produise.

De plus, pour cette vision le concept de triangle stratégique élaboré durant la Guerre froide et n'est plus pertinent à notre époque. Par contre cette approche reconnaît que pour certains sujets, la Russie, la Chine et l'Inde pourront se rallier, mais cette alliance ne serait que temporaire.

Ce mémoire s'inscrira donc dans la lignée des études antérieures faites sur le sujet de la relation stratégique triangulaire entre la Russie, la Chine et l'Inde. Le mémoire poursuivra ces recherches antérieures et cherchera à répondre, à son tour, à la question que les auteurs ont posé auparavant.

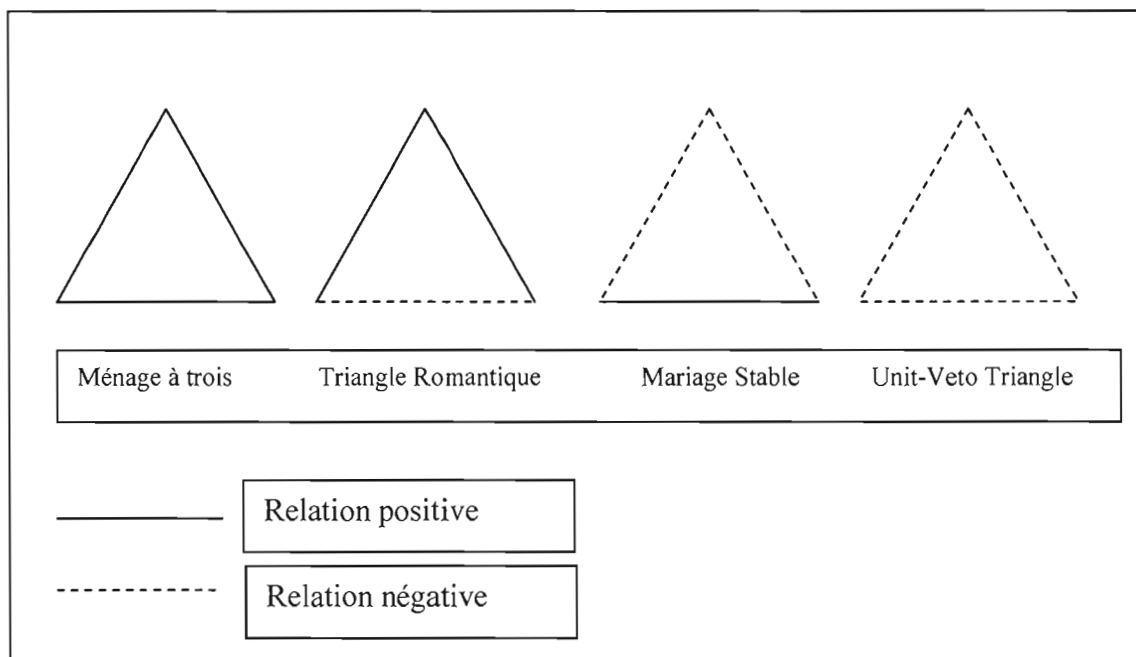
Cadre d'analyse

Pour parvenir à démontrer qu'il existe un triangle stratégique entre la Chine, l'Inde et la Russie, nous utiliserons la typologie des triangles de Lowell Dittmer⁹ (figure 1). Dans sa typologie, Dittmer décrit quatre sortes de triangles possibles. La première est une relation positive entre chaque partenaire qu'il nomme *Ménage à trois*. La seconde est une relation positive entre un « pivot » et deux « ailes », mais avec une relation négative entre les deux ailes qu'il nomme *Triangle Romantique*. La troisième, qui se nomme *Mariage Stable*, est une relation positive entre deux « époux », avec deux relations négatives entre chaque époux et un troisième « paria ». La quatrième qui consiste en trois relations négatives entre les partenaires se nomme *Unit-Veto Triangle*.

Pour ce mémoire nous utiliserons le concept d'équilibre des puissances comme cadre d'analyse. Nous décrirons le concept d'équilibre des puissances à la manière de la théorie néoréaliste des relations internationales, mais notre angle d'analyse se focalisera sur le concept de *soft power* au lieu du concept de *hard power* utilisé par les néoréalistes. Nous décrirons tout d'abord ce qu'est le principe d'équilibre des puissances selon les néoréalistes, ensuite nous décrirons les différences entre les concepts de *soft* et *hard power*.

⁹ Lowell Dittmer, *Sino-Soviet Normalization and its International Implications 1945-1990*, Seattle: University of Washington Press, 1992, p.153, dans Go Ito, *Alliance in Anxiety: Detente and the Sino-America-Japanese Triangle*, Routledge, New York, 2003. p.12-13.

Figure 1 – Typologie des Triangles de Dittmer



Source : Lowell Dittmer, *Sino-Soviet Normalization and Its International Implications, 1945-90*, (Seattle : University of Washington Press, 1992), p.153. Cité dans Go Ito, *Alliance in Anxiety: Détente and the sino-American-Japanese Triangle*, New York and London, Éditions Routledge. 2003, p.13.

Pour les néoréalistes, le concept d'équilibre des puissances résulte de la structure anarchique du système international et serait le résultat d'un comportement collectif qui consiste à s'allier contre l'État le plus puissant, afin de diminuer l'écart relatif qui les sépare¹⁰. Les néoréalistes considèrent que l'anarchie qui découle de la structure internationale affecte le comportement des États. Selon eux, le but premier de tout État est de survivre, c'est-à-dire préserver son intégrité territoriale et son autonomie. Dans l'optique de survivre, le but le plus important pour un État est d'éviter qu'une puissance devienne hégémonique.

Pour Kenneth Waltz, l'unipolarité du système international amène inévitablement les autres États à balancer la puissance hégémonique, « unipolarity is

¹⁰ Alex Macleod, Evelyne Dufault et F. Guillaume Dufour. « Relations Internationales : Théories et concepts, Édition Athéna. 2004. p.149

the least durable of international configuration and inevitably will provoke actions and responses by the dominant and weaker states that will ultimately return the system to a more traditional balance of power order »¹¹. Pour Waltz, rien n'a changé depuis la fin de la Guerre froide et les tendances du concept d'équilibre des puissances se sont déjà mises en place¹². Selon les néoréalistes, l'hégémonie n'est jamais permanente et c'est pour cette raison que nous assisterons bientôt à l'équilibre des puissances.

Selon Stephen Walt, les États préfèrent utiliser l'équilibre des puissances qui leur permet de garder une plus grande liberté d'action comparativement au principe de « bandwagoning » qui consiste à accepter la subordination d'une puissance hégémonique¹³. Le système d'équilibre des puissances confirme « fortement » les normes de la souveraineté westphalienne¹⁴ car le système westphalien des relations internationales reconnaît les principes de souveraineté de l'État et de non-intervention. Les principes de Westphalie donnent une grande liberté d'action aux États, ce qui est en parfaite adéquation avec l'affirmation de Walt.

De nos jours, plusieurs chercheurs comme T.V.Paul, James J.Wirtz et Michel Fortmann, doutent de la validité du concept élaboré par les néoréalistes. Ces chercheurs ne doutent pas que le principe d'équilibre des puissances puisse être utile pour décrire les actions des États, mais remettent en cause la manière dont les néoréalistes interprètent ce principe.

¹¹ Kenneth Waltz, « Structural Realism After the Cold War, *International Security*, vol.25, no. 1, p.28-42, 2000, dans Harsh V. Pant, « Feasibility of the Russia-China-India « Strategic Triangle » : Assessment of Theoretical and empirical Issues », *International Studies*, vol.43, no.1, 2006, p.54.

¹² Pant (2006), op.cit., p.54.

¹³ Stephen M. Walt, « Alliance Formation and the Balance of World Power », *International Security*, 9 printemps 1985, p.3-43, cite dans T .V. Paul, James J. Wirtz et Michel Fortmann, *Balance of Power: theory and practice in the 21st century*, Stanford University Press, Stanford, Californie. 2004Paul, Wirtz et Fortmann, 2004, p.8.

¹⁴ T .V. Paul, James J. Wirtz et Michel Fortmann, *Balance of Power: theory and practice in the 21st century*, Stanford University Press, Stanford, Californie. 2004Paul, Wirtz et Fortmann, 2004, p.7.

Le principe d'équilibre des puissances des néoréalistes n'est pas à l'abri des critiques. Une des faiblesses que notent les opposants, c'est que les néoréalistes mettent l'accent exclusivement sur la puissance militaire pour décrire l'équilibre des puissances, « The exclusive focus of classical and neorealists on interstate military balancing has made balance of power theory, although useful, narrow and inflexible »¹⁵. L'aspect militaire n'est plus le seul aspect qui entre en ligne de compte de nos jours dans l'évaluation de la puissance d'un État. Les néoréalistes ignorent l'aspect économique dans le concept d'équilibre des puissances. En excluant, un aspect aussi important que l'économie, les néoréalistes ne peuvent donc pas expliquer adéquatement le comportement des États. De plus, les néoréalistes ne considèrent pas non plus les organisations internationales dans l'évaluation de concept d'équilibre des puissances.

Aussi, ces chercheurs relèvent certaines faiblesses théoriques dans le concept néoréaliste. Les néoréalistes sont incapables de prédire quand l'équilibre des puissances prendra forme. Waltz répond en disant que sa théorie explique les résultats et non les stratégies des États. Selon William C. Wohlforth, cet argument de Waltz rend sa théorie trop générale, extrêmement difficile à tester et impossible à appliquer sur un cas spécifique¹⁶.

Au début des années 90, pour remédier à ce vide théorique d'après Guerre froide, Joseph Nye proposa le concept de *soft power* pour expliquer la transformation de la puissance au niveau international. Le *soft power* est une stratégie que les États utiliseraient aujourd'hui pour maintenir le concept d'équilibre des puissances. Le *soft power* se décrit comme suit :

¹⁵ Ibid, p.13.

¹⁶ Ibid, p.127.

« Soft Balancing involves tacit balancing short of formal alliances. It occurs when states generally develop ententes or limited security understandings with one another to balance a potentially threatening state or a rising power. Soft balancing is often based on a limited arms buildup, ad hoc cooperative exercises, or collaboration in regional or international institutions »¹⁷.

Le concept de *soft power* vient compléter le concept de *hard power* qui lui focalisait sur les capacités militaires pour décrire la puissance des États. Le principe d'équilibre des puissances des néoréalistes s'explique par la stratégie de *hard power* c'est-à-dire que les États concentrent leur puissance sur leur capacité militaire dans le but d'égaliser celle de leurs rivaux. Le *soft power* est une forme de puissance moins fongible et moins coercitive que le *hard power*. Les objectifs sont les mêmes mais les moyens sont différents¹⁸. Le *soft power* implique des tactiques non offensives dans le but de neutraliser les États qui constituent une menace. Selon Nye, le *soft power* est moins tangible que la puissance traditionnelle. La cohésion nationale, l'universalité de la culture et les institutions internationales font partie de ces facteurs moins tangibles qui déterminent la puissance¹⁹. Toujours selon Nye, de nos jours le plus puissant n'est pas tant celui qui frappe le plus fort que celui qui a la capacité de réunir le plus d'acteurs autour de lui, de maîtriser l'information et de déterminer l'ordre du jour²⁰.

Pour nous, le concept d'équilibre de puissance est en parfaite harmonie avec la problématique à laquelle nous tenterons de répondre avec ce mémoire. Par contre, les faiblesses théoriques des néoréalistes nous empêcheront d'utiliser leur approche pour analyser notre travail. Nous utiliserons le principe de *soft power* comme cadre d'analyse au lieu du concept *hard power* des néoréalistes que nous jugeons inadéquat

¹⁷ Ibid, p.3.

¹⁸ Macleod, Dufault et Dufour (2004), op.cit., p.229.

¹⁹ Idem.

²⁰ Idem.

pour interpréter les relations internationales d'après Guerre froide. Dans ce mémoire nous chercherons à évaluer dans quelles mesures le triangle stratégique, s'il y a lieu, peut ou non contrebalancer les États-Unis.

Notre analyse se concentre sur la période 1998 à aujourd'hui. Nous avons choisi cette année car c'est à partir de 1998 que Primakov a lancé l'idée du triangle stratégique entre la Russie, l'Inde et la Chine. De plus, notre analyse se contentera d'analyser, en plus de leur relation bilatérale, la relation que les trois pays entretiennent en Asie centrale car l'Asie centrale est au cœur de la région qui regroupe les trois pays.

CHAPITRE 1

SURVOL DES GRANDS PRINCIPES DE POLITIQUES ÉTRANGÈRES DE LA CHINE, DE LA RUSSIE ET DE L'INDE

1 – Survol des grands principes de politiques étrangères de la Chine, de la Russie et de l’Inde

Les grandes lignes de la politique étrangère de la Russie se trouvent dans le document *Russian Foreign Policy Concept* qui a été publié par le gouvernement en 2000. Pour ce qui est de la Chine, nous retrouvons sur le site internet du Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, les grandes lignes de sa politique étrangère. Les documents : *China’s Independent Foreign Policy of Peace*, *China’s Views on the Current International Situation*, *China’s Views on the development of Multipolarization* et le *China’s Position on Establishing a New International Political and Economic Order* nous serviront de guides principaux à l’analyse de la politique étrangère chinoise. Pour la politique étrangère de l’Inde, un document s’intitulant *Foreign Policy*, qui est disponible sur le site internet de l’ambassade indienne en Chine, servira de guide.

Les énoncés des politiques étrangères de la Russie, de la Chine et de l’Inde sont similaires et convergents. Autant pour la Russie, la Chine que pour l’Inde, la politique étrangère est mise au service des intérêts nationaux et du développement de leur société respective : « The uppermost priority of the foreign policy course of Russia is to protect the interest of the individual and the society »¹.

Le Président Poutine donne un aspect très pragmatique à la politique étrangère de son pays. L’idéologie ne dominera plus la destinée de la Fédération de Russie comme à l’époque de l’URSS. Le pragmatisme qui guidera les décisions en politique étrangère devra servir à développer et rehausser le statut de la Russie. Selon Irina Isakova: « Presently, any of the foreign policy decisions (right or wrong) are taken on

¹ Ambassade de la Fédération de Russie en Inde, *Russian Foreign Policy Concept*, Moscou, 28 juin 2000.

the basis of their pragmatic usefulness in the process of the restoration of Russia's economic, political and military status »². La protection de son territoire national, de sa souveraineté, la restauration de sa position en tant que grande puissance et de centre influent du monde moderne, demeurent essentielles à la Russie. Ces objectifs nationaux permettront à la Russie d'augmenter son potentiel politique, économique, intellectuel et spirituel³.

Pour arriver à développer et rehausser le statut de la Russie, le développement économique du pays devient une priorité. L'importance qui est accordée à l'économie dans la conception de la politique étrangère de la Russie est en parfaite harmonie avec le pragmatisme proposé par celle-ci. La mondialisation économique étant vue comme une tendance incontournable et ayant un rôle de plus en plus important dans les relations internationales, la Russie se doit de s'intégrer à cette tendance pour avoir une influence significative sur la formation de ce nouvel ordre mondial. La politique étrangère sera donc au service d'un développement de l'économie nationale :

« The main priority in the foreign policy of the Russian Federation in the international economic relations is to promote the development of the national economy, which, in conditions of globalization, is unthinkable without broad integration of Russia in the system of world economic ties »⁴.

Pour la Chine, les buts que se fixe Beijing dans l'élaboration de sa politique étrangère sont : la préservation de sa souveraineté, de son indépendance et de son intégrité territoriale, la création d'un environnement international favorable aux réformes, à l'ouverture et à la modernisation de son territoire, le maintien de la paix mondiale et le développement commun⁵. La paix et le développement économique,

² Irina Isakova, *Russian governance in the twenty-first century: geo-strategy, geopolitics and governance*, Published London; New York: Frank Cass, 2005, p21.

³ Ambassade de la Fédération de Russie, op.cit.

⁴ Idem.

⁵ Chine, Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, China's Independent Foreign Policy of Peace, Beijing, 18 août 2003. www.fmprc.gov.cn/eng/

étant complémentaires sont au cœur de l'élaboration de la politique étrangère chinoise.

Dans le but d'atteindre ces objectifs, le développement économique national de la Chine servira de base à l'élaboration de la politique étrangère. La politique étrangère de Beijing sera donc, elle aussi au service d'un développement de l'économie nationale : « China's primary foreign policy goal for the twenty-first century is to cement political friendships and a stable international environment that will allow Beijing to develop its economy and its trade and to acquire advanced technologies »⁶.

Pour que le développement économique de la Chine soit une réussite, la stabilité régionale et internationale est requise. La paix occupe donc elle aussi une place importante dans l'élaboration de la politique étrangère de la Chine. Pour obtenir cette paix régionale et internationale, Beijing mise sur « Les 5 principes de Coexistence Pacifique »⁷ et la Charte des Nations Unies. Ces documents représentent la philosophie chinoise des relations entre États pour l'établissement du Nouvel Ordre Mondial :

« The Five Principles of Peaceful Coexistence, the purposes and principles of the Charter of the United Nations and other universally recognized norms governing international relations should serve as the foundation of the new international political and economic order »⁸.

⁶ Judith F. Kornberg et John R. Faust, *China in World Politics: Policies, processes, Prospects*, UBC Press, Boulder, Colo.: Lynne Rienner Publishers, 2004, p.19.

⁷ Les 5 principes sont, Le respect mutuel pour la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'autre, la non-agression mutuelle, la non-interférence mutuelle, l'égalité et les bénéfices mutuels, et la coexistence pacifique.

⁸ Chine, Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, China's Position on Establishing a New International Political and Economic Order, Beijing, 18 août 2003, www.fmprc.gov.cn/eng/

Pour New Delhi, la souveraineté étatique, l'intégrité territoriale, le règlement des conflits à l'aide de moyens pacifiques et des relations amicales avec tous les États⁹ et les principes qui ont été élaborés avec l'accord de Panchsheel de 1954¹⁰ servent de lignes directrices dans l'élaboration de la politique étrangère indienne.

Depuis la fin de la Guerre froide, l'Inde a entrepris des réformes économiques qui, de nos jours, continuent à être au cœur de l'élaboration de la politique étrangère indienne. L'Inde espère, dans un avenir rapproché, accéder au statut de grande puissance et seul un développement économique soutenu peut lui permettre d'atteindre cet objectif : « The economic reforms of the early 1990s created a new hope within the Indian establishment of a rapid growth that would be the basis for its becoming a major power in the world »¹¹.

Le développement économique interne occupe donc une place primordiale dans l'élaboration des politiques étrangères de la Russie, de la Chine et de l'Inde. Le développement économique permettra aux trois pays d'améliorer leur situation interne et internationale respective. Pour soutenir leur développement économique, les trois pays ont besoin de stabilité, tant au niveau national que régional. C'est dans cette optique que Moscou, Beijing et New Delhi misent sur de bonnes relations avec leur entourage tout en protégeant leur souveraineté nationale. Nous remarquons aussi que Moscou, Beijing et New Delhi prônent un système international qui se base encore sur les principes du système de Westphalie, c'est-à-dire le respect de la souveraineté nationale, du principe de non-intervention et de l'égalité des acteurs entre autres. Selon Judith F. Kornberg et John R. Faust, Beijing supporte activement

⁹ Inde, Ambassade de l'Inde en Chine, [Foreign Policy](http://www.indianembassy.org.cn/), www.indianembassy.org.cn/

¹⁰ L'accord de Panchsheel est la même chose que les 5 principes de Coexistence Pacifique chinois car c'est un accord qui a été signé entre la Chine et l'Inde en 1954. New Delhi, « Panchsheel », Ministère des Affaires Extérieures, www.meaindia.nic.in

¹¹ Raja C. Mohan, *Crossing the Rubicon: The shaping of India's new foreign policy*. New Delhi ; New York : Viking, 2003, p.53.

le système de Westphalie: « Beijing's leaders remain the world's strongest supporters of the Westphalian system of power relations, which emphasizes sovereignty and noninterference in the affairs of other states »¹². Pour l'Inde, la période de colonisation a énormément marqué le peuple indien. Lors de la décolonisation d'après guerre, l'Inde s'est orientée vers une politique étrangère de non-alignement. Depuis cette époque, l'Inde continue de s'opposer à toute forme d'ingérence dans les affaires internes des autres États et prône la création d'une structure internationale multipolaire.

Dans la même ligne de pensée, l'Inde est donc opposée à un monde dirigé par une seule puissance. Le concept de multipolarité occupe donc lui aussi une place de choix dans la politique étrangère de l'Inde. Ce principe lui permet d'avoir une voix sur les décisions internationales. Pour New Delhi, bien qu'elle ne possède pas de siège permanent à son Conseil de Sécurité (CSNU), les Nations Unies demeure l'organe principal de représentation multilatérale et elle adhère à ses principes.

Pour ce qui est de la politique internationale russe, la multipolarité occupe une place de choix dans l'élaboration de la politique étrangère de Moscou. La Russie croit que seul un système multipolaire peut représenter la diversité du monde moderne avec sa très grande variété d'intérêts.

Le concept de multipolarité, cher aux dirigeants russes, vient s'opposer à une autre tendance d'après Guerre froide perçue selon le document *Russian Foreign Policy Concept*, celle de l'unipolarité. La Russie remarque une tendance vers l'unilatéralisme de la part des États-Unis. Cette tendance pourrait, selon Moscou, déstabiliser la situation internationale, provoquer des tensions et relancer une course aux armements, aggraver les contradictions entre États et augmenter les conflits

¹² Kornberg et Faust, op.cit.,p.8.

nationaux ou religieux. Pour pallier ces problèmes, le nouvel ordre mondial doit reposer sur des mécanismes collectifs de résolution de problèmes, sur la priorité de la loi et sur une démocratisation plus prononcée des relations internationales. Malgré l'opposition de Moscou à l'unilatéralisme pratiqué par Washington, ce document considère que la relation avec les Américains doit rester prioritaire et qu'elle est nécessaire à l'amélioration de la situation internationale.

Toujours dans l'optique du multilatéralisme, l'Organisation des Nations Unies, principalement le CSNU, doit demeurer le principal organe de régulation des relations internationales dans la formation du nouvel ordre mondial. La Russie qui dispose d'un droit de veto avec son siège permanent au CSNU, obtient toujours un droit de parole sur les grandes décisions internationales : « The United Nations must remain the main center for regulating international relations in the XXI century. The Russian Federation shall resolutely oppose attempts to belittle the role of the United Nations and its Security Council in world affairs »¹³. Pour Moscou, seul le CSNU a l'autorité de sanctionner l'utilisation de la force dans le but d'atteindre la paix et aucun État ou groupe ne peut se permettre de le contourner. Malgré tout, Moscou remarque que pour résoudre les conflits internationaux, les institutions occidentales et forums à composition limitée ont un rôle accru et que le CSNU des Nations Unies en est quant à lui affaibli.

Tout comme pour la Fédération de Russie, la fin de la Guerre froide amena une nouvelle orientation dans la politique étrangère pour la Chine. La Chine appelle cette transformation des relations internationales, « Nouvel Ordre Mondial »¹⁴. Ce Nouvel Ordre Mondial, qui consiste en une transition d'un monde bipolaire à un monde multipolaire, met de côté l'idéologie et donne maintenant priorité à la rationalité dans les relations qu'entretiendra Beijing : « China is ready, together with

¹³ Ambassade de la Fédération de Russie en Inde, op.cit.

¹⁴ Traduction libre du terme « New World Order », employé par la Chine dans ses documents.

other countries, to enhance coordination and cooperation and exert active efforts to establish a fair and rational new international political and economic order... »¹⁵.

Pour Beijing, la primauté des Nations Unies doit demeurer dans la gestion des conflits internationaux. En aucun cas, les Nations Unies et le CSNU ne doivent être écartés des grandes décisions de sécurité internationale. Avec son siège de membre permanent au CSNU, la Chine obtient un droit de parole important lors des discussions de sécurité internationale. De plus, les Nations Unies sont en parfaite harmonie avec le concept de monde multipolaire que la Chine défend dans ses documents et déclarations.

Au niveau des menaces à leur sécurité, la Russie, la Chine et l'Inde ont toutes la même vision en ce qui a trait aux nouvelles menaces internationales qui pourraient perturber leur stabilité nationale et régionale. Le terrorisme, l'extrémisme religieux (plus précisément le fondamentalisme islamique), le séparatisme, le nationalisme ethnique et la prolifération des armes de destructions massives sont toutes des menaces auxquelles la Russie, la Chine et l'Inde font face et considèrent comme étant nuisibles à la stabilité mondiale. Le Gouvernement Chinois considère aussi l'élargissement des blocs militaires et les crises économiques¹⁶, entre autres, comme étant des éléments qui peuvent déstabiliser la paix régionale et internationale.

Les trois États sont tous opposés au principe d'intervention humanitaire qui selon eux représente une forme d'ingérence étrangère dans les affaires nationales d'un pays. La Chine, la Russie et l'Inde craignent que les États-Unis n'utilisent ce concept pour s'ingérer dans leurs problèmes nationaux, comme pour le problème du

¹⁵ Chine, Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine, China's Views on the Current International Situation, Beijing, 18 août 2003. www.fmprc.gov.cn/eng/

²¹ Christian Constantin, « Le partenariat stratégique sino-russe : une alliance artificielle ? », mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, janvier 2003, p101.

Cachemire pour l'Inde, de la Tchétchénie pour la Russie, de Taiwan, du Tibet et du Xinjiang pour la Chine.

Selon Vladimir S. Myasnikov, Moscou, New Delhi et Beijing cherchent tous à créer un monde multipolaire (ou polycentrique) qui respecterait la diversité des cultures à travers le monde, qui leur donnerait une plus grande autonomie d'action et qui baserait ses principes selon la Charte des Nations Unies:

« Indeed, Russia, China, and India stand in favor of building a polycentric world; i.e., a new structure of international relations taking shape in the context of objective development conditions in individual countries. This concept is supported by many states on various continents, because it is designed to create optimal conditions for realization of their national interests, and to provide a new historical environment for the life of mankind in the new century. Being renovated today, the system of global political, economic, and cultural ties must be built on the basis of democratic elements and principles of the UN Charter, as well as the fundamental principles of international law. Meanwhile, it would be necessary to consider all value orientations of each civilization, the regional interests as well as national interests of any international actor »¹⁷.

Pour les trois capitales, la centralité des Nations Unies dans les relations internationales permet d'empêcher l'unilatéralisme des Américains et l'unipolarité du système international. Selon Moscou, l'unipolarité du système international ne peut être que négative :

« The strategy of unilateral actions can destabilize the international situation, provoke tensions and the arms race, aggravate interstate contradictions, national and religious strife. The use of power methods bypassing existing international legal mechanisms cannot remove the deep socio-economic, inter-ethnic and other contradictions that underlie conflicts, and can only undermine the foundations of law and order »¹⁸.

¹⁷ Vladimir S. Myasnikov, « The Strategic Triangle of Russia, China, and India : the Eurasian Aspect », *Executive Intelligence Review*, 4 avril 2003, www.larouche.com

¹⁸ Ambassade de la Fédération de Russie en Inde, op.cit.

Moscou, Beijing et New Delhi attachent beaucoup d'importance aux organisations internationales, mais leurs visions ne sont pas toujours similaires à celles que les puissances occidentales exposent à travers celles-ci, ce qui peut causer certaines frictions entre eux et les occidentaux. L'exemple la guerre d'Irak de 2003, lancée par Washington et sa coalition, a été dénoncé par la Russie, la Chine et l'Inde, mais nous reviendrons plus loin dans ce travail sur ce point.

Par ailleurs, les trois pays résistent fortement aux efforts des pays développés pour lier le commerce mondial à des standards en terme de conditions de travail et d'environnement¹⁹. Selon eux, ces standards les désavantageraient face à leurs concurrents des pays développés. Les conditions sociales et économiques sont similaires dans les trois pays, donc les règles que veulent imposer les pays développés auraient les mêmes effets négatifs dans ces trois pays. La Russie, la Chine et l'Inde, veulent réduire les dommages causés par des pratiques qu'ils jugent irraisonnables, telles que les subventions versées par les pays développés aux compagnies agricoles et industrielles, qui en retour peuvent vendre leurs produits à bas prix.

Malgré leurs divergences d'opinion face aux puissances occidentales dans la formation d'un nouvel ordre mondial, Moscou, Beijing et New Delhi maintiennent que leurs politiques étrangères ne sont dirigées contre aucun État. Tous accordent aussi une importance particulière à leurs relations respectives avec Washington et aucun des partenaires ne souhaite entretenir de mauvaises relations avec les Américains.

Nous remarquons à travers notre analyse des énoncés de politiques étrangères russes, chinoises et indiennes, d'importantes similarités. Leurs politiques étrangères visent toutes les mêmes objectifs et les moyens que se donnent Moscou, Beijing et

¹⁹ Harsh V. Pant, « Feasibility of the Russia-China-India « strategic Triangle »: Assessment of Theoretical and Empirical Issues », *International Studies*, vol.43, no.1, 2006, p.61.

New Delhi pour y arriver sont identiques. Tous veulent accroître leur économie nationale et entretenir la stabilité régionale. Ils font face aux mêmes problèmes internes et veulent créer un monde multipolaire. Ils stipulent que la primauté des Nations Unies doit demeurer au niveau des relations internationales et que la Charte des Nations Unies doit servir de base à toute relation.

Cette analyse nous amène à croire qu'un rapprochement entre ces pays s'effectuera car les intérêts et les moyens qui les regroupent sont identiques. Dans les parties suivantes de ce mémoire, nous tenterons de vérifier s'il y a effectivement rapprochement entre la Russie, la Chine et l'Inde. Nous tenterons d'analyser si la réalité rejoint la rhétorique des énoncés de politique étrangère.

CHAPITRE 2
RELATIONS BILATÉRALES

2 – Relations Bilatérales

2.1 – Relation Chine - Russie

Présentement la relation entre la Fédération de Russie et la République populaire de Chine peut être qualifiée de meilleure de son histoire : « Both sides hailed the relationship as being as the “highest level” and as the “strongest ever”, which are both probably true »¹. La relation a atteint le niveau de partenariat stratégique en 1996 et depuis, la relation ne cesse de s’améliorer.

Ces dernières années les dirigeants de la Russie et de la Chine ont multiplié les rencontres au sommet. Le Président Poutine et son homologue chinois Hu Jintao se sont rencontrés 4 fois en 2005 et il y eut 30 consultations entre les Ministres des Affaires étrangères pour coordonner leurs politiques respectives. Au cours des dernières années, les deux capitales ont signé plusieurs documents communs, comme la *Déclaration Commune sur l’Ordre International au 21^e siècle* et le *Traité de bon voisinage et de coopération amicale*. Le *Traité de bon voisinage et de coopération amicale* signé en 2001 a été qualifié de « traité du siècle » par le Président chinois de l’époque Jiang Zemin². Pour Myasnikov, ce traité confirme que Beijing et Moscou fondent leur relation sur les principes universellement reconnus et les normes internationales :

« The Treaty, with its systemic and comprehensive nature, has established that Russia and China build their relations in compliance with the universally recognized principles and norms of international law- i.e. (e.g.) principles of mutual respect of sovereignty and territorial integrity, mutual non-aggression, non-interference in one another’s domestic affairs, equality and mutual benefit, and peaceful coexistence »³.

¹ Yu Bin, « China’s year of Russia and the gathering nuclear storm », *Comparative Connections*, vol.8, no.1, avril 2006. www.csis.org

² Vladimir S. Myasnikov, « The Strategic Triangle of Russia, China, and India : The Eurasian Aspect », *Executive Intelligence Review*, 4 avril 2003, www.larouche.org

³ Idem.

Les deux capitales, en octobre 2004, ont mis un terme définitif au conflit de la démarcation de la frontière qui les opposait. Il était estimé que les forces soviétiques près de la frontière chinoise au milieu des années 1980 s'élevaient à près de 500 000 hommes et que les forces chinoises à la frontière comptaient entre 800 000 et 1,5 millions d'hommes⁴. Avec la tension qui diminuait entre les deux partenaires, cela a permis à Beijing et Moscou de concentrer leurs effectifs à d'autres endroits stratégiques et de pacifier la région frontalière.

Un des problèmes que rencontre le partenariat, c'est le faible niveau de contacts qu'il y a entre les deux populations nationales. Les populations sont intéressées par la culture occidentale, plus que par la culture du partenaire. Dans le but d'augmenter les contacts entre les populations nationales et pour faire connaître leur civilisation et leur culture à leur partenaire, la Russie et la Chine ont organisé l'Année de la Russie en Chine en 2006 et l'Année de la Chine en Russie qui s'est déroulé en 2007. L'Année de la Russie et l'Année de la Chine consistent à présenter des activités culturelles, scientifiques, économiques et politiques dans l'autre pays. Pour l'Année de la Russie en Chine, 300 activités et projets ont été présentés partout en Chine, avec la participation de 500 000 personnes et plusieurs centaines de millions de spectateurs⁵. Malgré la bonne relation politique, les efforts pour rapprocher les deux peuples ne portent pas fruits pour l'instant.

En plus d'un rapprochement au niveau politique, les deux pays s'appuient mutuellement dans leurs conflits intérieurs. La Russie appuie la Chine sur la question de Taiwan et du Tibet et la Chine en fait autant pour la Russie dans son conflit l'opposant aux rebelles Tchétchènes. Pour Moscou, Beijing est le seul gouvernement de la Chine et Taiwan fait partie intégrante de son territoire. Dans le but de prouver son

⁴ Marc Lanteigne, *China and International Institutions: Alternate paths to global power*, New York: Routledge, Taylor and Francis Group, 2005, p.119.

⁵ Yu Bin, « Russia Says "No" to the West, and "Sort of" to China », *Comparative Connections*, vol.9, no.1 avril 2007. www.csis.org

engagement envers le gouvernement chinois, Moscou s'est engagé à ne pas établir de liens officiels avec Taipei, à ne pas lui vendre d'armes et à lui refuser toute participation dans les organisations internationales requérant la souveraineté de leurs membres. Mais si la Russie appuie la Chine contre Taiwan, elle n'est pas prête à entrer en guerre contre ce dernier si la tension s'intensifiait entre Beijing et Taipei.

Les deux pays, malgré leurs passés troubles et certains problèmes actuels, regardent maintenant vers l'avenir en ce qui concerne leur partenariat stratégique. Le Président Poutine déclare: « Despite difficult turns of history, the people of Russia and China not only kept good relations with each other. Today, we are having an increasing understanding of the strategic advantage of our close bilateral contacts and intend to step them up for the good of the two peoples »⁶.

Tous ces gestes posés dans la dernière décennie ont eu pour effet de solidifier le partenariat stratégique mis en place entre les deux nations en 1996, tout en leur permettant de garder une politique étrangère indépendante. Aussi ces gestes permettent d'assurer le développement à long terme de la relation à travers un cadre formel, de renforcer la confiance mutuelle, de garantir la stabilité régionale et de promouvoir un système international démocratique basé sur la multipolarité. Dans la déclaration de Moscou signée en 2005, les deux partenaires mentionnent qu'ils vont travailler avec et dans le but d'améliorer l'ordre international présent au lieu de le rejeter.

L'aspect militaire de la relation est « l'élément le plus durable »⁷ du partenariat stratégique. Les deux pays ont intérêt à maintenir la stabilité et à prévenir les conflits en Asie. La coopération militaire inclut la formation d'officiers chinois en

⁶ Bin, (avril 2006), op.cit.

⁷ Elizabeth Wishnick, « Les relations sino-russes dans le nouveau contexte international », *Perspectives chinoises*, no.72, juillet-août 2002. p.6.

Russie et des spécialistes et scientifiques russes et chinois du domaine de la défense participent à des programmes d'échanges. Plusieurs visites entre militaires sont organisées dans l'optique d'améliorer la compréhension de l'autre en plus de rehausser le niveau de confiance entre Moscou et Beijing. En mai 2006, le Général chinois Liang Guanglie a visité le centre de contrôle et de communication GLONASS, ce qui démontre l'ouverture de la part de la Russie envers un plus grand partage des informations recueillies par les satellites russes à leur partenaire chinois⁸.

La Russie et la Chine ont tenu leur premier exercice militaire commun (Mission de Paix 2005) en août 2005 sur la péninsule Jiaodong dans la province de Shandong en Chine. Nous analyserons en profondeur cet exercice dans la prochaine section de ce travail car il a été mené sous l'auspice de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). En 2002, Andrei Savitsky et Igor Korontchenko affirmaient que les liens militaires sino-russes étaient restreints car aucun exercice conjoint n'avait encore eu lieu⁹. Donc de nos jours, avec cet exercice, nous pouvons affirmer que la coopération militaire sino-russe atteint de nouveaux sommets. Au Sommet de Moscou en juin-juillet 2005, le Président Poutine déclarait : « Military-technical cooperation and cooperation in the military sphere are expanding »¹⁰. Toujours dans le but de rapprocher leurs forces armées, les deux pays ont mis sur pied la *Russian-Chinese Commission on Military-Technical Cooperation*.

La vente d'armes occupe une place essentielle dans la relation militaire entre Beijing et Moscou. La Chine est le client le plus important de la Russie pour ce qui est de l'achat d'armements et d'équipement militaire et la Russie est le principal

⁸ Yu Bin, « SCO Five Years On : Progress and Growing Pains », *Comparative Connections*, vol. 8, no.2, juillet 2006.

⁹ Andrei Savitsky et Igor Korotchenko, « L'échec de la visite à Pékin d'Ivanov », *Nezavisimaya Gazeta* (Journal indépendant), 3 juin 2002. cité dans Wishnick, (2002), op.cit.

¹⁰ Yu Bin, « The New World Order According to Moscow and Beijing », *Comparative Connections*, vol.7, no.4, octobre 2005.

fournisseur d'armes de la Chine. Selon les estimations, environ 70 % des achats d'équipement militaire chinois proviendraient de la Russie¹¹ et 60 % des exportations d'armements russes seraient à destination de la Chine¹². Entre 1991 et 1997, la Chine a acheté, en moyenne, 1 milliard \$ en armes à la Russie. Une entente est survenue en 2000 pour l'achat de 15 milliards \$ d'armes jusqu'en 2005¹³. Les achats chinois vont d'avions de chasse Su-27 à des sous-marins Kilo-class, en passant par des destroyers, des hélicoptères Ka-27 et Mi-17, des tanks T-72 et T-80 et des systèmes antimissiles S-300. Le service après-vente occupe aussi une place importante dans la vente d'armements car la Chine a besoin de pièces de rechange et de service pour l'entretien régulier de l'équipement militaire.

La coopération dans le domaine de l'armement militaire comprend aussi de la recherche, du développement et de la production conjointe. La Russie et la Chine travaillent conjointement sur des projets tels que la technologie de missiles balistiques intercontinentaux et des sous-marins pouvant lancer des missiles balistiques¹⁴.

Les deux pays se complètent dans cette relation. La Russie a besoin de débouchés pour continuer à faire vivre son complexe militaro-industriel et la Chine a besoin de la technologie russe pour développer ses forces armées le plus rapidement possible. De plus, cette situation permet à la Russie de connaître précisément la situation des effectifs militaires chinois, ce qui lui procure un avantage stratégique. Cette situation lui vaut d'avoir une influence sur les décisions militaires chinoises et

¹¹ Julie M. Rahm, « Russia, China, India: A New Strategic Triangle for a New Cold War? », *Parameters*, hiver 2001-2002, p.89.

¹² Nivedita Das Kundu, « Russia-India-China: Prospects for Trilateral Cooperation », Aleksanteri Working Papers Series, ISSN 1457-9251, no.3, 2004, p.16.

¹³ Christian Constantin, « Le partenariat stratégique sino-russe : une alliance artificielle ? », mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, janvier. 2003, p.174.

¹⁴ Harsh V. Pant, «The Moscow-Beijing-Delhi Strategic Triangle: An idea Whose Time May Never Come », *Security Dialogue*, vol.35, no. 3, septembre 2004. p.315.

diminue les tensions entre les partenaires. La Chine, quant à elle, obtient un levier politique important avec l'achat d'armes car si elle perdait ces achats, la situation du complexe militaro-industriel russe serait grandement affectée par la perte de plusieurs emplois et par la diminution des revenus pour les provinces productrices d'armes.

Par contre, certains problèmes sont à prévoir dans les prochaines années au niveau de la vente d'armes à la Chine. L'Union européenne prévoit retirer son embargo sur les ventes d'armes à la Chine et le complexe militaro-industriel de la Chine se développe rapidement¹⁵. Beijing voudrait diversifier ses fournisseurs, ce qui diminuerait sa dépendance face à la Russie pour ce qui est de l'armement militaire.

Aussi, avec la chute de l'URSS, le financement du complexe militaro-industriel russe a grandement souffert et le développement de nouvelles armes a été réduit. En 2006, la majorité des commandes chinoises des dernières années ont été livrées, ce qui affectera directement le complexe militaro-industriel russe dans les années à venir. Cette situation amène aussi son lot de problèmes dans la relation militaire avec la Chine, car cette dernière veut des armes de plus en plus sophistiquées. La Chine aimerait bien obtenir des armes avec une plus grande valeur technologique et des licences de production, ce que la Russie était réticente à vendre jusqu'en 2005. Certains dirigeants russes s'interrogent sur les effets à long terme d'une militarisation de la Chine et sont donc réticents à vendre des armes sophistiquées à leur partenaire car cela diminuerait l'avantage stratégique de Moscou face à Beijing. Malgré ces craintes, des analystes russes ont suggéré d'augmenter le niveau de technologie des armes vendues pour garder la Chine comme client¹⁶.

¹⁵ Bin, (octobre 2005), op.cit

¹⁶ Yu Bin, « Politics of Anniversaries and Beyond », *Comparative Connections*, vol.7, no.2, juillet 2005.

Lors de l'exercice militaire commun « Mission de Paix 2005 », la Russie n'a eu d'autre choix que d'offrir de nouveaux types d'armements plus sophistiqués à la Chine. La Russie sait que les ventes d'armes à la Chine vont diminuer dans les prochaines années si l'Union Européenne lève son embargo et que son complexe militaro-industriel va en souffrir. La décision de vendre des armes avec une plus grande valeur technologique s'explique en partie par cette situation. L'exercice militaire de 2005 a donc servi de vitrine pour la vente d'équipement militaire russe à la Chine. Par la suite, la Chine a acheté 40 avions de transport Il-76 et Il-78 d'une valeur de 1 milliard \$¹⁷. Par contre, un autre problème vient perturber la relation de vente d'armes, soit l'incapacité de la Russie à respecter cette dernière commande chinoise.

La relation militaire a permis d'assurer la stabilité à la frontière commune, aspect qui a été grandement facilité par la résolution du problème de la démarcation de la frontière. La sécurisation de la région frontalière permet donc de développer en toute sécurité les relations économiques bilatérales, objectif principal dans l'élaboration de leur politique étrangère respective.

Si au niveau politique Beijing et Moscou sont très proches, sur le plan commercial la situation en est tout autre. Le potentiel économique entre les deux pays est loin d'être à son maximum. Les gouvernements veulent accroître le volume de leurs échanges pour développer leurs économies nationales et du même coup solidifier le partenariat stratégique. La Conseillère d'État et Directrice du Comité pour les rencontres entre les Premiers Ministres russes et chinois de l'époque, Wu Yi, déclarait :

¹⁷ Bin, (octobre 2005), op.cit.

« As strategic cooperative partners, strengthening each other's economic presence in the opposite side through trade, investment, and technological cooperation has an important bearing on the overall interests of the countries, and this serves as a basic guarantee for friendship between the two countries to pass on from generation to generation »¹⁸.

Les échanges commerciaux entre les partenaires sont passés de 5,75 milliards \$ en 1999¹⁹ à 36 milliards \$ en 2006²⁰. En 2005, lorsque les échanges commerciaux se situaient à 29,1 milliards \$, la Chine occupait le deuxième rang pour ce qui est des partenaires commerciaux de la Russie, après l'Allemagne²¹. Dans le but d'accroître les échanges commerciaux, la Chine appuie l'entrée de la Russie dans l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

Les biens exportés par la Chine sont principalement des biens de consommation tels que des vêtements, du cuir, de la machinerie et de l'équipement électronique. La Russie pour sa part exporte majoritairement des minéraux, de l'acier, du fer, du pétrole et du bois. Les termes de l'échange commercial entre les deux pays ne satisfont pas pleinement la Russie. Elle se plaint d'être simplement un fournisseur de matières premières à la Chine. La Chine stipule que les biens de consommation russes sont de piètre qualité, ce qui justifie le peu de produits russes sur territoire chinois²². De 2001 à 2005, la part des exportations de machinerie et de hautes technologies russes est passée de 28,8 % à 2,2 % du total des exportations vers la Chine.²³ En 2006, ce niveau a atteint 1,2 % des exportations totales avec seulement 217 millions \$²⁴.

¹⁸ Anonyme, « Wu yi Meets Russian Deputy Prime Minister Klebanov », *Xinhua*, 1 novembre 2000, FBIS-CHI-2000-1101. cite dans Constantin, op.cit., p.183.

¹⁹ Das Kundu, op.cit., p.16.

²⁰ Yu Bin, « What Follows China's "Russia Year" ? », *Comparative Connections*, vol.8, no.4, janvier 2007.

²¹ Bin, (avril 2006), op.cit.

²² Idem.

²³ Idem.

²⁴ Bin, (avril 2007), op.cit.

La peur du « péril jaune » dans l'Extrême-Orient russe est un autre élément qui nuit à la relation commerciale entre les deux pays. L'immigration chinoise dans l'Extrême-Orient russe pose un problème pour les populations locales car elles craignent de perdre le contrôle de leur territoire. En plus du déclin économique de la région, l'exode des populations russes vers l'ouest du pays n'aide en rien à ce niveau. Plusieurs barrières commerciales sont imposées par les gouvernements de l'Extrême-Orient russe²⁵ dans le but de protéger leurs territoires et leurs économies locales. Dans le but de satisfaire sa population nationale, le Kremlin a décidé de mettre en œuvre une politique d'immigration nationaliste pour protéger l'emploi de sa population. Cette loi va interdire aux étrangers d'occuper le poste de vendeur dans le commerce de détail en Russie. La loi qui est entrée en vigueur le 15 janvier 2007 va chasser plus d'un million de travailleurs étrangers « illégaux » du pays, dont environ 90 % de chinois²⁶.

De plus, les dirigeants russes, pour démontrer qu'ils contrôlent encore l'Extrême-Orient russe, ont organisé en 2005 un exercice militaire, *Vostok-2005*, près de la frontière chinoise. Même si les déclarations officielles mentionnaient que cet exercice avait pour but de se préparer à d'éventuelles attaques terroristes et de combattre les menaces séparatistes dans la région, selon Elizabeth Wishnick, cet exercice servait à démontrer le contrôle russe sur le territoire d'Extrême-Orient :

« While the Russian Federation faces many separatist threats, this is not true of the Far East district. In this part of Russia, security concerns revolve around defense of extended peripheries and demographic imbalances, especially vis-à-vis neighbor and strategic partner China »²⁷.

²⁵ Constantin, op.cit. p.135.

²⁶ Bin, (avril 2007), op.cit.

²⁷ Elizabeth Wishnick, « Brothers in arms again? Assessing the Sino-Russian military exercises », *PacNet*, Pacific Forum, no. 35, 18 août 2005. www.csis.org/pacfor

Sur le plan énergétique, l'appétit de la Chine semble infini. La collaboration dans le domaine énergétique entre la Chine et la Russie possède un énorme potentiel car la Chine est un gros consommateur et la Russie un producteur important. En 2004, la Chine était le deuxième plus gros consommateur de pétrole au monde²⁸. En mai 2003, la compagnie Yukos et la China National Petroleum Corporation (CNPC) ont signé un accord d'approvisionnement en pétrole pour 25 ans. Cet accord prévoit la construction d'un oléoduc qui transportera de 20 à 30 millions de tonnes de pétrole brut de l'est de la Sibérie jusqu'à la partie nord de la Chine, soit près de la ville de Daqing. Le coût de cet accord est estimé à 150 milliards \$²⁹. Les deux pays collaborent aussi à l'exploration de nouveaux gisements de pétrole et de gaz naturel près de leurs frontières, soit dans les régions de Muhe-Ushumun, de Sunwu-Zeysko Bureinskaya et de Sanjiang-Amur³⁰. En mars 2006, Moscou et Beijing ont signé des contrats pour la construction de deux autres oléoducs entre la Sibérie et la Chine en plus d'un accord de coopération pour développer le gisement de gaz Sakhalin. En juillet 2006, la compagnie CNPC a acheté pour 500 millions \$ de parts dans la compagnie russe Rosneft.

Par contre, certains problèmes apparaissent dans la relation énergétique sino-russe. La Russie, malgré des ententes conclues avec la Chine, retarde la construction du pipeline en direction de la Chine. Ce qui fruste le Parti Communiste chinois, c'est que la compagnie CNPC a déjà consacré 400 millions \$ pour la réalisation du projet Eastern Siberia-Pacific Ocean oil pipeline (figure 2)³¹. La Russie s'est finalement décidée à construire l'oléoduc qui rejoindra l'océan Pacifique après plusieurs études et problèmes environnementaux. Au premier trimestre de 2007, la Russie avait construit 800 km des 4000 km prévus du pipeline. Un tronçon de ce pipeline est censé

²⁸ Jason D. Söderblom, « A new cold war? No, strategic triangles do not inexorably lead to that outcome », *World-ICE Group*, 1 septembre 2005, www.world-ice.com

²⁹ Sergei Blagov, « Russia-China-India : An axis of denials », *Asia Times Online*, 2003, www.atimes.com

³⁰ Idem.

³¹ Bin, (avril 2006), op.cit.

rejoindre la Chine, et le reste va continuer vers le Pacifique afin d'approvisionner la Corée du Sud et le Japon.

Pour la Russie, le pétrole qu'elle possède est un instrument stratégique qui doit servir l'intérêt national. Pour la Chine, le tout n'est qu'une question d'ordre économique, d'offre et de demande. Le projet Eastern Siberia-Pacific Ocean permet à la Russie de diversifier ses clients pour éviter de se retrouver avec un client en situation de monopole. Aussi, la Russie, qui aimerait changer la structure des échanges commerciaux entre les deux pays, se sert de la carte pétrole pour obtenir des contrats pour la construction de centrales nucléaires civiles en Chine³². Les dirigeants chinois ne cachent pas leur désappointement face à l'attitude russe d'utiliser l'énergie comme élément stratégique, mais comprennent le point de vue de Moscou³³.

Figure 2 - Eastern Siberia-Pacific Ocean oil pipeline



Source : Energy Information Administration, gouvernement des États-Unis

³² Idem.

³³ Bin, (janvier 2007), op.cit.

La Russie a participé à la construction de centrales nucléaires civiles à Tianwan en Chine. La Russie espère obtenir plus de contrats de la part du gouvernement chinois pour la construction de centrales nucléaires additionnelles. Les projets d'oléoducs qui sont encore sur la glace peuvent s'expliquer par le fait que « Until Russia obtains the contract to construct more nuclear power generators in China, the Russian oil pipeline will remain on paper »³⁴. Nous ne devons pas négliger le fait que la construction de centrales nucléaires civiles représente plusieurs milliards de dollars et emploie des centaines de travailleurs³⁵. En mars 2006, le gouvernement chinois a décidé d'augmenter le potentiel nucléaire civil du pays pour passer de 9 600 mégawatts présentement à 40 000 mégawatts en 2020. Cette décision implique donc la construction de 32 nouvelles centrales dans les 15 prochaines années³⁶. En septembre 2006, les deux gouvernements ont signé un protocole qui prévoit la construction d'autres centrales nucléaires sur le site de Tianwan et ailleurs sur le territoire chinois si les deux centrales présentement en construction s'avèrent un succès. Par contre, la Chine aimerait qu'il y ait un transfert de technologie lors de la construction de centrales nucléaires sur son territoire. À la suite de cette demande, la Russie a retiré sa soumission de 4 centrales supplémentaires. La compagnie Westinghouse, basée aux États-Unis sous propriété japonaise, a accepté ce marché et peut donc construire 4 réacteurs VP-1000 pour un coût total de 5,3 milliards \$³⁷. Pour l'instant, il est difficile de prévoir si la Russie restera compétitive sur le marché de la construction de centrales nucléaires en Chine à cause des demandes de transfert de technologie.

Malgré tout, les deux gouvernements essaient de solidifier leurs liens économiques pour une plus grande prospérité des deux partenaires. L'augmentation du commerce des dernières années est encourageante. En plus, cette augmentation

³⁴ Bin, (avril 2006), op.cit.

³⁵ Idem.

³⁶ Idem.

³⁷ Bin, (janvier 2007), op.cit.

pourrait développer les régions éloignées de chacun des pays, l'Extrême-Orient russe et le Xinjiang chinois. De plus, le développement économique de ces régions aurait comme effet de diminuer l'influence des mouvements séparatistes ouïgoure au Xinjiang et l'exode des populations russes de l'Extrême-Orient.

Le partenariat sino-russe se porte donc à merveille, malgré certains problèmes. Beijing et Moscou mettent beaucoup d'efforts dans l'amélioration de leur partenariat stratégique. Pour Bobo Lo, la bonne relation entre la Chine et la Russie s'explique « notamment par le fait que le partenariat est basé sur des intérêts plutôt que sur des valeurs »³⁸ et la Chine demeure le partenaire le plus prometteur politiquement, économiquement et militairement de la Russie en Asie³⁹.

L'amélioration du partenariat stratégique depuis plus de 10 ans aura permis à la Chine et à la Russie d'approfondir les liens qui unissent les deux capitales. Selon Yu Bin, il est impensable de reculer, ce qui va permettre au partenariat de continuer sur la voie de la coopération :

« The Moscow-Beijing strategic partnership will continue, if not thrive, in the foreseeable future. Part of the reason is that their bilateral relationship have gone way beyond a single pillar but is a growing web of interactions across strategic, political, diplomatic, economic, and social interactions. It is simply impossible – if both sides remain rational and pragmatic – to halt the thick, complicated, and still largely mutually beneficial ties because of problems in one pillar »⁴⁰.

Tous ces aspects de la relation sino-russe ont amené les dirigeants à structurer leur relation pour une plus grande stabilité. Le partenariat a donc servi à mettre en place des bases légales à une relation qui était conflictuelle à l'époque de la Guerre

³⁸ Bobo Lo, « Un équilibre fragile : les relations sino-russes », Programme de recherche Russie/CEI, *Institut Français des Relations Internationales*, no.1. avril 2005. p.9.

³⁹ Bobo Lo, « The long sunset of strategic partnership: Russia's evolving China policy », *International Affairs*, vol.80 no.2, 2004, p.304.

⁴⁰ Bin, (janvier 2007), op.cit.

froide, assurant du même coup la continuité de la relation pour les générations à venir en évitant les problèmes et conflits du passé. Les problèmes du passé sont résolus ce qui permet au partenariat stratégique de continuer sur la voie de l'amitié. Le Président Poutine déclarait, lors d'une rencontre avec son homologue chinois en juin 2005, « All big political problems in bilateral relations have been settled in essence, which created a reliable foundation for friendship and cooperation between China and Russia for a long period »⁴¹.

Le Président Vladimir Poutine serait prêt à élever le partenariat stratégique à un autre niveau. Dans un message de félicitations qu'il a envoyé aux dirigeants chinois à l'occasion du 57^e anniversaire de la République populaire de Chine, il déclarait : « It is important that relations between our countries are confidently developing in the spirit of strategic partnership and *allied relations* (emphasis added) in the new 21st century »⁴². Comme le fait remarquer Yu Bin, aucun effort pour corriger la phrase, si fautive il y a, n'a été fait par le service de presse présidentiel russe à l'égard de la mention d'allié dans le texte. Les deux partenaires ont toujours nié l'existence d'une alliance entre les deux nations dans le but d'apaiser les tensions avec Washington.

2.1.1 – Implication des États-Unis dans la relation Chine-Russie

Un des aspects qui a rapproché Moscou et Beijing, c'est la dégradation de leur relation respective avec Washington à la fin des années 90. Les événements qui ont refroidi l'atmosphère sont nombreux. La guerre en Yougoslavie, le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade en 1999, le dépôt du rapport Cox qui accusait la Chine d'espionnage et de voler des technologies militaires, l'élargissement de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et les accords de Partenariats pour la Paix que l'OTAN a conclu avec les Républiques d'Asie centrale, et la

⁴¹ Bin, (octobre 2005), op.cit.

⁴² Bin, (janvier 2007), op.cit.

collision entre un avion de surveillance EP-3E américain et des avions de chasse chinois en 2001, sont quelques exemples d'événements qui ont refroidit les relations bilatérales avec Washington.

Les événements du 11 septembre 2001 sont toutefois venus changer la donne car les États-Unis avaient besoin d'alliés dans leur lutte antiterroriste et Moscou et Beijing voulaient se servir de cet événement pour rehausser le niveau de leur relation avec la Maison Blanche. En plus de permettre un rapprochement avec Washington, la lutte antiterroriste justifie les actions russes et chinoises face aux rebelles tchéchènes et au Xinjiang. Par contre, après le rapprochement qui a suivi septembre 2001, les relations bilatérales sont redevenues conflictuelles. Moscou et Beijing considèrent ne pas avoir reçu assez en retour de leur appui à la lutte antiterroriste américaine et elles ont compris que la situation géopolitique de leur pays s'était dégradée en voyant leur influence diminuer en Asie centrale à cause de l'apparition de bases militaires. En plus, l'attitude de l'administration George W. Bush à l'égard de Moscou et Beijing ne rassure aucunement les deux capitales. Dans le *Nuclear Posture Review* de Washington publié en 2002, la Chine fait désormais partie des cibles potentielles d'attaques nucléaires préventives de la part des Américains.

Également, la Russie soupçonne toujours les États-Unis de vouloir l'encercler et de vouloir diminuer son influence en Asie Centrale. Les dirigeants à Moscou retrouvent toujours les Américains derrière chaque parti d'opposition et parti indépendant dans les anciennes républiques de l'Union Soviétique⁴³.

Des problèmes se retrouvent aussi sur le territoire national de la Russie. En novembre 2005, le Congrès américain a voté pour une législation qui alloue 4 millions \$ au développement de partis politiques d'opposition en Russie. Par la suite,

⁴³ Joseph Ferguson, « Eurasian and East Asian Contexts », *Comparative Connections*, vol.7, no.4, janvier 2006. www.csis.org

Moscou a voté une loi concernant le financement des organisations non gouvernementales sur son territoire, ce que Washington s'empressa de critiquer. Aussi, le gouvernement américain déplore constamment la situation des droits de l'homme et de la démocratie en Russie, ce qui irrite les dirigeants russes.

Le gouvernement chinois demeure méfiant des intentions réelles des Américains à son égard en Asie. Beijing craint, lui aussi, un encerclement américain de son territoire ce qui aboutirait à une diminution de son influence dans la région. Les liens qu'entretient Washington avec Tokyo et le projet de bouclier antimissile en Asie, qui diminuerait grandement la capacité militaire de la Chine dans la région⁴⁴, n'aident en rien à ce niveau. Les États-Unis affirment ne pas vouloir encercler la Chine et veulent au contraire intégrer Beijing dans le système international actuel. La Chine, quant à elle, critique l'ambiguïté des propos de la Maison Blanche à son égard. Washington met en garde la Chine contre un futur comportement belliqueux quelle pourrait avoir avec sa montée en puissance. La Chine répond qu'elle veut se développer en paix et qu'elle n'est en aucun cas une menace pour ses voisins et la communauté internationale.

Selon certains Américains, l'expansion rapide de l'économie et de l'armée chinoise sera insupportable à long terme et provoquera une réaction négative de la part de Washington :

« More conservative strains of this idea suggest that China's rapid economic growth and overall power development will produce instability on the domestic and international levels, which may create friction with Beijing's foreign relations. Wilkinson argued that 'it would be hard for China to sustain long-term economic growth and military modernisation without provoking its neighbours and the United States to coalition, containment, and encirclement' »⁴⁵.

⁴⁴ Lanteigne, (2005), op.cit., p106.

⁴⁵ Ibid, p.162.

Inversement, Beijing est suspicieuse des intentions réelles de Washington à cause des pratiques américaines qu'elle juge douteuses. Selon Shambaugh:

« Frustration within military and civilian circles with American hegemonic behavior, including its practice of encouraging democratic development, its domination of global trade, the maintenance and sometimes strengthening of American military alliances, US interventionism in domestic conflicts, and its willingness to use military force to pursue political and economic policies drove Chinese suspicion of American strategic motives »⁴⁶.

La question de Taiwan occupe elle aussi une place importante dans la relation Chine - États-Unis. La relation qu'entretient Washington avec Taipei laisse Beijing perplexe. Lors d'un discours à Kyoto en novembre 2005, le Président Bush décrivait Taiwan comme étant un modèle de démocratie dans la région et que la Chine devrait suivre son exemple⁴⁷. Les États-Unis affirment tout de même soutenir la Chine avec sa politique d'une seule Chine et s'opposent à tout changement unilatéral dans le statu quo qui oppose Taiwan et la Chine. Selon le livre blanc de la Chine :

« Les activités séparatistes des 'forces d'indépendance' de Taiwan sont déjà devenues la plus grande menace immédiate qui pèse aussi bien sur la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine que sur la paix et la stabilité des deux rives du détroit de Taiwan et dans la région d'Asie-Pacifique »⁴⁸.

En plus, Washington permet la vente d'armes américaines à Taiwan, ce qui fruste Beijing. Les Américains ont, entre autres, vendu 150 avions de chasse F-16, des sous-marins, des avions anti-sous-marins et des systèmes de radar à détection rapide à l'armée taïwanaise. Le livre blanc critique aussi les ventes d'armes américaines à Taiwan, ce qui nuit à la politique prônée par Washington d'une seule Chine et « que l'action américaine 'envoie un signal erroné aux autorités de Taiwan' ». Pour Beijing « c'est le devoir sacré des forces armées chinoises d'empêcher les forces aux

⁴⁶ David Shambaugh, « China views the world : Ambivalent security », *Internationale Security*, vol.24, no.3, cité dans Lanteigne, (2005), op.cit. p.164.

⁴⁷ Bonnie Glaser, « China Welcome Bush and Ponders a U.S. Invitation to be a Responsible Stakeholder », *Comparative Connections*, vol.7, no.4, janvier 2006. www.csis.org

⁴⁸ Ambassade de la République populaire de Chine en France, « La Chine publie un livre blanc sur sa défense nationale », *Xinhuanet*, 27 décembre 2004.

convictions indépendantistes de diviser le pays » et qu'elle « n'autorisera jamais quiconque à séparer Taiwan de la Chine »⁴⁹. Selon Robert S. Ross, les ventes d'armes américaines à Taiwan représentent un soutien aux mouvements indépendantistes : « By increasing its arms sales to Taiwan and training the Taiwan military to use advanced U.S. military technologies, the United States is both encouraging Taiwan to resist Beijing's pressure and enhancing its own influence on the island »⁵⁰.

La question du financement des forces militaires chinoises contrarie la Maison Blanche. Washington accuse Beijing de cacher la vérité à propos du financement réel de son armée et demandent à la Chine de faire preuve d'une plus grande transparence dans ce dossier. En 2004, le rapport annuel du Département de la Défense remis au Congrès américain, soulève des inquiétudes face au financement et à la modernisation rapide de l'armée chinoise. En mai 2006, le Pentagone, dans son rapport annuel sur la puissance militaire chinoise mentionne que « China's military buildup is extending the reach of Chinese forces and poses a growing danger to neighbors such as Japan and India and to the U.S. military in the Pacific »⁵¹. Ce même rapport stipule que la Chine dépense entre 70 et 105 milliards \$ pour ses forces armées par année⁵². La Chine se défend en disant que les chiffres qu'elle présente sont exacts et que le financement de son armée en 2003 atteignait 22,98 milliards \$, total qui représentait seulement 5,69 % du financement de l'armée américaine⁵³.

Selon Jacques Mistral, le rapport *Quadrennial Defense Review* du Pentagone de février 2006 démontre bien l'inquiétude des Américains face au renforcement des

⁴⁹ Ambassade de la République populaire de Chine en France, op.cit.

⁵⁰ Robert S. Ross, « Bipolarity and Balancing in East Asia », Dans T.V. Paul, James J. Wirtz et Michel Fortmann, *Balance of Power: Theory and practice in the 21st century*, Stanford University Press, Stanford, Californie, 2004, p.280.

⁵¹ Bonnie S Glaser, « Pomp, Blunders, and Substance : Hu's Visit to the U.S. », *Comparative Connections*, vol.8, no.2, cc juillet 2006.

⁵² Ibid.

⁵³ Ambassade de la République populaire de Chine en France, op.cit.

capacités militaires chinoises « qui mettent déjà l'équilibre régional des forces en danger » et recommande aussi, plus fortement que le précédent rapport, que l'Amérique développe des systèmes d'armes « lui donnant l'avantage dans de longues opérations se déroulant à longue distance et dans un contexte hostile »⁵⁴.

Les Américains sont également suspicieux des intentions à long terme de la Chine, ce qui diminue l'ampleur de la relation militaire entre les deux pays. Pour Bonnie Glaser, les deux capitales ont appris à gérer leur relation présente mais des craintes quant aux intentions futures des partenaires demeurent :

« The two countries have learned to manage their increasingly complex relationship reasonably effectively, but distrust over long-term strategic intentions vis-à-vis each other continues to grow. Beijing is convinced that the United States will thwart its rise as a major power and prevent its reunification with Taiwan. Washington worries that China will use its growing clout to harm U.S. interests and undermine the international system »⁵⁵.

C'est en partie pour cette raison que Washington refuse de vendre des armes et de la technologie militaire à la Chine car elle craint que cela n'augmente considérablement les capacités militaires chinoises et qu'ensuite Beijing les utilisent contre les intérêts américains.

Par contre, dans le but d'apaiser les tensions entre Beijing et Washington, des rencontres et des échanges entre militaires sont organisés. Des officiers chinois ont été invités à observer l'exercice militaire américain de juin 2006 *Valiant Shield-06* à Guam. La Chine et les États-Unis ont conduit leur premier exercice commun de recherche et sauvetage, SAREX, en septembre 2006. Mais ces rencontres, et la relation en général, sont sans aucune comparaison possible avec l'ampleur de la relation militaire sino-russe. Le Congrès américain, dans le document *National*

⁵⁴ Jacques Mistral, « Chine/États-Unis, une relation sous tensions », *Politique Étrangère*, vol.2, 2006, p.346.

⁵⁵ Bonnie Glaser, «Promoting Cooperation, Managing Friction », *Comparative Connections*, vol.8, no.3, octobre 2006. www.csis.org

Defense Authorization Act de 2000, a imposé des restrictions aux contacts bilatéraux que peuvent entretenir les militaires chinois et américains à cause du manque de transparence de l'armée chinoise.

Les États-Unis entretiennent aussi une excellente relation avec le Japon et la militarisation de ce dernier inquiète Moscou et Beijing, militarisation qui est encouragée par Washington. En février 2005, la relation Washington-Tokyo a élevé son alliance militaire à un autre niveau :

« The U.S.-Japan “2+2” meeting held in Feb.19, 2005 was seen as a major elevation of the military alliance between the two largest economies. For the first time, the U.S.-Japan alliance has clearly moved beyond its original goal of defending Japan to cover situations involving the Taiwan Strait and the Korean Peninsula »⁵⁶.

En réponse à cette rencontre, Moscou et Beijing ont émis un communiqué commun dans lequel elles stipulent qu'aucune puissance étrangère ne devrait interférer dans leurs affaires internes, incluant la Tchétchénie et Taiwan⁵⁷. La Chine et la Russie cherchent à protéger leurs zones d'influence et à stabiliser l'Asie du Nord, tout en voulant prévenir une militarisation du Japon qui augmenterait son influence dans la région pacifique. La relation qu'entretiennent la Chine et la Russie avec le Japon n'est pas excellente ces temps-ci. La relation entre la Chine et le Japon reste marquée par des souvenirs historiques tels que les massacres japonais de la population chinoise lors de la Deuxième Guerre mondiale et les visites annuelles de l'ancien Premier Ministre japonais Junichiro Koizumi au tombeau de Yasukuni qui honore les soldats japonais de la Deuxième Guerre mondiale. Le Japon revendique le territoire des îles Kouriles qui sont présentement sous contrôle russe. Selon Joseph Ferguson, la relation entre Moscou et Tokyo est à son plus froid depuis plusieurs décennies⁵⁸.

⁵⁶ Bin, (octobre 2005), op.cit.

⁵⁷ Idem.

⁵⁸ Joseph Ferguson, « Energy and Strategy », *Comparative Connections*, vol.8, no.3, octobre 2006. www.csis.org.

La Chine et la Russie se sont objectées au retrait américain en 2001 du traité sur les missiles antibalistiques (ABM), mais ils n'ont pu empêcher Washington d'agir unilatéralement. La Chine, en réponse à l'attitude de Washington à ce sujet, mentionne dans son livre blanc de la défense qu'elle «insiste sur la nécessité que la communauté internationale doit sauvegarder le régime international du contrôle des armements et les traités sur le désarmement et la non-prolifération, et s'en tenir au multilatéralisme »⁵⁹. Le traité ABM, signé en 1972 entre l'Union Soviétique et les États-Unis visait à interdire le développement de systèmes de défense antimissile. Ce retrait permet donc à Washington d'aller de l'avant avec son projet de bouclier antimissile (TMD), projet auquel Beijing et Moscou s'objectent. Pour Moscou et Beijing, le traité ABM protégeait la communauté internationale contre la menace de la prolifération d'armes de destruction massive tout en promouvant la stabilité internationale.

Les États-Unis veulent implanter un projet de bouclier antimissile en Asie pour protéger le Japon, la Corée du Sud et même Taiwan⁶⁰, et un autre en Europe de l'Est sur le territoire de la Pologne et de la République Tchèque. Selon les déclarations officielles de Washington, les TMD serviront à protéger les intérêts américains et leurs alliés contre les « États voyous ». Par contre, Beijing craint que ce projet ne réduise son petit arsenal de missiles balistiques intercontinentaux, ce qui enlèverait la plus importante capacité offensive du pays⁶¹. Pour sa part, Moscou ne craint pas que le projet TMD réduise sa capacité militaire à cause de son imposant arsenal de bombes nucléaires, mais voit l'implantation de ce projet en Europe de l'Est comme un moyen servant à diminuer son influence dans la région. Le Président Poutine a sévèrement critiqué l'attitude de Washington lors d'une conférence internationale sur la sécurité à Munich en février 2007. Le Président Poutine a

⁵⁹ Ambassade de la république populaire de Chine en France, op.cit.

⁶⁰ Lanteigne (2005), op.cit., p.107.

⁶¹ Ibid, p.25.

qualifié le comportement des États-Unis au niveau international de « pernicieux » et « d'inacceptable »⁶².

La Russie et la Chine n'auront d'autre choix que de vivre avec le TMD car le processus semble irréversible, du moins en Asie⁶³. Pour contrer les effets négatifs de ce programme, la Chine développe son programme spatial. Les succès de la navette spatiale *Shenzhou V* en octobre 2003 et du système de destruction antisatellite en janvier 2007, démontrent que la Chine développe rapidement son programme spatial ce qui augmente les capacités technologiques chinoises dans la production de missiles. Les Russes, autant que les Américains, ont été surpris par le dernier succès chinois. Selon Limaye, certains dirigeants craignent la montée en puissance de la Chine et ont peur qu'elle ne revendique de nouveaux territoires. C'est pour cette raison que la Russie aurait choisi l'Inde comme partenaire pour le développement de la prochaine génération d'avion de chasse et de missiles, pour se protéger de la puissance chinoise⁶⁴.

La Russie voit son influence dans l'ancien espace soviétique se réduire au fur et à mesure que l'OTAN accueille de nouveaux membres. La Géorgie et l'Ukraine sont deux États qui voudraient adhérer à l'OTAN à titre de membre, ce qui aurait comme effet de réduire l'influence de Moscou sur ces régimes. De plus, l'OTAN a signé des accords de coopération de sécurité (Partenariat pour la Paix) avec les républiques d'Asie centrale, problème que nous analyserons plus loin dans ce travail.

Aussi la Russie et la Chine entretiennent de bonnes relations avec plusieurs régimes que les États-Unis considèrent comme étant hostiles à son égard. La Syrie, l'Iran, l'Ouzbékistan, le Myanmar, le Zimbabwe, le Soudan, la Corée du Nord, le

⁶² Bin, (avril 2007), op.cit.

⁶³ Idem.

⁶⁴ Idem.

Venezuela et le Hamas sont quelques exemples de relations qu'entretiennent Moscou et Beijing. Aux yeux de la Maison Blanche la situation des droits de l'homme et de la démocratie laisse à désirer dans ces pays. Washington a même imposé des sanctions à certains de ces pays, comme l'Iran, la Lybie et le Soudan. En juillet 2006, le Président du Venezuela, Hugo Chavez, s'est rendu à Moscou pour rencontrer son homologue russe, Vladimir Poutine. Le Président Poutine et le Président Chavez ont signé une série de contrats pour la vente d'armes au Venezuela d'une valeur de 3 milliards \$⁶⁵. Selon l'assistant du secrétaire de la défense pour les affaires de sécurité internationale, Peter Rodman, la Chine transférerait de la technologie de missiles à des pays comme l'Iran, la Corée du Nord, le Soudan, le Brunei, le Zimbabwe, Cuba et le Venezuela⁶⁶. En plus de promouvoir leurs intérêts, soit économiques, énergétiques ou politiques, cette stratégie permet à Moscou et Beijing d'être des intermédiaires entre Washington et ces régimes lors de conflits et aussi de diminuer l'influence américaine dans ces pays. Cette stratégie sert à rehausser le caractère multilatéral du système international.

Moscou et Beijing considèrent que les Nations Unies doivent demeurer l'organe principal dans la gestion des relations internationales. Pour la résolution des conflits et pour préserver la paix, le CSNU est le principal centre de décision. Dans le but de préserver la paix et la stabilité internationale, tout en prévenant l'usage de la force ou la menace de la force, l'article 13 du *Traité de bon voisinage et de coopération amicale* mentionne :

« To enhance the central role of the UN as a most highly-reputed and most universal international organization, formed by sovereign states, in resolution of international affairs, especially ... in providing for the main responsibility of the UN Security Council for sustaining international peace and security »⁶⁷.

⁶⁵ Ferguson, (octobre 2006), op.cit.

⁶⁶ Glaser, (octobre 2006), op.cit.

⁶⁷ Myasnikov, (2003), op.cit.

Moscou et Beijing coordonnent leurs efforts au CSNU afin de promouvoir leurs intérêts, ce qui a comme effet qu'elles votent souvent contre les résolutions proposées par Washington. L'attitude de la Russie aux Nations Unies, selon Hasrh V. Pant, vise en quelque sorte à contrecarrer la prédominance des États-Unis : « it has used multilateral channels like the UN Security Council to put up a token resistance to the USA's global preponderance »⁶⁸. Le dossier de la guerre en Irak de 2003 et les discussions au sein du CSNU à propos de cette guerre représentent bien cet aspect. Malgré qu'elles ne se soient pas opposées directement à Washington et qu'elles n'aient pu empêcher la guerre en Irak, Moscou et Beijing (avec l'aide de la France et de l'Allemagne) ont privé les Américains de la légitimité internationale pour mener à bien leur opération, ce qui a considérablement nui à la coalition que Washington pouvait former. En plus des soupçons en provenance des États-Unis, mentionnent que certains diplomates russes auraient fourni de l'information aux dirigeants irakiens sur les intentions de Washington avant son intervention, ce qui n'a pas amélioré les liens entre le Kremlin et la Maison Blanche.

En 2004, la Chine s'est opposée à ce que le CSNU impose des sanctions au Soudan en réponse aux atrocités commises au Darfour. Les raisons de ce refus peuvent s'interpréter dans la relation énergétique qu'entretient Beijing avec le régime de Khartoum. En août 2006, Beijing et Moscou se sont abstenues de voter sur la résolution 1706 du CSNU qui proposait l'expansion du mandat des Nations Unies au Soudan (UNMIS) et qui proposait l'envoi immédiat de troupes.

Dans le dossier nucléaire nord-coréen, suivant les tests de missiles de juillet 2006, le CSNU a voté la résolution 1695 qui demande à la Corée du Nord de cesser immédiatement ses activités de missiles balistiques. La Chine et la Russie ont fait pression au CSNU pour que la résolution 1695 exclut le Chapitre 7 de la charte des

⁶⁸ Pant (2004), op.cit., p.323.

Nations Unies, chapitre qui permet des sanctions et l'usage de la force et d'actions militaires. Washington aimerait voir des sanctions plus sévères à l'égard de la Corée du Nord. Par contre, à la suite de tests subséquents nord-coréens, Beijing et Moscou n'ont eu d'autre choix que d'inclure le Chapitre 7 dans la résolution 1718 du CSNU qui condamne à nouveau les tests de la Corée du Nord. Mais encore une fois, la Chine et la Russie ont réussi à inclure dans la résolution 1718 que le Chapitre 7 soit prescrit selon l'article 41 qui stipule que le CSNU devra décider quelles sanctions seront imposées sans utiliser la force armée. En janvier 2007, la Russie et la Chine se sont aussi opposées à une résolution du CSNU proposée par Washington qui condamnait la situation des droits de l'homme au Myanmar et qui demandait la fin de la répression politique.

Tous ces facteurs ont eu comme effet de refroidir les relations bilatérales avec Washington. Comme le décrit Yu Bin dans sa chronique d'octobre 2005 : « Their (Russie et Chine) post-9/11 “honeymoon” with the world’s sole superpower has, therefore, come to an end »⁶⁹.

Pour Jacques Mistral, l'avenir de la relation Chine – États-Unis est rempli de rivalité : « Au plan géopolitique, une hostilité latente renaît en Asie entre la Chine et le Japon; une rivalité se profile entre les États-Unis, hyper-puissance d'aujourd'hui, et une Chine aspirant, pour demain, au premier rang »⁷⁰. Dans le rapport *Annual Threat Assessment* du National Intelligence américain remis en février 2006, la Chine y est décrite comme suit : « a rapidly rising power with steadily expanding global reach that may become a peer competitor to the United States at some point »⁷¹.

⁶⁹ Bin, (octobre 2005), op.cit.

⁷⁰ Mistral (2006), op.cit., p.338.

⁷¹ Bonnie Glaser, «Discord on the Eve of the Bush-Hu Summit », *Comparative Connections*, vol.8, no.1. avril 2006.

La relation Russie – États-Unis ne va guère mieux. Pour Joseph Ferguson, la relation est en chute libre : « U.S.- Russian relations have been in a downward spiral since 2003 »⁷². Un rapport du *Council for Foreign Relations* publié en mars 2006 indique que « U.S.-Russian relations are clearly headed in the wrong direction » en plus d'ajouter « the very idea of 'strategic partnership' no longer seems realistic »⁷³.

L'attitude unilatérale des Américains a poussé Beijing et Moscou à se rapprocher, et ce, au détriment des intérêts américains. En 2002, Elizabeth Wishnick mentionnait que « la politique étrangère américaine sera peut-être le facteur le plus important pour l'avenir du partenariat sino-russe »⁷⁴. Pour nous, à la lumière de notre analyse, la prédiction de Wishnick s'est révélée juste au cours des dernières années.

Le partenariat stratégique sino-russe permet aux deux pays d'éviter l'isolement politique et aussi d'avoir une plus grande influence lors de discussions avec l'occident. La peur de Beijing et de Moscou de voir l'hégémonie américaine continuer pousse les partenaires à s'allier dans le but de promouvoir la multipolarité. Pour Ross, l'intérêt commun sino-russe de résister aux États-Unis est l'élément essentiel qui permettra au partenariat stratégique de continuer dans le 21^e siècle : « Common interest in resisting U.S. power in their respective theaters drove the Sino-Soviet alliance in the 1950s, and will likely be the basis of enhanced Sino-Russian strategic cooperation in the 21st century »⁷⁵.

Donc pour nous, la relation Chine – Russie - États-Unis peut être décrite, selon la typologie des triangles de Dittmer, comme un triangle à *Mariage Stable*, c'est-à-dire une relation positive entre deux époux (Russie – Chine), qui entretiennent

⁷² Joseph Ferguson, « Awaiting the G-8 », *Comparative Connections*, vol.8, no.2, juillet 2006.

⁷³ Joseph Ferguson, « The Lines are Drawn », *Comparative Connections*, vol.8, no.1, avril 2006.
www.csis.org

⁷⁴ Wishnick, (2002), op.cit.

⁷⁵ Ross, Dans Paul, Wirtz et Fortmann, op.cit., p.296.

deux relations bilatérales négatives avec un troisième partenaire (États-Unis). Beijing et Moscou collaborent pour freiner l'unilatéralisme des États-Unis et, de leur côté, les Américains veulent séparer la relation Moscou – Beijing pour diminuer l'opposition qu'ils rencontrent face à cette relation.

2.2 – Relation Inde – Russie

Malgré un léger creux dans la relation à la suite de l'effondrement de l'URSS, les adjectifs qui décrivent le mieux la relation Inde-Russie sont stabilité et continuité⁷⁶. La Russie et l'Inde, alliés naturels lors de la Guerre froide, ont signé une *Déclaration sur le Partenariat Stratégique* entre les deux nations en octobre 2000. Le partenariat doit permettre à Moscou et New Delhi d'approfondir et de renforcer leur relation bilatérale.

De 2000 à 2006, il y eut 7 sommets annuels organisés entre les deux nations. À l'intérieur de cet intervalle, le Premier Ministre indien a déclaré que la Russie était le principal partenaire stratégique de l'Inde⁷⁷.

Un autre élément qui démontre l'importance qu'accorde New Delhi à Moscou est l'invitation qu'elle a faite au Président Poutine de venir participer aux célébrations du jour de la République en Inde en janvier 2007. C'était la première fois qu'un chef d'État russe était invité à participer aux festivités. Pour Rajiv Sikri, cette invitation va plus loin que la simple diplomatie entre États: « It sends a powerful message not only to the country being honoured and to the rest of the world but, equally importantly, to the people of India... This clearly brings out the mutual keenness of both countries to

⁷⁶ Dr.P. Shukla. « India-Russia Relations », Ambassade de l'Inde en Russie, 2004, www.indianembassy.ru/

⁷⁷ Dr. Subhash Kapila, « Russia-India-China strategic triangle contours emerge », *South Asia Analysis Group*, journal no. 1424, 21 juin 2005, www.saag.org

elevate the India-Russia relationship to a higher level »⁷⁸. Ce geste peut aussi être interprété comme une démonstration à la Russie que l'Inde souhaite garder de bonnes relations avec la Russie après le départ de Poutine l'an prochain.

Lors de la visite du Président Poutine, le Premier Ministre indien, Dr Manmohan Singh, déclarait que la Russie demeurerait indispensable pour les intérêts de l'Inde et qu'il souhaitait rehausser le niveau de coopération entre les deux partenaires:

« Though there has been a sea-change in the international situation during the last decade, Russia remains indispensable to the core of India's foreign policy interests. Building on the long tradition of warm and friendly relations with Russia, we seek a comprehensive re-engagement that would impart new momentum and carry our strategic partnership to new heights »⁷⁹.

De plus, le 13 avril 2007, les deux pays ont commémoré le 60^e anniversaire de l'établissement de la relation diplomatique entre les deux nations.

Toujours dans l'optique d'accroître leur relation, New Delhi et Moscou ont décidé d'organiser les festivals de « l'Année de la Russie en Inde » en 2008 et de « l'Année de l'Inde en Russie » en 2009. Ces festivals visent à augmenter les liens culturels qui unissent les deux nations car les populations locales sont plus attirées par la culture occidentale que par la culture de leur partenaire.

La relation politique ne s'arrête pas simplement aux dirigeants car il y a aussi des visites entre les parlementaires de chaque pays qui sont organisées. Les Ministres des Affaires étrangères ont aussi des rencontres régulières pour faire connaître leurs points de vue à leur partenaire et pour coordonner leurs politiques.

⁷⁸ Rajiv Sikri, « Why Russia and India Matter to Each Other ? », *South Asia Analysis Group*, journal no.2111, 26 janvier 2007, www.saag.org

⁷⁹ Dr Manmohan Singh, Ambassade de la République de l'Inde en Russie, « Opening Remarks of Dr Manmohan Singh, Prime Minister at Joint Press Interaction during the visit of H.E. Mr Vladimir President of Russian Federation », 25 janvier 2007. www.indiaembassy.ru

L'appui politique que donne la Russie à l'Inde dans les organisations internationales concernant son conflit l'opposant au Pakistan pour le contrôle du Cachemire est très utile pour les dirigeants indiens. Cet appui russe diffère de la position américaine sur un sujet de sécurité très sensible pour l'Inde :

« The Russian endorsement of the Indian position on terrorism and on Pakistan reflected its desire to maintain traditional goodwill in relations by showing sensitivity to India's security concerns. This is in sharp contrast to the US effectively glossing over India's major security concerns with respect to Pakistan sponsored terrorism»⁸⁰.

Un autre appui que donne Moscou à New Delhi, c'est celui de l'inclusion de l'Inde au CSNU. L'Inde cherche à acquérir le statut de membre permanent du CSNU. Le Communiqué Commun qui a suivi la rencontre trilatérale de février 2007 à New Delhi mentionne que les trois pays soulignent l'importance des réformes des Nations Unies et spécialement du CSNU et qu'ils comprennent les aspirations et appuient l'Inde dans son désir de jouer un plus grand rôle au sein des Nations Unies. Les États-Unis sont, pour leur part, contre toute réforme du CSNU et l'inclusion de nouveaux membres.

La relation militaire au sein du partenariat stratégique occupe une place de premier ordre. La relation militaire comprend, entre autres, de la recherche et du développement conjoints pour de nouvelles armes militaires, de la coopération technique et de l'entraînement commun.

Pour optimiser l'interopérabilité de leurs forces armées, les deux pays ont participé à un exercice militaire commun dans l'océan Indien en avril 2003. Cet exercice consistait à simuler une attaque de navires sur des avions. Cet exercice

⁸⁰ Harsh V. Pant, « Feasibility of the Russia-China-India 'Strategic Triangle': Assessment of Theoretical and Empirical Issues », *International Studies*, vol.43, no. 1, 2006, p.58.

militaire commun se déroule à chaque année⁸¹ dans le but de renforcer la sécurité dans la région. Les deux pays ont aussi tenu un exercice militaire commun en octobre 2005.

La vente d'armes demeure un élément important de la relation économique entre Moscou et New Delhi. Les estimations situent les importations indiennes d'équipement militaire russe à 70 % des importations totales d'armes de l'Inde⁸². L'Inde serait même en avance sur la Chine dans la technologie qu'elle acquière de la Russie⁸³. L'Inde a acheté de la Russie 310 char d'assauts T-90 pour un montant de 800 millions \$⁸⁴. La vente d'armes entre 1994 et 2004 se situerait à environ 1 milliard \$ par année⁸⁵. En décembre 2002, l'Inde a décidé d'acheter le porte-avions Amiral Gorshokov pour une valeur de 10 milliards \$⁸⁶, vente qui a été finalisée en janvier 2004. Également, la Russie permet à l'Inde d'utiliser le système de satellite russe GLONASS. La Russie est le plus important fournisseur d'armes de l'Inde et les deux pays coopèrent dans la production d'armement, comme pour le missile antinavires *Brahmos* et des avions de transport. La Russie aurait aussi proposé à l'Inde de développer conjointement des avions de combat. Pour accroître l'efficacité de leur coopération technique, les deux gouvernements ont mis sur pied en 2000 *l'Inter-governmental Commission for Military Technical Cooperation*.

Par contre, la Russie craint aussi de perdre l'Inde comme client d'armement⁸⁷. L'Inde cherche à se doter d'armes modernes, ce que la Russie ne pourrait pas lui

⁸¹ Pant, (2004), op.cit., p.317.

⁸² Das Kundu, (2004), op.cit., p.21.

⁸³ KM Pari Velan, « Putin's visit: Enhancing the Indo-Russian Ties », Article no.949, 7 janvier 2003. www.ipcs.org/

⁸⁴ Pant, (2006), op.cit., p.59

⁸⁵ Shukla, (2004), op.cit.

⁸⁶ T.T. Poulouse, « Russia-China-India; A Strategic Triangle », *Asian Affairs Online*, janvier 2003, <http://asianaffairs.com>

⁸⁷ Ferguson, (avril 2006), op.cit.

fournir⁸⁸. Selon une étude du *Congressional Research Center*, l'Inde aurait acheté au total pour 5,7 milliards \$ en armes pour l'année 2004, ce qui le plaçait en première position des pays en développement⁸⁹. Les Américains projettent, avec le réchauffement de leur relation avec l'Inde, obtenir une part plus importante de la vente d'armes aux Indiens.

Au niveau économique, la relation bilatérale entre l'Inde et la Russie est très en dessous du potentiel qu'elle pourrait atteindre. Après avoir connu une légère baisse au tournant du nouveau millénaire, les échanges commerciaux entre la Russie et l'Inde se sont redressés en 2003-2004 pour atteindre un total de 1,67 milliards \$⁹⁰. En 2006, le commerce bilatéral a atteint 2,76 milliards \$ selon le gouvernement indien et 3 milliards selon le gouvernement russe⁹¹. La relation est à l'avantage de la Russie car elle exporte pour 2,02 milliards \$ en Inde comparativement à 0,74 milliard \$ pour les exportations indiennes en Russie. Le commerce bilatéral est donc le maillon faible de la relation Moscou – New Delhi.

En février 2006, Moscou et New Delhi ont créé un conseil commercial dans le but de faciliter les échanges entre les deux pays. Un premier plan a été proposé par l'Inde pour réglementer le commerce, mais la Russie l'a rejeté, le qualifiant de « colonial » car tout comme pour ses échanges avec la Chine, la Russie se retrouvait à être un fournisseur de matière première contre des biens et de la main-d'œuvre⁹². L'Inde exporte en Russie principalement des médicaments et des produits pharmaceutiques, du thé, du café et des fils de coton. Pour sa part, la Russie exporte

⁸⁸ Pant, (2004), op.cit., p.321.

⁸⁹ Satu P. Limaye, « The Best is Yet to Come », *Comparative Connections*, vol.7, no.4. janvier 2006, www.csis.org

⁹⁰ Shukla, (2004), op.cit.

⁹¹ Inde, Ministère des Affaires Extérieures, *Russian Federation – Basic Facts*, janvier 2007.

⁹² KS Manjunath et Rukmani Gupta, « India-Russia-China: Common Agenda », *Institute of Peace and Conflict Studies*. Article no.1987, 12 avril 2006, www.ipcs.org/

en Inde principalement du fer, du charbon et du caoutchouc pour ne nommer que ces produits.

Les deux gouvernements ont aussi mis sur pied en 2006 un groupe d'étude commun qui doit faire ses recommandations dans le but d'améliorer les échanges commerciaux entre les partenaires. Moscou et New Delhi ont approuvé le plan du groupe d'étude commun qui prévoit augmenter la relation économique bilatérale à 10 milliards \$ en 2010⁹³. Également, la création du Forum pour les Échanges et les Investissements Russo-Indiens va aider à accroître la relation économique. Le forum a tenu sa première réunion en février 2007.

Dans le domaine de l'énergie, la compagnie indienne Oil and Natural Gas Corporation Videsh Limited (OVL), filiale de la compagnie Oil and Natural Gas Corporation (ONGC), a signé un accord avec la compagnie russe Rosneft pour l'acquisition de 20 % des parts du projet Sakhalin-1. Le montant total des investissements indiens a atteint 2,8 milliards \$⁹⁴. La première livraison d'énergie en provenance de Sakhalin-1 est arrivée en Inde en décembre 2006. En décembre 2004, lors d'un sommet avec la Russie, l'Inde a annoncé un investissement de 3 milliards \$ dans le gisement Sakhalin-3⁹⁵. L'Inde tente de sécuriser ses importations d'énergie en faisant l'acquisition de gisements. Le 25 janvier 2007, les compagnies Rosneft et ONGC ont signé une entente pour mettre en place deux groupes de travail communs pour accroître la coopération énergétique entre les deux pays.

⁹³ Inde, Ministère des Affaires Extérieures, Joint Statement on the outcome of the Official Visit of H.E. Mr. Vladimir V. Putin, President of the Russian Federation to the Republic of India, New Delhi, 25 janvier 2007, <http://meaindia.nic.in/>

⁹⁴ Kanwal Sibal, « Message of Ambassador in Izvestia on the occasion of the 56th Republic Day of India », Ambassade de l'Inde en Russie, 26 janvier 2005, www.indianembassy.ru

⁹⁵ Stephen Blank, « India's energy Offensive in Central Asia », *Caucasus Analyst*, 9 mars 2005, www.cacianalyst.org

Un dossier qui pourrait élever le total des échanges entre les deux pays est l'intérêt indien dans le développement de centrales nucléaires civiles. La Russie soutient la suppression des sanctions internationales sur la coopération nucléaire avec l'Inde, sanctions qui ont été imposées après les tests nucléaires indiens. Les gouvernements ont signé une déclaration commune en vue d'une coopération pour l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Ils ont aussi signé un protocole qui va permettre à la Russie d'assister l'Inde dans la construction de 4 nouvelles unités nucléaires à la centrale de Kudankulam⁹⁶. Le protocole va aussi permettre à la Russie de construire de nouvelles centrales nucléaires dans de nouveaux sites en Inde. Par contre, à cause des systèmes de surveillance internationale, la fourniture de combustible nucléaire devra se faire sous la supervision de l'Agence Internationale pour l'Énergie Atomique (AIEA).

Malgré la bonne relation politique et les multiples contacts entre les deux nations, le commerce bilatéral demeure très faible et tourne autour de deux éléments principaux : l'énergie et la vente d'armes. Moscou et New Delhi essaient d'augmenter les échanges commerciaux entre les deux nations, ce qui solidifierait leur partenariat stratégique.

Pour renforcer le commerce bilatéral entre les deux nations, l'Inde soutient l'admission de la Russie à l'OMC. L'admission de la Russie permettrait aux deux pays d'augmenter leurs échanges commerciaux car ils recevraient les mêmes avantages au niveau des tarifs que les autres membres de l'organisation.

La relation entre New Delhi et Moscou est libre de conflits politiques qui pourraient nuire à leur collaboration. Selon Das Kundu, la Russie et l'Inde ont redécouvert l'importance de leur relation ces dernières années, « the two countries

⁹⁶ Singh, (2007), op.cit.

have once again begun to rediscover the mutual importance but with a qualitative difference, which commensurate with the realities of the post cold war era»⁹⁷. L'auteur ajoute qu'en plus d'être libre d'irritant national, la relation entre les deux nations vise des objectifs similaires à long terme⁹⁸. Harsh V. Pant arrive à la même conclusion en ce qui a trait à la convergence d'intérêts qui poussent les deux pays à entretenir une bonne relation⁹⁹. Par contre, Pant mentionne que la relation n'est pas vraiment prometteuse entre Moscou et New Delhi car la relation économique entre les partenaires est très faible, ce qui enlève de la substance au partenariat stratégique¹⁰⁰. Pour Bidhan S. Laishram, le point qu'apporte Pant n'a pas réellement d'importance car la relation entre Moscou et New Delhi est due à une vision politique commune plus qu'à des bénéfices directs :

« However, the partnership is clearly determined by shared political visions rather than by mutual benefits that exhaust between them only. Russia has been a traditional ally of India. Yet, it is the convergence of interests on crucial issues of world politics that has been the backbone of the relationship »¹⁰¹.

Comme le démontre notre analyse des politiques étrangères, les politiques de la Russie et de l'Inde sont similaires. Moscou et New Delhi, prônent la souveraineté étatique, la non-ingérence, la création d'un système international fondé sur la multipolarité et la primauté des Nations Unies, principalement du CSNU, dans les affaires internationales. Les deux pays partagent le même point de vue sur les échanges commerciaux entre les pays riches et les pays en développement. C'est surtout au niveau politique, plus qu'au niveau économique, que la Russie et l'Inde se rejoignent et se complètent.

⁹⁷ Das Kundu, (2004), op.cit., p.21.

⁹⁸ Ibid, p.22.

⁹⁹ Pant, (2004), op.cit., p.316.

¹⁰⁰ Pant, (2006), op.cit., p.63.

¹⁰¹ Bidhan S. Laishram, « Indo-Russian Relations Post the Vajpayee Visit of Russia », *Institute of Peace and Conflict Studies*, article no.1224. 28 novembre 2003, www.ipcs.org.

Notre analyse de la relation entre l'Inde et la Russie va dans le sens de Laishram plus que dans le sens de Pant qui est pessimiste en ce qui à trait au futur de la relation entre les deux pays. Les efforts que mettent Moscou et New Delhi pour augmenter le commerce entre les deux pays porteront fruit dans quelques années et non pas immédiatement. En plus, pour Rajiv Sikri, la chute de l'URSS et la montée en puissance de l'Inde au cours de la dernière décennie ont permis de créer une relation plus équitable entre Moscou et New Delhi, « The relationship is today a more equal one, since Russia is no longer a superpower and India no longer a mere developing country »¹⁰². À nos yeux cette évolution vers une relation plus équitable a solidifié la relation plus qu'elle n'y a nui. Un autre élément qui a solidifié le partenariat stratégique est la mauvaise relation que les deux pays ont eu avec l'Occident, principalement les États-Unis, dans les années 90 : « the restabilization of relations between the two after 1996 materialized again when both Russia and India experienced that the west, especially the Unites States did not live up to their expectations to deliver its promises to both theses countries »¹⁰³.

2.2.1 – Implication des États-Unis dans la relation Inde - Russie

Si on croit la déclaration de 2005 du Premier Ministre indien Manmohan Singh sur la relation États-Unis - Inde, « le meilleur est à venir »¹⁰⁴. Cette déclaration décrit bien l'état présent de la relation entre Washington et New Delhi. Étant l'allié naturel de la Russie lors de la Guerre froide, l'Inde n'a jamais vraiment eu une bonne relation avec les États-Unis. Par contre, depuis que l'administration Bush Jr est en poste, les choses changent. Voyant l'énorme potentiel économique entre les deux nations et la montée en puissance de l'Inde dans la région asiatique, autant les

¹⁰² Sikri, janvier 2007, op.cit.

¹⁰³ Das Kundu, (2004), op.cit., p.23.

¹⁰⁴ Limaye, (2006), op.cit.

dirigeants à New Delhi qu'à Washington ont tenu à réchauffer l'atmosphère de la relation.

Dans le document *National Security Strategy* de 2002, l'intérêt américain pour l'Inde y est décrite de la façon suivante: « today we start with a view of India as a growing world power with which we have common strategic interests »¹⁰⁵. Cette sentence qui décrit l'Inde comme une puissance mondiale montante démontre l'importance grandissante que la Maison Blanche accorde à New Delhi. En janvier 2004, la relation entre New Delhi et Washington a atteint le stade de partenariat stratégique avec la signature du document *Next Steps in Strategic Partnership*.

Au niveau de la coopération dans le domaine de la défense, là aussi un rapprochement s'effectue entre Washington et New Delhi. L'appui que donnent les Indiens au projet de bouclier antimissile américain, la vente d'armes et les exercices militaires communs font partie de la nouvelle relation entre l'Inde et les États-Unis. Les deux pays ont fait plus d'exercices militaires communs durant la période 2001-2005 que pendant les 40 années précédentes¹⁰⁶. Les deux pays ont tenu des exercices en juin 2003, en septembre 2003, en février 2004 (Cope India), en Alaska en juillet 2004 (Cooperative Cope Thunder), en octobre 2004 (Malabar 2004), en septembre 2005 (Malabar 2005) et en novembre 2005 (Cope India 2006).

Comme nous l'avons mentionné auparavant, les Américains cherchent à obtenir une plus grand part de la vente d'armes à l'Inde. Pour faciliter la vente d'armes, l'administration Bush Jr a retiré les sanctions américaines à l'égard de la vente d'armes à l'Inde. De plus, selon Dafna Linzer, l'Inde s'est engagée à acheter pour 5 milliards \$ d'armes conventionnelles des États-Unis lors de l'entente nucléaire

¹⁰⁵ Sunil Khilnani, « India as a Bridging Power », Dans Prasenjit K. Basu, Brahma Chellaney, Parag Khanna et Sunil Khilnani, « India as a New Global Leader », The Foreign Policy Center, 2005, p.5. www.fpc.org.uk

¹⁰⁶ Limaye, (2006), op.cit.

civile entre les deux pays¹⁰⁷. Les Américains ont proposé de vendre aux Indiens l'avion de combat F-16, le système antimissile Patriot, l'avion de transport C-130 et l'avion de surveillance maritime P-3C Orion. En 2006, l'Inde a acheté un bateau usagé et 6 hélicoptères pour un total de 90 millions \$¹⁰⁸. Les États-Unis cherchent donc, avec leurs ventes, à distancer l'Inde de la Russie. Pour l'instant, les ventes américaines ne sont pas assez importantes pour inquiéter la Russie, mais avec l'armée indienne qui cherche à se moderniser, l'avenir de la vente d'armes russes à l'Inde en sera sans doute affecté.

Par contre, la relation militaire entre l'Inde et les États-Unis n'est pas que positive. Dans le but d'accroître les liens qui unissent les deux armées, les Américains ont proposé à l'Inde de mettre un officier de liaison indien au *U.S. Central and Pacific Commands*. Les Indiens ont rejeté la proposition américaine. Ce refus indien indique les limites de la relation militaire entre les deux nations et démontre à son partenaire russe qu'elle ne veut en aucun cas former une alliance avec les États-Unis et qu'elle tient à sa relation avec la Russie. Également, l'Inde se retrouve avec des bases américaines près de son territoire, soit en Afghanistan, au Pakistan, au Kirghizstan et au Tadjikistan. La liberté d'action de l'Inde en est donc réduite car elle doit composer avec la puissance américaine dans la région.

Le dossier de l'entente nucléaire civile entre Washington et New Delhi a suscité plusieurs discussions depuis sa signature, dans les deux pays et dans le monde. Pour l'Inde, cette entente lui permettra d'atteindre une sécurité énergétique qu'elle obtiendrait difficilement avec l'importation de pétrole qui est une ressource épuisable.

¹⁰⁷ Dafna Linzer, « Bush Officials Defend India Nuclear Deal », *Washington Post*, 20 juillet 2005, cité dans Söderblom (2005), op.cit., p.4.

¹⁰⁸ Satu P. Limaye, « Movin' On Up ? », *Comparative Connections*, vol.8, no.4, janvier 2007, www.csis.org

Plusieurs plaintes et reproches ont été faits aux États-Unis et en Inde à propos de cette entente. Le Président Bush a brisé plusieurs lois nationales (Nonproliferation Act) et internationales (traité Non-prolifération) en signant cet accord. La transparence de cet accord laisse aussi à désirer. Les Départements d'État, de la Défense et de l'Énergie n'ont jamais réévalué l'accord avant son annonce et le Congrès, quant à lui, n'a même jamais été consulté. Par contre, le 9 décembre 2006, le Congrès a autorisé le *US-India Peaceful Atomic Energy Cooperation Act* et le Président Bush a signé le document le 18 décembre.

L'ancien Premier Ministre Vajpayee a exprimé ses craintes face à cet accord dans une lettre au Premier Ministre actuel. Pour lui, cet accord contient des demandes peu raisonnables sur les engagements que doit prendre l'Inde pour satisfaire l'accord tandis que les États-Unis ont simplement fait des promesses en retour. Les opposants à cette entente ne veulent en aucun cas d'une entente qui limiterait la liberté d'action de l'Inde pour construire et développer des armes nucléaires¹⁰⁹. Également, l'Inde ne veut pas d'un accord qui limiterait sa marge de manœuvre face à l'Iran. Comme nous le verrons plus loin dans ce travail, l'Inde entretient de bonnes relations avec l'Iran et ne voudrait pas devoir compromettre cette relation en diminuant sa liberté d'action à cause de l'entente signée avec Washington.

Au niveau international, l'entente devra être approuvée par le *Nuclear Suppliers' Group* (NSG) qui a imposé des restrictions à l'Inde à la suite de ses tests de 1974. Le NSG interdit à l'Inde d'inviter des compagnies étrangères pour installer des centrales d'énergie nucléaire. L'Inde doit aussi s'entendre avec l'AIEA sur les mesures de sécurité à prendre et sur certains protocoles additionnels.

¹⁰⁹ Daniel Sneider, « Bush team must avoid pitfalls in emerging ties with India », *PacNet*, no.8. 1 mars 2006, www.csis.org

Les États-Unis cherchent à se rapprocher de l'Inde à cause de la montée en puissance de celle-ci en Asie. En se rapprochant de cette dernière, ils s'assurent un allié de taille à cause de son potentiel économique gigantesque, et cela permettra à Washington de diminuer l'influence de la Russie dans la région. Pour Manjunath et Gupta, l'entente nucléaire civile entre Washington et New Delhi vise principalement cet effet, « the reasons for apprehensions over the nuclear deal must be clearly examined. Suspicion arises mainly from a fear of what may lie beneath the deal. American policy around the Russian neighbourhood has been aimed at reducing Russian influence in the region »¹¹⁰. En éloignant l'Inde de la Russie au niveau de la coopération nucléaire, les États-Unis cherchent à diminuer le commerce entre les deux nations et à augmenter leur commerce avec l'Inde.

Notre analyse de l'implication des États-Unis dans la relation Chine – Russie démontre que la relation politique entre Moscou et Washington était négative. Au niveau économique, la relation n'est guère mieux.

Selon le Département du Commerce américain, la relation bilatérale entre les deux pays s'est chiffrée à 24 500 535 146 \$ en 2006¹¹¹. Le commerce entre la Russie et les États-Unis est tout à l'avantage de la première car elle a exporté aux États-Unis un total de 19 783 494 068 \$¹¹². De ce montant 61,9 %, soit plus de 12 milliards \$¹¹³, proviennent des matières premières. Les exportations américaines en Russie ont atteint 4 717 041 078 \$¹¹⁴. Les États-Unis exportent majoritairement des biens de consommation et de la haute technologie en Russie. Là aussi, les termes des échanges commerciaux ne satisfont pas Moscou car la Russie se retrouve à être un fournisseur

¹¹⁰ Manjunath et Gupta, (2006), op.cit.

¹¹¹ États-Unis, Département du Commerce, Trade Statistics Express, <http://tse.export.gov>

¹¹² Idem.

¹¹³ Idem.

¹¹⁴ Idem.

de matières premières en échange de biens de consommation et de hautes technologies.

Un autre élément qui a envenimé la relation entre Washington et Moscou est l'adhésion de la Russie à l'OMC. La Russie n'est plus la grosse économie absente de l'OMC. Les États-Unis ont refusé d'accorder leur appui à la Russie lors du sommet du G-8 en juillet 2006, mais ont changé d'avis en novembre de la même année en appuyant l'entrée de la Russie dans l'organisation. Les négociations entre les deux pays auront duré 13 ans. Par contre, les États-Unis n'accordent pas le statut de relation économique normale permanente à la Russie, ce qui peut nuire aux avantages que les compagnies des deux pays peuvent obtenir¹¹⁵.

Un autre problème au niveau économique est survenu en septembre 2006, c'est la suppression de l'aide américaine aux efforts de non-prolifération et de la sécurisation des infrastructures associées aux armes de destruction massive en Russie. Les États-Unis se sont retirés du programme Nunn-Lugar qui incluait le programme de *l'Initiative des Cités Nucléaires*. Avec le retrait américain, près de 13 000 personnes et 1 600 scientifiques nucléaires se retrouvent maintenant sans emploi.

Au niveau de la relation énergétique entre les États-Unis et la Russie, là aussi la relation est conflictuelle. L'intrusion de l'État russe, via la compagnie Gazprom, dans les projets énergétiques en Russie inquiète les dirigeants américains. En septembre 2006, la Russie a suspendu les opérations du projet de Sakhalin-2 à cause de considérations environnementales. Le projet Sakhalin-2 est contrôlé à 55 % par la compagnie européenne Royal Dutch-Shell et à 25 % par les firmes japonaises Mitsui et Mitsubishi. La compagnie Gazprom voudrait devenir partenaire dans ce projet car les profits qu'il génère sont très importants. Depuis plusieurs mois, Gazprom cherche

¹¹⁵ Joseph Ferguson, « Trade, Nukes, and Energy », *Comparative Connections*, vo.8, no.4, janvier 2007.

à acquérir 25 % des parts de Royal Dutch-Shell et aussi des parts des compagnies japonaises. Selon Ferguson, les pressions du gouvernement russe dans ce dossier porteraient fruit car il semblerait que les compagnies Mitsui et Mitsubishi seraient prêtes à vendre des parts à Gazprom¹¹⁶. Le Ministre russe des Ressources Naturelles et de l'Environnement a présenté aux dirigeants de Sakhalin-2 une liste de plusieurs transgressions environnementales et il a déclaré que si les problèmes n'étaient réglés, la licence d'exploitation serait révoquée en 2007. En décembre, un protocole a été signé entre Royal-Dutch Shell, Mitsui, Mitsubishi, Gazprom et le Ministre de l'industrie et de l'énergie russe, qui mentionne que les trois compagnies vont transférer 50 % plus 1 des parts du projet à Gazprom pour la somme de 7,45 milliards \$¹¹⁷.

Mis-à-part les profits qu'il génère, la décision russe de prendre contrôle des ressources du projet Sakhalin-2 peut s'expliquer par le fait que le gouvernement veut accroître ses exportations en Asie-Pacifique d'ici 10 ans. Les exportations russes en Asie-Pacifique représentent 3 % des exportations totales d'énergie de la Russie et Moscou espère atteindre 30 % dans la prochaine décennie¹¹⁸.

Le projet Sakhalin-1 est aussi sous pression et fait face à des problèmes environnementaux, selon le gouvernement russe. Le projet est contrôlé par la compagnie américaine Exxon-Mobil. En août 2006, Moscou a annoncé qu'il voulait renégocier les Ententes de Partage de Production (PSAs). Les PSAs ont été négociées dans les années 1990 lorsque le prix d'un baril de pétrole se situait à 15 \$. La compagnie Exxon-Mobil voudrait construire un pipeline jusqu'en Chine. Ce projet concurrence les projets de Gazprom pour les livraisons en Chine, ce qui déplaît à Moscou.

¹¹⁶ Ferguson, (octobre 2006), op.cit.

¹¹⁷ Ferguson, (janvier 2007), op.cit.

¹¹⁸ Ferguson, (octobre 2006), op.cit.

Le gouvernement russe a aussi annoncé qu'il veut détourner environ la moitié du gaz exploité dans le champ Shtokman, près de la mer de Barents, qui va vers l'Europe et éloigner le gaz des États-Unis¹¹⁹. Ce geste est une mauvaise nouvelle pour les compagnies américaines Chevron et ConocoPhillips qui espéraient développer leurs ressources.

Avec le refroidissement de la relation entre Moscou et Washington, ce dernier cherche à se rapprocher de l'Inde pour faire valoir ses intérêts en Asie et diminuer du même coup l'influence russe dans la région. Depuis que l'Inde a effectué ses tests nucléaires en 1998, elle reçoit plus d'attention de la part des Américains.

Mais la réalité de la relation Washington – New Delhi est légèrement différente des rhétoriques derrière les accords et les discours politiques : « But the reality of U.S-India relations is not yet up to the heights achieved in mutual rhetoric, though slow and steady progress is being made to give substance to the relationship »¹²⁰. Il est indéniable que l'atmosphère de la relation est positive ces dernières années, mais mise-à-part l'entente nucléaire civile et un certain rapprochement au niveau militaire, la relation reste tout de même superficielle. Pour Rajiv Sikri, un des problèmes que rencontrent les pays qui ont un partenariat stratégique avec les États-Unis, c'est qu'il ne s'agit jamais d'une relation égalitaire¹²¹.

L'Inde, qui cherche la création d'un monde multipolaire, trouve aussi son compte dans la relation car cela lui permet d'entretenir de bonnes relations avec les États-Unis, la Russie et la Chine. Sa relation avec Moscou et Beijing lui permet une plus grande liberté d'action vis-à-vis les Américains car l'Inde ne veut pas d'une alliance exclusive avec Washington. C'est ce comportement que Limaye décrit dans

¹¹⁹ Idem.

¹²⁰ Limaye, (2006), op.cit.

¹²¹ Rajiv Sikri, « The Limits of Indo-US Strategic Partnership », *South Asia Analysis Group*, journal no.2086, 1 juin 2007, www.saag.org

sa chronique de janvier 2006 : « India certainly sees relations with countries such as China and Russia as partially designed to offset over-reliance on the U.S. Above all, India seek a multipolar international order that will afford it more room for maneuver and increase its options »¹²².

La relation entre Washington et Moscou, tant au niveau politique qu'économique, est remplie de conflits. Les déclarations de Poutine ces dernières années n'aident pas au réchauffement de l'atmosphère de la relation. Les deux nations ne font plus allusion au partenariat stratégique entre les deux pays dans leurs déclarations et communiqués communs. La Russie veut empêcher les États-Unis de séparer New Delhi de Moscou.

À la lumière de notre analyse et selon la typologie de Dittmer, la relation entre la Russie, l'Inde et les États-Unis peut être qualifiée de *Triangle Romantique* dans lequel l'Inde est le pivot qui entretient deux relations positives avec les ailes, mais que les ailes entretiennent une relation négative entre elles.

2.3 – Relation Chine – Inde

Au fil du temps, la Chine et l'Inde ont eu plusieurs conflits (délimitation des frontières, guerre de 1962, le Tibet, le support chinois aux insurgés dans le nord-est indien) ce qui créa une atmosphère de méfiance de l'un à l'égard de l'autre. De plus, en mai 1998, lors de son test nucléaire, l'Inde se servit de la Chine comme prétexte pour ce test et a déclaré que la Chine représentait la menace numéro un à son pays.

Malgré les différends qui ont marqué la relation sino-indienne, les deux pays ont réussi à mettre de côté leur passé conflictuel pour rétablir une atmosphère plus

¹²² Limaye, (2006), op.cit.

cordiale dans leur relation bilatérale. Les deux parties ont décidé de passer outre aux problèmes pour se concentrer sur les aspects de leur relation qui bénéficient aux deux entités. Beijing et New Delhi ont adopté une attitude d'étape par étape pour rehausser le niveau de leur relation bilatérale, attitude qui a porté fruit jusqu'à présent selon Nivedita Das Kundu. En janvier 2001, le Premier Ministre indien, Atal Behari Vajpayee déclarait : « As two great civilizations and neighbors, India and China are engaged in the process of resolving, and putting behind us, past differences and forging a new and dynamic relationship for the 21st century for the benefit of our two countries and the world »¹²³.

Plusieurs rencontres entre dirigeants ont eu lieu ces dernières années. En juin 2003, le Premier Ministre indien, Atal Behari Vajpayee a visité la Chine. Cette visite était la première d'un Premier Ministre indien en sol chinois depuis une décennie. Dans la déclaration commune qui a suivi cette visite, il est clairement indiqué que la Chine ne représente pas une menace pour l'Inde, en référence à la déclaration indienne de 1998 lors de son test nucléaire. Les dirigeants ont compris l'importance d'une bonne relation entre les deux voisins. Selon Das Kundu, « India-China has increasingly begun to see each other and their relationship as crucial factors in their foreign policies. This in turn is also shaping the perception of other states towards these two states »¹²⁴.

De nos jours, l'Inde interdit les démonstrations antichinoises sur son territoire, ce qui démontre clairement le respect et l'importance que New Delhi accorde à Beijing. Également, dans le rapport annuel du Ministère des Affaires Externes de l'Inde, New Delhi mentionne : « In consonance with our desire to live in a neighbourhood of peace and prosperity, India continues to accord the highest priority

¹²³ Raju G. C. Thomas, « The South Asian Security Balance in a Western Dominant World », Dans Paul, Wirtz et Fortmann, (2004) op.cit., p.320.

¹²⁴ Das Kundu (2004), op.cit. p.12.

to closer political, economic and cultural ties with its neighbours »¹²⁵. Dans le rapport de 2004-2005, et les rapports annuels précédents, la Chine est mise dans la section Asie de l'Est, mais à partir du rapport 2005-2006, la Chine est placée dans la section des voisins de l'Inde. Cette mise à niveau confirme formellement l'importance grandissante de New Delhi à l'égard de Beijing. Un autre élément qui illustre l'amélioration des liens diplomatique entre les deux géants asiatique est la signature, en avril 2005, de la déclaration commune qui établit un partenariat stratégique de coopération pour la paix et la prospérité entre les deux nations. L'année 2006 a été désignée « l'année de l'amitié entre la Chine et l'Inde » par les dirigeants des deux capitales.

Le problème de la démarcation des frontières n'est pas encore réglé entre les deux pays, mais les gouvernements ont décidé d'accélérer le processus afin d'arriver à une solution satisfaisante pour les deux parties. Beijing et New Delhi ont établi un Groupe de Travail Commun pour résoudre le problème. Par ailleurs, les deux capitales seraient prêtes à transformer la Ligne Actuelle de Contrôle de 4 056 kilomètres en frontière internationalement reconnue¹²⁶. En plus, ils ont établi des mesures pour construire la confiance et démilitariser la frontière. Le principal secrétaire du Premier Ministre de l'Inde est dorénavant le négociateur principal, remplaçant ainsi le Groupe de Travail Commun dans les négociations visant à régler la dispute sur la démarcation des frontières. Ce geste démontre bien l'importance et le sérieux que le gouvernement de l'Inde accorde à la Chine. Par contre, la Chine ne reconnaît pas encore l'autorité de l'Inde sur le territoire d'Arunachal Pradesh et réclame 90 000 km² du territoire. Les deux gouvernements ont convenu de résoudre le problème de la démarcation des frontières à travers des négociations pacifiques et

¹²⁵ Inde, Ministère des Affaires Extérieures, Annual Report 2006-2007, New Delhi, Policy Planning and Research Division, 2007, p.i.

¹²⁶ Pant, (2004), op.cit. p.318.

des consultations et non avec l'usage de la force ou la menace de la force¹²⁷. Selon Satu P. Limaye, malgré son importance, la priorité pour Beijing et New Delhi dans l'amélioration de leur relation n'est pas le règlement du problème de frontière :

« It is also worth noting that in the Joint Statement by India and China at the conclusion of Premier Wen's visit, the border issue was taken up in Article 11 (of 21 total articles) – again suggesting the relatively low priority accorded the issue. But it should also be noted that the border issue was the sixth 'prong' of the '10-pronged strategy' for the India-China 'Strategic and Cooperative Partnership' announced during President Hu's November 2006 state visit to India. In other words, the symbolic salience of the border issue remained at approximately the mid-range of the relationship in both major India-China encounters of recent years »¹²⁸.

Certaines améliorations ont été apportées ces dernières années aux problèmes de la démarcation du territoire. New Delhi accorde maintenant la souveraineté sur le territoire du Tibet à la Chine et en revanche la Chine reconnaît l'annexion, en 1975, de la monarchie de Sikkim à l'Inde. Ashley J. Tellis suggérait en 2004 que le problème du Tibet resterait un « irritant durable » dans la relation Chine – Inde¹²⁹. La résolution des problèmes du Tibet et de Sikkim démontre donc l'attitude positive qui s'est installée dans la relation bilatérale et non pas la persistance du problème comme le prévoyait Tellis.

La relation entre la Chine et le Pakistan, qui était problématique à la relation Inde-Chine auparavant, n'est plus un obstacle dans la relation entre New Delhi et Beijing de nos jours. New Delhi est en conflit avec Islamabad pour le contrôle du Cachemire et doit constamment composer avec des attaques terroristes sur son territoire qui sont associées à des forces basées au Pakistan. Les Indiens soupçonnent les Chinois d'avoir aidé le Pakistan à obtenir la bombe nucléaire et de leur vendre des

¹²⁷ Das Kundu, (2004), op.cit., p.27.

¹²⁸ Limaye, (2007), op.cit.

¹²⁹ Ashley J. Tellis, « China and India in Asia », Dans Francine R. Frankel et Harry Harding, « The India-China Relationship: what the United States Needs to Know », Columbia University Press, New York, 2004, p. 150.

armes. Cet aspect avait considérablement nui à la relation parce que la bombe pakistanaise enlevait l'avantage stratégique que l'Inde avait obtenu en développant l'arme atomique. Par contre, lors de la crise de Kargil au Cachemire en 1999, lorsque l'armée pakistanaise a franchi la ligne de contrôle actuelle qui sert de frontière entre l'Inde et le Pakistan pour attaquer l'armée indienne, la Chine resta neutre et refusa d'appuyer Islamabad. La communauté internationale a elle aussi supporté la position indienne. L'appui de la communauté internationale, en plus de sa riposte aux attaques pakistanaises, ont permis à l'Inde de faire reculer Islamabad à sa position d'origine. Ce conflit était le premier conflit militaire terrestre entre les deux parties depuis qu'elles ont acquis l'arme atomique. L'appui tacite de la Chine à l'Inde eut comme effet d'apaiser les tensions entre Beijing et New Delhi et de montrer au Pakistan que la Chine accorde une importance grandissante à sa relation avec l'Inde et que Beijing ne supportait plus tout azimut Islamabad comme à l'époque de la Guerre froide. Aussi, pour améliorer sa relation avec l'Inde, la Chine n'a effectué aucune vente d'armes majeure au Pakistan depuis 2000¹³⁰. La Chine prend aussi ses distances du Pakistan sur la question du Cachemire en adoptant une position neutre dans le conflit.

Il est peu probable que Beijing abandonne sa relation avec Islamabad car elle lui permet d'entretenir de bonnes relations avec un État islamique qui en retour peut calmer les forces islamiques modérées en Asie centrale près de la frontière chinoise¹³¹. New Delhi et Beijing considèrent que le Pakistan ne doit plus être un irritant dans leur relation, « India and China feel that the future of their relations and co-operation has to breakout of the straitjacket of Pakistan fixations and predications »¹³².

¹³⁰ Judith F. Kornberg et John R. Faust, *China in World Politics : policies, Processes, Prospects*, Boulder, Colo. : Lynne Rienner Publishers, 2004, p.177.

¹³¹ Kornberg et Faust, (2004) op.cit. p.178.

¹³² Das Kundu (2004), op.cit. p.13.

Certains auteurs, comme Pant, maintiennent que la relation bilatérale Chine-Inde sera marquée par plusieurs luttes d'influence régionale dans les prochaines années, ce qui limitera leur coopération. La Chine assiste le Myanmar dans la construction de ports maritimes dans la baie de Bengale et dans la mer Andaman. La Chine pourra utiliser ces infrastructures pour des opérations maritimes dans l'océan indien ce qui, selon Pant, menacera l'avantage géographique traditionnel de l'Inde dans la région océanique¹³³. Également, la Chine a entrepris d'élargir sa coopération militaire avec le Bangladesh, ce qui la positionne encore une fois près de l'Inde et ce qui remet en cause l'influence indienne dans la région. Pour se protéger des luttes d'influences que pourraient se livrer l'Inde et la Chine, les États d'Asie du sud-est ont entrepris d'améliorer la relation sino-indienne en les intégrant dans une relation de coopération, « the strategic objective of the regional states vis-à-vis China and India has been to enmesh both Asian giants in a web of cooperative relationships while simultaneously using the power of each giant to limit the influence of the other »¹³⁴. Dans cette optique, Beijing et New Delhi sont maintenant partenaires de la structure économique de l'ASEAN et participant de l'ARF (ASEAN Regional Forum) qui s'occupe de la sécurité en Asie-Pacifique.

L'analyse de Zhang Guihong de la relation sino-indienne diffère de celle de Pant en ce qui a trait à l'influence régionale. Pour Guihong, les deux géants asiatiques ont les mêmes intérêts et il ne voit donc pas une lutte d'influence se dessiner entre les deux pays : « Regionally, China and India as two major Asian powers basically share a common interest in establishing an Asian community and preventing any non-regional power (mainly the United States) from dominating East Asia and South

¹³³ Pant, (2004), op.cit., p.320.

¹³⁴ Tellis, Dans Frankel et Harding, (2004), op.cit. p.164.

Asia »¹³⁵. Aussi, dans la déclaration commune que les pays ont signée en novembre 2006, ils mentionnent :

« Recognising that regional integration is an important feature of the emerging international economic order, the two sides agree to expand their coordination within regional organisations and explore a new architecture for closer regional cooperation in Asia. They positively view each other's participation in Asian inter-regional, regional and sub-regional cooperation process, including in the progress towards the East Asian Community. In this context, the two sides agree to cooperate closely in the East Asia Summit. The Indian side welcomes China's attainment of observer status in the South Asian Association for Regional Cooperation. The Chinese side welcomes India's membership of the Asia-Europe Meeting. The two sides agree to expand their cooperation on issues on common interest under the Shanghai Cooperation Organisation »¹³⁶.

L'OCS est une organisation dominée principalement par la Chine et la Russie. Cette déclaration démontre l'importance grandissante que Beijing accorde à New Delhi au niveau régional en ouvrant la porte à une plus grande coopération dans l'organisation qu'elle a créée. Ce geste démontre que les intérêts communs des deux géants asiatiques sont plus importants que les luttes d'influence qu'ils pourraient se livrer.

Pour diminuer les tensions qui pourraient surgir à cause de la montée en puissance des deux géants asiatiques, Beijing et New Delhi veulent accroître leurs liens militaires. Des visites entre militaires sont organisées pour améliorer la confiance entre les deux armées et il y a aussi des échanges de personnel pour de l'entraînement dans les forces armées du partenaire. En 2003, les deux gouvernements ont convenu de formuler de nouvelles mesures pour construire la confiance ainsi que pour sécuriser et pacifier la région frontalière en plus d'augmenter leur coopération pour combattre le terrorisme. Les deux capitales ont

¹³⁵ Zhang Guihong, « US-India Strategic Partnership: Implications for China », *International Studies*, vol 42, no.3-4, 2005, p.288.

¹³⁶ Inde, Ministère des Affaires Extérieures, Joint Declaration by the Republic of India and the People's Republic of China, 21 novembre 2006, <http://meaindia.nic.in/>

décidé de réduire leurs forces armées respectives près des frontières et elles organisent des expéditions communes dans les montagnes. En plus, les forces armées ont commencé à échanger des informations à propos des groupes islamiques qui pourraient perturber la paix près des frontières.

Les forces navales indiennes et chinoises ont participé à un exercice naval commun près des côtes de Shanghai en 2003. Pour Pant, cet événement aurait été impensable il y a quelques années¹³⁷. En mai 2005, les forces navales de la Chine et de l'Inde ont organisé leur premier exercice commun de recherche et de sauvetage.

La relation militaire entre la Chine et l'Inde n'est pas à l'abri des problèmes. Selon Harsh V. Pant et Bidanda M. Chengappa, la militarisation rapide des forces armées chinoises amène de grandes inquiétudes à New Delhi. L'Inde s'inquiète aussi du transfert de technologies militaires en provenance de la Russie vers le Pakistan qui transite par la Chine. Mais comme notre analyse le démontre un peu plus haut, la Chine aurait cessé les ventes d'armes importantes au Pakistan depuis 2000.

Au niveau international, les opinions de New Delhi et de Beijing convergeaient en ce qui touchait le dossier de la guerre d'Irak de 1991. Aussi, ils avaient la même opinion sur l'attaque aérienne des États-Unis et de leur coalition sur la Yougoslavie en 1999. Elles mentionnaient que ces guerres violaient la souveraineté des ces pays et qu'elles sapaient l'autorité des Nations Unies. L'Inde, tout comme la Chine et la Russie, s'est opposée à la seconde guerre d'Irak de 2003, sans résultats positifs et sans protester vigoureusement contre l'attitude américaine. La Chine et l'Inde ont peur que le concept occidental d'intervention humanitaire utilisé pour la guerre en Yougoslavie ne serve de prétexte à d'éventuelles interventions au Cachemire, au Xinjiang ou au Tibet. La question des droits de l'homme rapproche

¹³⁷ Pant (2004), op.cit. p. 319.

aussi Beijing et New Delhi. L'Inde a appuyé la Chine dans un conflit l'opposant aux puissances occidentales en votant contre une résolution de l'Occident condamnant la situation des droits humains en Chine lors d'une rencontre annuelle de la Commission des Nations Unies sur les Droits Humains à Genève, et en revanche la Chine refusa que la Commission discute du comportement des forces indiennes au Cachemire¹³⁸. L'Inde fait face au même problème que la Chine à ce sujet et voit les tentatives occidentales d'imposer des standards de droits humains aux pays en développement comme une forme d'ingérence dans les affaires internes d'un pays.

Beijing et New Delhi ont une vision différente à propos de l'inclusion de l'Inde au CSNU. Comme notre analyse dans la section précédente, Beijing admet la nécessité de réformer les CSNU et les Nations Unies et appuie l'Inde dans son désir de jouer un plus grand rôle aux Nations Unies. L'Inde cherche à obtenir un siège au CSNU, ce qui lui donnerait un droit de parole important au niveau international en plus d'augmenter son indépendance face aux autres puissances. Beijing, malgré les réformes des Nations Unies qu'elle soutient, n'a pas publiquement supporté l'inclusion de l'Inde au CSNU. Avec l'arrivée de nouveaux membres permanents au CSNU, la Chine verrait son influence y être diminuée. En plus, la Chine se veut le défenseur des pays en développement au CSNU et l'Inde viendrait lui faire compétition. Pour l'instant, cette divergence d'opinion ne semble pas nuire à l'amélioration des liens entre Beijing et New Delhi et les déclarations chinoises qui appuient l'Inde dans son désir de jouer un plus grand rôle aux Nations Unies est un pas dans la bonne direction.

Un aspect de la relation qui rapproche la Chine et l'Inde est le commerce. Comme nous l'avons vu dans la première partie de ce travail, l'un des objectifs principaux de leurs politiques étrangères est d'améliorer leurs économies. Depuis

¹³⁸ James Clad, « Convergent Chinese and Indian Perspectives on the Global Order », dans Frankel et Harding, (2004), op.cit. p.288.

quelques années, le commerce bilatéral entre la Chine et l'Inde a considérablement augmenté. En 1991 leurs échanges commerciaux se situaient à 265 millions \$ et ils ont atteint 3,596 milliards \$ en 2001¹³⁹.

Selon le Groupe Commun sur la Coopération Économique, Commerciale, de la Science et de la Technologie, les échanges entre les deux pays ont atteint 18,7 milliards US en 2005, ce qui représente une augmentation de 38 % comparé à l'année précédente¹⁴⁰. Les estimations situaient le commerce sino-indien à 20 milliards \$ pour l'année 2006¹⁴¹. De 2000 à 2005, le commerce bilatéral a connu un taux de croissance annuel moyen de 44 %¹⁴². Le gouvernement indien fixe à 40 milliards US le commerce bilatéral entre la Chine et l'Inde en 2010¹⁴³. La relation économique entre l'Inde et la Chine pourrait bien devenir la plus importante pour New Delhi d'ici quelques années. Un rapport du *Congressional Research Service* américain publié en avril 2006, mentionne : « In fact, China may soon supplant the United States as India's largest trading partner »¹⁴⁴.

La réouverture, le 6 juillet 2006, de la frontière à Nathu La Pass connectant le Tibet à Sikkim inaugure une nouvelle ère dans la relation commerciale entre Beijing et New Delhi. Ce passage était fermé depuis 44 ans et fait partie du plan économique de la Chine et de l'Inde pour faire revivre l'ancienne route de la soie. Les deux gouvernements avaient convenu de la réouverture du passage en 2003 lors de la signature de l'*Accord sur l'Expansion du Commerce Frontalier*. Les dirigeants chinois espèrent que l'ouverture du passage à Nathu La Pass, en plus d'augmenter le

¹³⁹ Pant, (2004), op.cit., p.319.

¹⁴⁰ Ambassade de la République populaire de la Chine en Inde, 7th Session of China-India Joint Group on Economic, Trade, Science and Technology Cooperation Held in New Delhi, 22 mars 2006, www.chinaembassy.org.in/

¹⁴¹ Limaye, (2007), op.cit.

¹⁴² Ambassade de la République populaire de Chine en Inde, (2006) op.cit.

¹⁴³ Inde, Ministère des Affaires Extérieures, (2006), op.cit., p.8.

¹⁴⁴ K. Alan Kronstadt, « India-U.S. Relations », *Congressional Research Service*, The Library of Congress, Washington, 6 avril 2006, p.CRS-4.

commerce avec l'Inde, développera la région du Tibet et diminuera du même coup les aspirations séparatistes de la région.

Certains auteurs, comme Kornberg et Faust, prédisent que la relation sino-indienne au niveau économique deviendra conflictuelle avec le temps :

« Further, in the post-Cold-War era, Sino-Indian economic rivalry will become an issue. Despite increase in Sino-Indian trade, the two nations compete with each other for foreign investment and development aid from the World Bank. China and India also compete for export markets in Southeast Asia »¹⁴⁵.

James Clad croit, au contraire, que la compétition entre la Chine et l'Inde au niveau économique peut être évitée à cause des intérêts convergents des deux pays :

« Some room exists for a more optimistic view of future India-China relations based on converging fortunes and steadily widening common interests as both countries engage ever more deeply in the international trading economy and as each becomes progressively more intertwined in global financial networks and increasingly mobile capital and business interests. Indeed, a review of recent literature on Sino-Indian relations reveals steadily increasing interest in the convergent impact of globalized trends on both countries and, indirectly, on the potential dynamics of the longer-term Sino-Indian relationship »¹⁴⁶.

Pour nous, l'analyse de Clad rejoint plus notre point de vue sur la relation future entre la Chine et l'Inde. Un exemple que donne l'auteur pour justifier son point est qu'au niveau des technologies de l'information, les deux pays sont complémentaires et non pas en compétition. Il mentionne aussi que l'Inde se spécialise dans le développement de logiciels et l'exportation et la Chine, pour sa part, se spécialise dans la fabrication de téléphones cellulaires et l'Internet. Clad conclut en mentionnant:

¹⁴⁵ Kornberg et Faust, (2004), op.cit., p.178.

¹⁴⁶ Clad, (2004), op.cit., p.268.

« While occupying high prominence in both countries, India's and China's information technology strategies have created two very different postures. India aims to become the world's back office and center for software outsourcing. China, on the other hand, promotes information technology as a catalyst for overall economic growth. More clearly than India, China sees Internet use as a *domestic* engine for growth, and telecom service expansion as a way to help to bring in new foreign infrastructure investment »¹⁴⁷.

Pour soutenir le point de Clad, Mark W. Frazier souligne qu'au niveau des investissements directs étrangers, la Chine et l'Inde ne sont pas en compétition :

« China and India will not compete directly for foreign investment, given the vast size of both markets and their uneven pace of opening different sectors. Global corporations do not face the choice of investing in either India or China, but generally the question is how much invest in each, and when »¹⁴⁸.

Frazier ajoute aussi: « While there may be future instances of economic competition in some sectors and occasional trade disputes between the two countries, the Chinese and Indian economies are sufficiently segmented to prevent their economic growth from generating a rivalry »¹⁴⁹. L'auteur laisse la porte ouverte à certains conflits et nous croyons, tout comme lui, que la relation ne sera pas exempte de conflits au niveau économique, mais que ces conflits seront des conflits normaux qui existent dans chaque relation économique. Frazier nomme ce phénomène « quiet competition » et mentionne que l'Inde et la Chine vont continuer à entretenir une compétition silencieuse pour les prochaines décennies sans que cela se transforme en conflit majeur au niveau économique entre les deux géants asiatiques¹⁵⁰.

Un problème international qui rapproche Beijing et New Delhi, c'est l'inclusion de norme de travail et de normes environnementaux dans le commerce mondial. Les Américains et leurs alliés font des pressions afin d'inclure des normes

¹⁴⁷ Ibid, p.283.

¹⁴⁸ Mark, W. Frazier, « Quiet Competition and the Future of Sino-Indian Relations », Dans Frankel et Harding, (2004), op.cit., p.308

¹⁴⁹ Ibid, p.309.

¹⁵⁰ Ibid, p.315.

pour la main-d'œuvre et l'environnement dans le commerce mondial car ils se disent désavantagés face aux pays en développement. Beijing et New Delhi répliquent en affirmant que ces normes vont ralentir leur développement économique. La Chine et l'Inde se plaignent aussi des politiques protectionnistes dans le secteur de l'agriculture et des lois antidumping imposées par les pays développés à l'égard des pays en développement. Les deux pays coopèrent dans les organisations économiques internationales parce qu'ils sont confrontés aux mêmes problèmes. Lors de sa visite en Inde en avril 2005, le Premier Ministre chinois, Wen Jiabao, a signé avec l'Inde un mémorandum de compréhension pour établir un mécanisme de dialogue financier entre les deux pays. Ce mémorandum, selon Satu P. Limaye, va faciliter la coopération des deux pays dans les organisations économiques internationales :

« The financial dialogue is intended to allow the two countries not only to understand and coordinate on financial issues that affect bilateral commerce, but also to facilitate cooperation in international financial institutions such as the International Monetary Fund (IMF), the World Bank, and the Asian Development Bank (ADB) »¹⁵¹.

L'importance de l'économie dans le rapprochement sino-indien des dernières années ne doit pas être négligée. Selon Bidanda M. Chengappa, l'économie sera le moteur de la relation pour les prochaines années, prenant le dessus sur la politique :

« Given that Mumbai is the country's commercial capital and Bangalore, a technopolis considered the Silicon Valley of South Asia, have its own connotations for India-China relations. This underlines a distinct emphasis on economic relations wherein "*Bangalore and Shanghai, rather than New Delhi and Beijing, from now on will be propelling Sino-Indian relations forward*" »¹⁵².

L'augmentation prestigieuse du commerce bilatéral laisse présager de beaux jours entre la Chine et l'Inde. Les deux capitales ont convenu qu'il est dans l'intérêt

¹⁵¹ Limaye, (2007), op.cit.

¹⁵² Bidanda M. Chengappa, *India-China Relations: Post Conflict Phase To Post Cold War Period*, New Delhi: A.P.H. Pub. Corp., 2004, p.298.

de chacune de maintenir un environnement international stable et pacifique pour accroître leur économie nationale respective¹⁵³.

Pour soutenir leur croissance économique, les deux géants asiatiques ont un énorme besoin d'énergie, de pétrole en particulier. La compétition pour le pétrole et les pipelines pourrait fort bien créer des rivalités intenses entre Beijing et New Delhi. Par contre, la rivalité pour les ressources pétrolières n'est pas la seule voie qui se dessine entre la Chine et l'Inde pour l'approvisionnement en ressources énergétiques. Les deux pays collaborent aussi dans des projets communs. La CNPC, en partenariat avec la compagnie Petronas de Malaisie, a permis à la compagnie indienne ONGC Videsh d'acquérir 25 % des parts du gisement de pétrole Greater Nile Oil Project au Soudan qui appartenait à la compagnie canadienne Talisman Energy Inc. En plus, en 2005, les deux pays ont déposé une soumission commune pour l'acquisition de pipelines syriens et les dirigeants chinois auraient même démontré leur intérêt pour une participation dans le projet de pipeline Turkménistan-Afghanistan-Pakistan-Inde (TAP) si ce projet venait à voir le jour¹⁵⁴.

La Guerre froide marqua des temps difficiles pour la relation sino-indienne, mais depuis la chute de mur de Berlin, l'atmosphère de la relation est à la détente. La rationalité des facteurs internes qui guident la politique étrangère de chacun des pays, tels que le développement économique et la stabilité régionale, sont au cœur du rapprochement sino-indien. Les deux géants asiatiques ont intérêt à entretenir de bonnes relations pour arriver aux buts fixés par leur politique étrangère. En avril 2004, le Premier Ministre indien déclarait : « India-China relations have now acquired a global and strategic character »¹⁵⁵.

¹⁵³ Frazier, (2004), op.cit., p.306.

¹⁵⁴ Stephen Blank, « China makes policy shift, aiming to widen access to central Asian energy », *Eurasianet*, 13 mars 2006, www.eurasianet.org

¹⁵⁵ Kapila, (2005), op.cit.

Selon Harsh V. Pant, la relation entre Beijing et New Delhi ne pourra s'améliorer avec le temps à cause des intérêts géopolitiques conflictuels : « The geopolitical reality of Asia makes sure that it will be extremely difficult, if not impossible, for *Hindi-Chini* to be *Bhai-Bhai*¹⁵⁶ (brothers) in the foreseeable future »¹⁵⁷. Pour nous, cette citation va à l'encontre de l'analyse que nous avons faite de la relation sino-indienne. Nous croyons que la relation bilatérale, malgré les problèmes qu'elle comporte, s'améliora avec le temps et que les deux géants asiatiques sauront gérer convenablement leur relation. Si nous regardons les tendances lourdes des dernières années, l'atmosphère est à la détente, au rapprochement et à la coopération plus qu'à la compétition. Beijing et New Delhi ont compris, selon nous, que la stabilité régionale et les bénéfices qu'elles en retirent sont plus importants que les luttes d'influence qu'elles pourraient se livrer. Notre analyse rejoint celle de Mark W. Frazier¹⁵⁸ sur l'avenir de la relation entre Beijing et New Delhi.

2.3.1 – Implication des États-Unis dans la relation Chine – Inde

Comme nous l'avons analysé dans la relation Russie – Inde, nous remarquons un rapprochement politique entre l'Inde et les États-Unis au cours des dernières années. Ce rapprochement permet à Washington de contrer la montée en puissance de la Chine en Asie.

Le gouvernement indien a donné son appui au projet de bouclier antimissile américain. Malgré son appui au projet américain, l'Inde aimerait se procurer un système de défense de missiles balistiques pour rester indépendante et non pas dépendre de Washington : « That is emphasized in their rejecting the idea of US

¹⁵⁶ 'Hindi-Chini Bhai Bhai ' qui signifie « Les indiens et les chinois sont des frères » était un slogan populaire dans les années 1950 qui n'a plus été utilisé après la guerre de 1962 entre les deux pays.

¹⁵⁷ Pant, (2006), op.cit., p.63.

¹⁵⁸ Frazier, (2004), op.cit., p.295.

operating defenses on India's behalf. While India is interested in purchasing US systems, official policy maintains that any national defenses must be under Indian control »¹⁵⁹. En juin 2005, pour satisfaire la demande indienne, les Américains ont retiré leur interdiction de vendre à l'Inde le système *Patriot PAC-3s*.

Pour New Delhi, ce projet lui permettrait de contrer les missiles qui proviendraient du Pakistan et aussi de rehausser sa position devant la Chine qui possède un arsenal de missiles balistiques important : « The Patriot deal could become a major addition to India's defence arsenal, making it qualitatively different from either China or Pakistan and thereby providing a strategic depth to India vis-à-vis these two neighbours »¹⁶⁰. Par contre, pour ne pas créer de tensions inutiles avec la Chine, le gouvernement indien fait référence dans ses déclarations officielles à la menace pakistanaise et non pas à la menace chinoise. De son côté, la Chine ne critique pas l'Inde pour son intention d'installer un tel projet, mais critique les Américains. La Chine est contre l'implantation du projet américain en Asie car elle considère que ce projet est dirigé contre elle et qu'il va servir à diminuer sa capacité militaire et son influence dans la région.

Un autre élément qui facilite la compréhension de l'appui indien au projet de bouclier américain, c'est le dossier du traité ABM. L'Inde est consciente que le projet américain de bouclier antimissile va à l'encontre du traité ABM et qu'il va le rendre obsolète, mais ce traité nuit à l'Inde car il exclut l'Inde de la catégorie des « pays possédant l'arme nucléaire de manière légitime »¹⁶¹.

¹⁵⁹ Kurt M. Campbell, « The Paths Ahead: Missile defense in Asia », *Center for Strategic and International Studies*, mars 2006, p. 29. www.csis.org

¹⁶⁰ Zhang Guihong, (2006), *op.cit.*, p.281.

¹⁶¹ Ashley J. Tellis, « The Evolution of U.S.-Indian Ties: Missile Defense in an Emerging Strategic Relationship », *International Security*, vol.30, no.4, printemps 2006, p.132.

Le Pakistan doit aussi être considéré dans l'implantation du projet. Si l'Inde obtient le système *Patriot PAC-3s* des Américains, le Pakistan demandera à son tour aux Américains l'obtention de ce système. Les États-Unis et les autres pays de la région ne veulent en aucun cas relancer une course aux armements entre l'Inde et le Pakistan. Pour l'instant, le projet est encore à l'étude et l'Inde n'a pas encore fait de choix définitif en ce qui a trait à une implantation éventuelle d'un tel système sur son territoire.

L'entente sur le programme nucléaire civil entre l'Inde et les États-Unis est un autre dossier qui a servi à rapprocher les deux nations ces dernières années. L'initiative de l'accord civil nucléaire entre Washington et New Delhi est liée à la vision de George W. Bush, vision qui suppose que l'énergie nucléaire est essentielle pour résoudre le problème de la crise énergétique et que les pays développés ne devraient pas être pris en otages par les pays exportateurs de pétrole¹⁶². La Chine a critiqué l'entente lors de son annonce en juillet 2005 car elle mentionnait que les Américains avaient une attitude de double standard dans le domaine de la prolifération nucléaire : « Such an act of the United States once again proves that America is not at all a 'guard' of NPT and the treaty however, is no more than a disguise serving the US interest »¹⁶³. Beijing ne critiquait pas l'Inde mais bien les États-Unis dans ce dossier car Washington refuse à l'Iran, qui est membre du Traité sur la Non-prolifération (NPT), ce qu'elle accorde à l'Inde qui n'est pas membre du NPT. Pour calmer les tensions avec la Chine, les États-Unis ont répondu que l'entente ne reconnaissait pas l'Inde comme étant un État possédant la bombe nucléaire. Par contre, la Chine a maintenant changé son fusil d'épaule et est en faveur de l'accord. Pour la Chine, l'entente entre les Américains et l'Inde pourrait bien ouvrir la voie au

¹⁶² K. Subrahmanyam, « Partnership in a Balance of Power System », *Strategic Analysis*, Institute for Defence Studies and Analyses, vol.29, no4, octobre-décembre 2005, p553.

¹⁶³ Jabin T. Jacob, « Indo-US nuclear deal: The China factor », *Institute of Peace and Conflict Studies*, New Delhi, rapport spécial 14, mars 2006, p.3.

même genre d'entente entre Beijing et Washington car la Chine est membre du NPT¹⁶⁴.

L'entente entre l'Inde et les États-Unis facilitera les efforts de New Delhi pour augmenter ses capacités en armement nucléaire car elle pourra dorénavant acheter de l'uranium sur le marché mondial, chose qui lui est actuellement refusée avec les règlements de non-prolifération qui sont en vigueur¹⁶⁵. Selon Joseph Cirincione, les capacités indiennes pour fabriquer des bombes nucléaires passeront de 6 à 10 par année à plusieurs douzaines par année¹⁶⁶.

Selon les termes de l'accord, l'Inde devra mettre les nouvelles centrales sous la surveillance de l'AIEA, mais pour l'instant, il semble que l'Inde décidera de mettre sous surveillance quelques centrales et non la totalité. L'Inde a clairement indiqué qu'elle seule déciderait quelles centrales seraient sous la surveillance de l'AIEA et quelles centrales resteraient dans la catégorie des centrales militaires sous contrôle indien. Ce geste éveille des soupçons quant aux réelles intentions de l'Inde avec ce programme de coopération nucléaire.

En augmentant ses capacités militaires, cette entente augmentera du même coup la marge de manœuvre de New Delhi face à ses voisins. Pour Jacques Mistral, il ne fait aucun doute que cet accord vise à contrebalancer la montée en puissance de la Chine en Asie : « Comment interpréter l'accord nucléaire paraphé avec l'Inde, sinon comme une façon de sceller une alliance destinée à contrecarrer, ou au moins à contrôler, les ambitions chinoises ? »¹⁶⁷.

¹⁶⁴ Jacob, (2006), op.cit., p.5.

¹⁶⁵ Robert J. Einhorn, « The U.S.-India Nuclear Deal », *Center for Strategic and International Studies*, 26 octobre 2005, www.csis.org

¹⁶⁶ Joseph Cirincione, « Nuclear Cave In », *PacNet*, no.8A, 2 mars 2006, www.csis.org

¹⁶⁷ Mistral, (2006), op.cit., p.342.

La signature de cet accord apportera de la haute technologie à l'Inde, annulant ainsi les sanctions qui lui avait été imposées après les tests nucléaires qu'elle avait effectué à Pokhran en 1974 : « the present offer is to be seen as the first step in India breaking out of the isolationism, which was imposed on it following the 1974 Pokhran tests »¹⁶⁸. L'arrivée de nouvelles technologies en Inde stimulera donc son économie nationale.

Un autre élément de la relation Washington – New Delhi qui aidera les Américains à se rapprocher de l'Inde est l'augmentation des échanges commerciaux entre les deux pays. Le réchauffement des relations politiques entre New Delhi et Washington a évidemment produit une augmentation du commerce entre les deux nations. Washington et New Delhi sont conscients de l'énorme potentiel économique que les deux pays peuvent retirer de leur commerce bilatéral. Les deux économies nationales sont complémentaires. L'Inde a besoin de la technologie et des capitaux américains et les États-Unis peuvent exporter des produits à valeur ajoutée. De 2000 à 2006, les exportations américaines en Inde ont presque triplé, passant de 3 662 817 907\$ à 10 091 138 463 \$. Pour leur part, les exportations indiennes aux États-Unis sont passées de 10 686 475 \$ à 21 826 258 706 \$.¹⁶⁹ Pour l'année 2006, le commerce bilatéral s'est chiffré à 31 917 397 169 \$. Les États-Unis se classent au premier rang des investissements directs étrangers en Inde et les États-Unis sont la première destination des investissements indiens¹⁷⁰.

Les deux gouvernements sont conscients que le plein potentiel de leur relation économique bilatéral est encore loin d'être atteint, mais depuis le début du nouveau millénaire, les échanges sont en hausses ce qui est encourageant. Les deux pays ont mis sur pied plusieurs organismes pour stimuler le commerce entre les deux nations,

¹⁶⁸ Subrahmanyam, (2005), op.cit., p.554.

¹⁶⁹ États-Unis, Département du commerce, op.cit.

¹⁷⁰ Limaye, (2006), op.cit.,

comme le CEO Forum, le Forum Économique et Financier, le Groupe de Travail sur les Échanges Commerciaux pour ne nommer que ceux-là.

La relation économique n'est pas à l'abri des problèmes. En mai 2004, le *US Trade Representative* incluait l'Inde dans sa Liste Prioritaire de Surveillance Spéciale 301 pour la faible protection des droits de propriété intellectuelle en Inde. Washington se plaint aussi du manque d'ouverture de l'économie indienne, ce qui, en revanche, nuit à la relation économique bilatérale. Toujours en 2004, l'ambassadeur américain en Inde, David Mulford, mentionnait : « The US is one of the world's most open economies and India is one of the most closed »¹⁷¹.

Contrairement à la relation économique entre l'Inde et les États-Unis, le cœur du problème entre la Chine et les États-Unis se trouve justement au niveau de la relation économique bilatérale. Le déficit commercial atteint de nouveaux sommets de trimestre en trimestre. En 2006, les exportations américaines en Chine ont atteint la somme de 55 224 162 610 \$. Les importations chinoises en direction du territoire américain se sont chiffrées à 287 772 785 927 \$. Le déficit commercial entre les deux pays se chiffre donc à 232 548 623 317 \$ en faveur de la Chine¹⁷².

Plusieurs personnes au sein de la population et de l'administration américaine commencent à être préoccupées par cette situation. Dans le but de rééquilibrer les échanges commerciaux, la Maison Blanche demande à la Chine d'augmenter la valeur de sa monnaie, ce qui aurait comme effet de diminuer les exportations chinoises et d'augmenter les exportations américaines. En 2005, le Département du Trésor américain a présenté au Congrès américain deux rapports qui mentionnent que la Chine ne manipule pas, au sens technique du terme, son taux de change ; mais il a aussi souligné que la Chine est désormais techniquement prête pour quitter son

¹⁷¹ Guihong, (2005), op.cit., p.283.

¹⁷² États-Unis, Département du commerce, op.cit.

régime de change fixe, et presse en conséquence les autorités chinoises d'agir rapidement¹⁷³. La Chine répond aux critiques en mentionnant que le taux de change est une question de « souveraineté nationale »¹⁷⁴ et que cela doit se faire graduellement. Pour apaiser les tensions avec Washington et pour démontrer sa bonne foi envers ses partenaires commerciaux, Beijing a augmenté la valeur de sa monnaie de 2,1 % en juillet 2005 et en mai 2006. Une semaine après la sortie du rapport du Département du Trésor, la valeur de la monnaie chinoise est passée sous la barre psychologique des 8 renminbi pour un dollar. Malgré cette hausse de la valeur de la monnaie chinoise, le déficit commercial des États-Unis face à la Chine a continué à augmenter.

En plus de la balance commerciale déficitaire et de la valeur de la monnaie chinoise, Washington demande aussi à la Chine de surveiller et d'être plus sévère à l'endroit de ceux qui violent les droits de propriété intellectuelle. Le problème de la réserve de change chinoise inquiète aussi les dirigeants américains. La réserve de change de la Chine atteindrait plus de 10 % de son PNB, montant qui serait dorénavant supérieur aux réserves japonaises¹⁷⁵.

Pour contrer ces problèmes économiques, les Sénateurs Lindsey Graham (R-SC) et Charles Schumer (D-NY) ont proposé devant le Congrès l'imposition d'une taxe de 27,5 % sur les produits chinois, mais cette proposition va à l'encontre des règles de l'Organisation Mondiale du Commerce. Dans la même optique, les Sénateurs Charles Grassley (R-IA) et Max Baucus (D-MT) ont quant à eux proposé d'imposer une pénalité aux pays qui ont une balance commerciale positive envers les États-Unis. La pénalité se traduirait par des coupures de garanties d'emprunt de la

¹⁷³ Mistral, (2006), op.cit., p.338.

¹⁷⁴ Glaser, (octobre 2006), op.cit.

¹⁷⁵ Mistral, (2006), op.cit., p.339.

part du gouvernement américain et d'une diminution du nombre de prêts des banques de développement.

Malgré tout, un élément qui pourrait fort bien jouer un rôle considérable dans la relation sino-américaine est l'opinion publique américaine. L'aspect économique de la relation crée d'énormes mécontentements au sein de l'administration américaine, ce qui amène les dirigeants de Washington à repenser leur relation avec la Chine. Cet aspect s'explique clairement dans un autre dossier qui est venu ébranler l'attitude américaine face à la Chine, celui de l'offre publique d'achat de la compagnie pétrolière China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) pour l'acquisition de la compagnie américaine Unocal Corporation :

« Les tensions provoquées à Washington par ce projet à l'été 2005 ne peuvent être surestimées. Les très vives réactions entraînées par cette affaire peuvent sembler excessives au regard de la réalité de la transaction ; mais l'aspect symbolique a cristallisé bon nombre d'inquiétudes latentes des États-Unis vis-à-vis de la Chine »¹⁷⁶.

La compagnie chinoise a retiré son offre publique d'achat à la suite des réactions américaines, mais pour Mistral, l'attitude et les peurs américaines en sont les causes principales :

« Au-delà des erreurs commises dans la gestion du dossier, la cause majeure de l'échec de la CNOOC tient à l'hostilité franche et sans appel, de la classe politique américaine. En l'espace de deux mois, sans légitimité dans ce domaine et sans beaucoup d'arguments rationnels, le Congrès a réussi à faire échouer une transaction qui ne paraissait pourtant pas devoir provoquer de telles réactions. Il est impossible de comprendre la virulence du Congrès sans évoquer l'aspect symbolique de cette affaire qui a manifestement cristallisé les peurs américaines au sujet de la Chine : non seulement elle est dynamique au plan commercial, mais elle est vorace en matières premières, dont le mode de vie américain a un besoin vital : et elle dispose de réserves financières abondantes, qu'elle peut utiliser pour poursuivre des objectifs stratégiques »¹⁷⁷.

¹⁷⁶ Ibid, p.340.

¹⁷⁷ Idem.

Pour l'instant, les discussions à propos d'éventuelles représailles à l'endroit de la Chine à cause du déficit commercial, des violations des droits de propriété intellectuelle et de la valeur de la monnaie chinoise sont demeurées sans réponse. Même que selon Mistral : « le protectionnisme américain est resté sous contrôle grâce à un engagement (presque) sans faille de l'Administration Bush en faveur de frontières ouvertes »¹⁷⁸. Le Congrès américain a repoussé deux fois l'adoption de l'amendement Schumer de taxation des importations.

Selon Lanteigne, il est présentement très difficile de prédire quelle direction prendra la relation économique bilatérale entre Washington et Beijing à cause de leurs engagements internationaux : « However, with China in the WTO and growing increasingly bound by various international trade rules on the regional and international level, it is difficult to predict whether US-China trade relations will ever descend into serious acrimony »¹⁷⁹. Par contre, pour T.V. Paul, la stratégie économique de la Chine à long terme vise à contrebalancer les États-Unis : « China's economic activities are at least in part driven by an intention to balance U.S. power in the future »¹⁸⁰.

Dans la relation Washington – New Delhi – Beijing, les Américains cherchent à se rapprocher de l'Inde pour favoriser leurs propres intérêts et pour diminuer la possibilité d'une alliance entre la Chine et l'Inde destinée à contrebalancer les États-Unis. Washington veut se servir de sa relation avec New Delhi pour contrer la montée en puissance de Beijing et Moscou en Asie. Cette attitude est bien décrite par Ashley J. Tellis :

¹⁷⁸ Ibid, p.337.

¹⁷⁹ Lanteigne, (2005), op.cit., p.166.

¹⁸⁰ Paul, (2004), op.cit., p.21.

« In this context, assisting the growth of Indian power is judged to be essential to U.S. interests because it permits Washington to "pursue a balance of power strategy among those major rising powers and key regional states in Asia which are not part of the existing U.S. alliance structure – including China, India, and a currently weakened Russia »¹⁸¹.

K. Subrahmanyam déclare aussi la même chose en mentionnant que « the US strategy is to help develop a balance of power in Asia so that China would not emerge as the sole superpower in the continent »¹⁸². Selon Zhang Guihong, les Américains sont plus confortables avec la puissance indienne que la puissance chinoise en Asie¹⁸³.

Cette attitude américaine à l'égard de l'Inde, qui consiste à utiliser l'Inde pour leurs propres intérêts afin de limiter la montée en puissance de la Chine, ne plaît pas tellement aux dirigeants indiens. Selon Daniel Sneider, l'Inde n'est nullement intéressée à être un instrument des États-Unis pour contrebalancer la Chine¹⁸⁴. En plus, l'ancien Ambassadeur américain en Inde, Robert Blackwill déclarait: « There's no way better to empty a drawing room in New Delhi of Indian strategists than to start talking about this idea »¹⁸⁵. L'Inde s'est également rapprochée des pays de l'Asie de l'Est ces dernières années ce qui affecte sa relation avec Washington, autant que sa relation avec Washington affecte sa relation avec l'Asie de l'Est. Limaye déclare: « For example, India's ties with East Asia on matters ranging from Myanmar to China to multilateralism will affect the U.S. even if at the margins. And developments in U.S.-India relations will bear in concrete ways on India-East Asia relations »¹⁸⁶. L'Inde doit donc ménager tous ses partenaires tout en essayant d'entretenir de bonnes relations avec eux.

¹⁸¹ Tellis, (2006), op.cit., p.150.

¹⁸² Subrahmanyam, (2005), op.cit., p.553.

¹⁸³ Guihong, (2005), op.cit., p.289.

¹⁸⁴ Sneider, (2006), op.cit.

¹⁸⁵ Idem.

¹⁸⁶ Limaye, (2007), op.cit.

La raison pour laquelle l'Inde souhaite entretenir de bonnes relations avec ses voisins et les États-Unis est qu'elle ne veut pas dépendre d'une seule alliance. Cette situation s'explique par le fait que l'Inde désire rester autonome dans sa politique étrangère et créer un monde multipolaire, « Given the importance of retaining its foreign policy autonomy, India will be reluctant to stake its future on an exclusive alliance with the United States. Instead, India will develop multifaceted, flexible security relationships that also involve Japan, Russia, and ASEAN »¹⁸⁷. Le rapprochement, ces dernières années, entre la Chine et l'Inde peut s'interpréter par ce désir indien de diversifier ses partenaires.

Un autre élément qui vient freiner la relation entre New Delhi et Washington est la relation que cette dernière entretient avec Islamabad. Depuis le début de la guerre contre le terrorisme, l'administration Bush a nommé le Pakistan comme étant son allié majeur hors-OTAN en Asie du Sud. Cette nomination va permettre aux Américains de vendre des armes technologiquement avancées à son partenaire, chose que la Chine ne fait plus depuis 2000. Ces ventes pourraient inclure l'avion de combat F-16s. Un membre du gouvernement indien a déclaré que l'Inde s'opposerait à cette vente car ces avions pourraient être utilisés contre l'Inde et que cela pourrait relancer une course aux armements dans la région¹⁸⁸.

En ce qui concerne la Chine, l'Inde lui permet d'avoir une bonne relation avec un pays démocratique qui lui procure un appui contre les condamnations de Washington à l'égard des faibles standards démocratiques sur son territoire. Le statut démocratique de l'Inde sert donc les intérêts de la Chine contre les États-Unis. Pour Guihong, la Chine n'est pas contre la montée en puissance de l'Inde en Asie car celle-ci permettra la dilution de la puissance américaine tout en promouvant la multipolarité :

¹⁸⁷ Frazier, (2004), op.cit., p.316.

¹⁸⁸ Guihong, (2005), op.cit., p.283.

« China would welcome India to play a more important and constructive role in Asia-Pacific so as to partly balance the overwhelming influence and unilateralism of the United States and thereby greatly facilitating a multipolar Asia-Pacific in which China is one of the major powers »¹⁸⁹.

La Chine, autant que l'Inde, souhaite la création d'un système international basé sur la multipolarité et tous deux sont opposés à la domination de l'Asie du Sud et de l'Est par les États-Unis. Pour nous, tout comme pour Guihong, cette convergence d'opinion entre Beijing et New Delhi sera suffisante pour empêcher la relation américaine-indienne de développer un partenariat stratégique fort capable de contrebalancer la Chine. En plus, si la relation économique bilatérale sino-indienne devient plus importante que la relation économique États-Unis-Inde, New Delhi accordera donc une plus grande importance à son principal partenaire économique. Nous croyons même que le désir de Beijing et de New Delhi de contrer la puissance américaine en Asie sera plus important que les liens que pourra développer Washington avec les deux capitales. L'analyse de Mark W. Frazier va dans le même sens en décrivant la relation Chine – Inde - États-Unis :

« Several possibilities exist in which the quietly competitive relationship moves toward cooperation. The most obvious of these, from a balance-of-power perspective, is that Sino-Indian cooperation emerges from these countries' shared interest in balancing against an overly assertive United States. India and China could find reason to develop long-term cooperation based on their shared opposition to U.S. military interventions »¹⁹⁰.

Notre analyse ne remet pas en cause l'importance du rapprochement des dernières années entre Washington et New Delhi et l'importance que chacune des deux parties y accorde. Les deux pays se sont rapprochés au niveau politique, mais il y manque présentement de profondeur et de substance pour permettre à la relation

¹⁸⁹ Guihong, (2005), op.cit., p.289.

¹⁹⁰ Frazier, (2004), op.cit., p.314.

d'atteindre un niveau supérieur. Cet aspect est souligné par Limaye dans une de ses chroniques :

« But a careful review of the year confirms that while the tone and atmosphere of bilateral relationship have undergone a profound, positive change, there is significant work to be done in transforming visits, mechanisms, initiatives, and agreements into sustainable progress in the relationship »¹⁹¹.

Comme nous l'avons analysé précédemment, la relation entre Beijing et Washington est plus négative que positive. Avec les problèmes de déséquilibres économiques croissant entre les deux pays, le ton de la relation ne risque guère de s'améliorer dans un avenir rapproché. Le *U.S.-China Economic Review Commission* publiait en novembre 2005 son rapport annuel qui concluait en affirmant « trends in the U.S.-China relationship have negative implications for the long-term economic and security interests of the United States »¹⁹². Le rapprochement entre Beijing et New Delhi peut aussi se comprendre par la relation négative qu'entretiennent la Chine et les États-Unis. Beijing, en se rapprochant de New Delhi, veut éviter l'impact négatif d'une possible dégradation de sa relation avec Washington.

La relation entre Beijing et Washington est paradoxale car ils ont une importante relation économique, mais les frictions politiques que celle-ci entraîne pourraient bien nuire à l'avenir de la relation. Jacques Mistral résume bien cette contradiction :

¹⁹¹ Limaye, (2006), op.cit.

¹⁹² Glaser, (janvier 2006), op.cit.

« Cette situation crée un double paradoxe où chacun des joueurs se sent à la fois fort et vulnérable. Aujourd'hui, c'est la Chine qui se sent le plus vulnérable – d'où une posture retenue et pragmatique, qui ne l'empêche toutefois pas de tracer progressivement plus clairement les limites qu'elle souhaite ne pas voir franchies. Du côté de l'Amérique, la perception se répand que le temps ne joue pas en sa faveur : c'est ce que le déficit souligne chaque trimestre un peu plus clairement »¹⁹³.

Selon notre analyse, la relation triangulaire entre Beijing, New Delhi et Washington, peut se décrire selon la typologie de Dittmer, comme un *Triangle Romantique*, c'est-à-dire qu'un pivot (Inde) entretient deux relations positives, soit avec la Chine et les États-Unis, mais que la relation entre Washington et Beijing est négative. Autant Beijing que Washington cherchent à entretenir de bonnes relations avec New Delhi dans le but d'empêcher l'autre de former une alliance avec l'Inde afin de contrebalancer l'autre. Quant à l'Inde, elle souhaite entretenir de bonnes relations avec ses deux partenaires sans former d'alliances servant à contrebalancer qui que ce soit, mais simplement garder son autonomie.

2.4 - Bilan relations bilatérales

Pour nous, selon notre analyse des relations bilatérales, il ne fait aucun doute qu'il existe bel et bien un partenariat stratégique triangulaire entre la Chine, l'Inde et la Russie. Les trois relations bilatérales ont atteint le stade de partenariat stratégique et l'atmosphère des relations est positive dans chaque cas. En plus, les déclarations communes qui suivent leurs rencontres bilatérales, il y a toujours un paragraphe qui souligne l'importance de la relation triangulaire et démontre l'engagement de chacun envers cette relation. Lors de la visite de Poutine en Inde en janvier 2007, la déclaration commune mentionne :

¹⁹³ Mistral, (2006), op.cit., p.346.

« The Sides call for expansion of cooperation within the China-Russia-India trilateral format. The first trilateral summit-level meeting, which took place in July 2006 in the outreach format of the G8 events in St. Petersburg, gave a fresh impetus to enhancing multifaceted interaction among the three states. The trilateral interaction promotes the development of mutually beneficial economic cooperation among India, Russia and China, enhances international accord in the field of countering new challenges and threats, especially in the fight against terrorism, and contributes to strengthening peace and stability in Asia and throughout the world »¹⁹⁴.

Lors d'une visite en Inde en novembre 2006, le Président chinois Hu Jintao et son homologue indien A.P.J. Kalan, ont émis une déclaration commune qui mentionne : « the two sides positively assess the trilateral dialogue mechanism among India, China and Russia and agree that exchanges and cooperation under it should be further substantiated »¹⁹⁵.

Également, les rencontres trilatérales qui sont organisées prouvent hors de tout doute de la pertinence de parler de partenariat stratégique triangulaire. Le Communiqué Commun qui résulta de la dernière rencontre trilatérale fait allusion au mécanisme des rencontres. Pour nous, la simple utilisation du terme « mécanisme » illustre le désir d'établir de façon permanente les rencontres trilatérales.

Pour les visions sceptiques et négationnistes, un de leur argument pour justifier leur point de vue, c'est l'importance des liens que Moscou, New Delhi et Beijing ont avec Washington. Selon ces visions, les liens qu'ils entretiennent avec les États-Unis sont plus importants que les liens qu'ils ont entre eux. Pour nous, cet argument n'est pas valable car les liens politiques entre Moscou, Beijing et New Delhi sont plus importants que les liens qu'elles ont avec Washington.

¹⁹⁴ Inde, Ministère des Affaires Extérieures, (25 janvier 2007), op.cit.

¹⁹⁵ Inde, Ministère des Affaires Extérieures, (21 novembre 2006), op.cit.

Il est vrai par contre, que les liens économiques de l'Inde et de la Chine avec les États-Unis sont plus importants que les liens qu'ils ont entre eux et avec la Russie. En contrepartie, les échanges commerciaux de la Russie avec la Chine sont plus importants que ses échanges commerciaux avec les États-Unis. Aussi, la relation économique entre les Chinois et les Américains est rempli de conflits et laisse présager de mauvais jours pour le futur de la relation. Pour l'Inde, ses échanges commerciaux avec la Chine sont moindres que ses échanges avec les États-Unis, mais devrait les supplanter dans un avenir rapproché.

Donc, les trois relations bilatérales (Chine-Russie, Russie-Inde et Chine-Inde) ont été, suivant notre analyse, considérées comme étant positive. Selon la typologie des triangles de Dittmer, cette situation se nomme *Ménage à trois*, c'est-à-dire que toutes les relations entre partenaires sont positives.

Après avoir démontré la validité du triangle entre la Russie, la Chine et l'Inde, nous tenterons dans la prochaine section de ce travail, de démontrer dans quelle mesure il peut contrebalancer les États-Unis, soit à travers les liens qu'ils entretiennent en Asie centrale, c'est-à-dire à travers l'OCS et leurs relations avec l'Iran.

CHAPITRE 3
ASIE CENTRALE

3 - ASIE CENTRALE

3.1 - Historique de l'Organisation de Coopération de Shanghai

L'OCS est née de la résolution du problème de la démarcation des frontières que partagent la Chine, la Russie et leurs nouveaux voisins. En 1996, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et la Chine se rencontrent à Shanghai pour entamer des pourparlers dans le but résoudre le problème de la démarcation des frontières qui durait depuis 1964 à l'époque de l'URSS. On surnomma le « Groupe de Shanghai » les pays qui participèrent à cette rencontre.

Plusieurs mesures pour construire la confiance¹ (CBM) et pour diminuer les tensions près des frontières, tel que le principe d'informer les autres membres du mouvement des troupes et des armements dans un rayon de 100 kilomètres des frontières respectives, ont fait leur apparition à la rencontre de Shanghai en 1996 à la suite de la signature du *Traite sur l'approfondissement de la confiance militaire dans les régions frontalières*. En 1997, avec la signature du *Traité pour la réduction des forces militaires dans les régions frontalières*, les États membres s'entendent pour diminuer le nombre de soldats placés le long des frontières à 260 800 hommes. La Chine dispose de 130 400 soldats et les 4 autres membres se répartissent les 130 400 soldats restants. Ces mesures surviennent à une époque où ces pays diminuent leur budget militaire et restructurent leurs forces armées. Ces mesures consistaient à diminuer le risque de conflit entre voisins, démilitariser les frontières communes, mobiliser les troupes à d'autres endroits stratégiques et en conséquence à bâtir la confiance mutuelle entre les membres.

¹ Traduction libre du terme "Confidence-Building Measure"

Outre le problème de la démarcation des frontières communes, le « Groupe de Shanghai », mais surtout grâce aux volontés de la Russie et de la Chine, voulaient aussi stabiliser la région de l'Asie centrale où apparaissaient de nouvelles menaces à leur sécurité tout près de leur frontière : « L'arrivée au pouvoir à Kaboul des Talibans en septembre 1996 renforcera les craintes des membres du groupe de Shanghai quant à la montée des phénomènes terroristes et extrémistes dans la région, et par là-même, leur intérêt à coopérer au sein de la structure récemment créée »². Le Kirghizstan et l'Ouzbékistan ont subi respectivement l'incursion de militants religieux armés sur leur territoire en 1999 et 2001. Il ne faut pas oublier également le fait que le Tadjikistan était en pleine guerre civile à cette époque, guerre qui se termina en 1997. La chute de l'URSS a créé un vide sécuritaire en Asie centrale, ce qui eut comme effet de générer une vague d'instabilité politique et militaire dans la région. En conséquence la Russie et la Chine, de concert avec les gouvernements d'Asie centrale, ont dû réagir pour contrer les nouvelles menaces communes auxquelles elles faisaient face. Selon Isabelle Facon :

« L'inquiétude partagée compte d'ailleurs au nombre des facteurs qui ont conduit la Russie et la République populaire de Chine (RPC) à privilégier la détente et la coopération mutuelles, et à tenter d'exporter leur expérience en la matière dans les républiques d'Asie centrale, dont elles savent les États trop faibles pour faire face efficacement aux insécurités régionales »³.

Peu à peu, lors de leurs rencontres annuelles, les membres débutent des discussions en vue d'élargir leurs champs de coopération. En 2000, lors du sommet de Douchanbe, au Tadjikistan, l'Ouzbékistan se voit octroyer le titre d'observateur de la part du « Groupe de Shanghai ». Dans la déclaration commune publiée à la suite de cette rencontre, les membres plus l'Ouzbékistan, s'engagent à respecter la souveraineté et les institutions domestiques de ses membres tout en affirmant vouloir la paix et la stabilité régionale. Pour Benjamin Goldsmith, à partir de cette rencontre

² Isabelle Facon, « L'Organisation de Coopération de Shanghai : Ambitions et intérêt russes », *Le courrier des pays de l'est*, no.1055 mai-juin 2006. p27.

³ Idem, p26.

le « Groupe de Shanghai » a cessé d'être une organisation liée par un conflit commun et s'est transformé en une organisation liée par des intérêts communs⁴.

Malgré qu'elle ne partage pas de frontière commune avec la Chine, l'Ouzbékistan a tout de même voulu intégrer le « Groupe de Shanghai » car cela lui permettait de développer sa relation avec Beijing, en plus de fournir une opportunité de coopération avec les membres contre le terrorisme et l'extrémisme religieux, plus précisément contre *l'Islamic Movement of Uzbekistan* (IMU). Les gouvernements d'Asie centrale avaient besoin de coordination pour combattre efficacement le problème du terrorisme, car tous adoptaient une attitude unilatérale ce qui créait des tensions entre gouvernement. Dans sa lutte contre l'IMU, Tachkent a décidé de miner sa frontière avec le Kirghizstan et le Tadjikistan, ce qui a provoqué le décès de plusieurs civils. En plus, l'Ouzbékistan et le Kirghizstan avaient un différend à propos de la démarcation de leur frontière en ce qui concerne l'enclave de Sokh. L'intégration de l'Ouzbékistan dans le « Groupe de Shanghai » permettait de coordonner les efforts des membres dans la lutte contre le terrorisme et diminuer les tensions entre ceux-ci. Pour les membres du « Groupe de Shanghai », l'inclusion de Tachkent était importante car l'Ouzbékistan est le pays le plus peuplé d'Asie centrale en plus d'être le plus puissant. Pour créer une architecture de sécurité régionale efficace, le « Groupe de Shanghai » devait donc inclure l'État le plus puissant de la région.

Un an plus tard, lors de la rencontre annuelle des membres, qui marqua du même coup le cinquième anniversaire du « Groupe de Shanghai », les membres décident d'inclure à titre de membre officiel l'Ouzbékistan. Par la même occasion, le « Groupe de Shanghai », avec ce nouveau membre décident de former l'OCS en

⁴ Benjamin Goldsmith, « Here there be dragons: The Shanghai Cooperation Organization », *Center for Defense Information*, 26 septembre 2005, www.cdi.org/

signant la *Déclaration sur l'établissement de l'Organisation de Coopération de Shanghai*.

Lors de la rencontre de St-Petersbourg, en juin 2002, les membres ont signé la Charte de l'OCS. Cette Charte énonce les buts et les principes de l'OCS, la structure organisationnelle et la forme des opérations de coopération. Cette Charte marque l'établissement de la nouvelle organisation au sens des lois internationales.

En juin 2004, l'OCS accorde le statut d'observateur à la Mongolie. En décembre de la même année, l'OCS acquiert le statut d'observateur à l'Assemblée Générale des Nations Unies. En juillet 2005, au sommet d'Astana au Kazakhstan, le Pakistan, l'Inde et l'Iran se voient accorder à leur tour le statut d'observateur dans l'OCS, mais nous reviendrons un peu plus loin dans ce travail sur le cas de l'Inde et de l'Iran.

3.2 - Objectifs de l'Organisation de Coopération de Shanghai

Si l'on se réfère au site internet de l'OCS, les objectifs premiers de l'organisation sont : le renforcement de la confiance mutuelle et des relations de bon voisinage entre les États membres; la promotion de la coopération entre les membres dans les affaires politiques, économiques et commerciales, scientifiques et techniques, culturelles et éducatives, ainsi que dans le domaine de l'énergie, des transports, du tourisme et de l'environnement; la sauvegarde et la préservation conjointe de la paix, la sécurité et la stabilité régionale; et d'œuvrer à la création d'un nouvel ordre politique et économique international qui serait démocratique, juste et raisonnable⁵.

⁵ OCS, site web, traduction libre. www.sectSCO.org/

Les membres de l'OCS se sont aussi donné comme objectifs de combattre les nouvelles menaces transnationales comme le terrorisme, l'extrémisme religieux, le séparatisme, le trafic de drogues et la contrebande d'armes. Tous les membres font directement ou indirectement face à ces mêmes problèmes, évoquons par exemple le conflit en Tchétchénie pour la Russie, le groupe *East Turkistan Islamic Movement* qui combat pour créer un État indépendant au Xinjiang en Chine, les groupes terroristes comme l'IMU et le *Hizb-ut-Tahrir* en Ouzbékistan qui cherchent à créer un État islamique en Asie centrale ou encore la vallée du Ferghana entre le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan qui abriterait des militants islamistes. La dégradation des conditions sociales et économiques qui ont suivi la fin de la Guerre froide, a permis à ces groupes d'accroître leur influence idéologique dans la région.

Les membres doivent donc coopérer pour aboutir à des résultats concrets et combattre les menaces auxquelles ils font face. Pour Marc Lanteigne, le mandat de l'OCS encourage justement les membres à une plus grande coopération: « the SCO's mandate was to encourage regional cooperation with the strategic, economic and cultural spheres and to call for peace and a just international order »⁶. Nous allons donc tenter de voir si les membres de l'OCS ont accru leurs liens institutionnels à travers l'OCS pour atteindre les objectifs qu'ils se sont fixés.

3.3 - Structure Organisationnelle de l'Organisation de Coopération de Shanghai

Tout d'abord, selon son site internet, l'organisation est guidée par « l'Esprit de Shanghai », qui base ses relations internes sur les principes de confiances et bénéfices mutuels, d'égalités, de consultations mutuelles, de respect pour la diversité culturelle et sur l'aspiration au développement conjoint. En ce qui concerne ses relations

⁶ Marc Lanteigne, *China and International Institutions: Alternative path to Global Power*, New York: Routledge, Taylor and Francis Group, 2005.

extérieures, « l'Esprit de Shanghai » stipule que l'OCS n'est pas un ensemble fermé et qu'elle n'est dirigé contre aucun pays ni aucune région.

Tout d'abord l'OCS offre un mécanisme stable de rencontres régulières entre ses membres. La structure de l'OCS est très développée (figure 3). Le Conseil des Chefs d'États est l'organe suprême de l'OCS et c'est ce conseil qui est responsable des décisions à prendre. Ensuite le Conseil des Chef de gouvernement discute des stratégies de coopérations multilatérales et des directions prioritaires à prendre à l'intérieur de la structure de l'OCS, en plus d'approuver le budget de l'organisation pour la prochaine année. Les deux conseils tiennent des rencontres annuelles. En plus de ces deux conseils, il existe d'autres mécanismes de rencontres annuelles entre les Ministres des Affaires étrangères, de l'économie, des transports, de la défense, de la sécurité, des Procureurs généraux, en plus des Chefs des frontières et des autorités du Ministère des mesures extrêmes⁷.

Les membres se servent de ces rencontres pour accroître les liens institutionnels qui les lient et pour ajuster leurs politiques étrangères respectives dans le but de créer une cohésion efficace au sein de l'organisation : « The SCO, no matter how it evolves, remains an interface for major powers, particularly China and Russia, to adjust their respective policies toward one another as well as with the outside world »⁸.

Les membres, particulièrement la Russie et la Chine, font beaucoup d'effort ces dernières années pour bâtir une organisation efficace et pour que l'OCS devienne une organisation incontournable en Asie centrale. Selon Yu Bin l'efficacité de l'OCS ne dépend que de la volonté de ses membres à s'y investir :

⁷ OCS, op.cit., traduction libre.

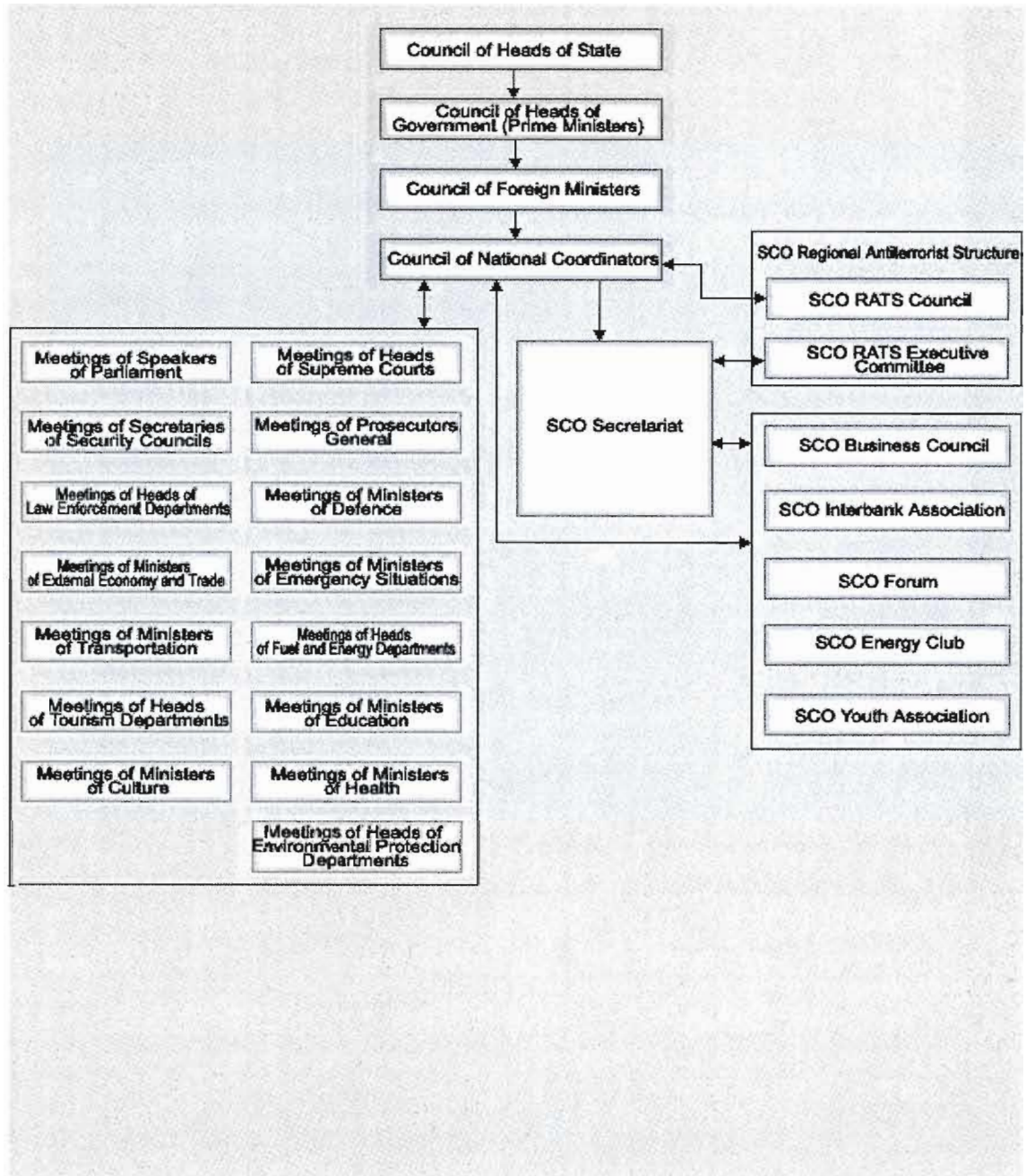
⁸ Yu Bin, « Politics of Anniversaries and Beyond », *Comparative Connections*, vol.7, no.2, juillet 2005, www.csis.org

« The potential to create more inter-governmental coordinating mechanisms seems unlimited as the SCO members are willing and able to move into cultural and humanistic exchanges and given the perceived need for outreach to more international organizations, as envisioned by the summit declaration (June 2006, section II and III) »⁹.

À la suite des attaques du 11 septembre 2001 aux États-Unis, l'OCS décide de créer un Centre Antiterroriste à Bichkek au Kirghizstan. En mai 2003, à la suite du sommet des chefs d'États de l'OCS, les membres signent la *Déclaration de Moscou* et créent deux organes permanents, à savoir le Secrétariat de l'OCS à Beijing et le Centre Anti-Terroriste à Bichkek qui se matérialise finalement. En juin 2004, le Centre Anti-Terroriste change de nom pour se nommer dorénavant la Structure Anti-Terroriste Régionale et est par la même occasion déménagé de Bichkek vers Tachkent en Ouzbékistan pour faciliter l'intégration de cette dernière dans l'organisation. Il ne faut pas oublier non plus que les États-Unis avaient une base militaire en Ouzbékistan à cette époque, ce qui a influencé la décision et qui du même coup diminua quelque peu l'influence américaine sur ce pays. Plus récemment l'OCS a aussi créé un bureau spécial, chargé de la lutte contre le trafic transfrontalier de la drogue.

⁹ Yu Bin, « SCO Five Years On : Progress and Growing Pains », *Comparative Connections*, vol. 8, no.2, juillet 2006, www.csis.org

Figure 3 – Organigramme de l'Organisation de Coopération de Shanghai



Source : Organisation de Coopération de Shanghai, site internet. www.sectsc.org

En 2006, cinq ans après sa formation, l'OCS veut développer ses liens institutionnels à grande vitesse¹⁰. Selon Yu Bin, la Chine et la Russie contribuent grandement à l'enrichissement des liens entre ses membres et participent aussi en faveur de l'amélioration de la structure organisationnelle de l'OCS : « The last quarter of 2006 witnessed significant widening and deepening of their investment in the SCO »¹¹. Avant le sommet annuel de Shanghai de juin 2006, l'OCS lance sa première rencontre entre interlocuteurs parlementaires¹² à Moscou. Par la suite, en octobre, les Ministres de l'éducation de l'OCS se sont rencontrés et des militaires ont également tenus une rencontre pour discuter du futur exercice militaire commun entre les membres qui se tiendra en 2007. En novembre, un forum de 10 jours se déroulant à Beijing ayant pour thème « le développement pacifique de la Chine et l'OCS », a accueilli 25 officiers militaires seniors des pays membres et observateurs de l'organisation. Lors de ce forum la situation internationale, la sécurité régionale, la coopération anti-terroriste, le rôle et le futur de l'OCS ont été abordés. Le même mois, une rencontre discutant de la création éventuelle d'un centre de secours en cas de catastrophe pour coordonner les efforts des membres avec les urgences civiles nationales eut lieu.

À ses débuts, l'OCS a été créée pour des raisons sécuritaires, mais l'aspect économique a vite occupé une place de choix dans les priorités de l'OCS : « Significantly, this has changed since 2004, demonstrating an interest in transforming SCO from a forum for addressing security concerns to a mechanism for promoting deeper regional integration and cooperation »¹³. Tout comme pour les politiques étrangères de la Russie, de la Chine et de l'Inde, les relations économiques occupent pour l'OCS une place privilégiée car elles permettent d'accroître

¹⁰ Bin, (juillet 2006), op.cit.

¹¹ Yu Bin, « What Follows China's "Russia Year" ? », *Comparative Connections*, vol.8, no.4, janvier 2007, www.csis.org

¹² Traduction libre "de first parliamentary speakers meeting".

¹³ Benjamin Goldsmith, op.cit..

l'interdépendance des membres et du même coup améliorent l'efficacité de l'organisation. Selon le Secrétaire Général de l'OCS de l'époque, le chinois Zhang Deguang, la sécurité et l'économie sont les « deux roues » de l'organisation¹⁴.

Dans le domaine économique, entre 2004 et 2006, sept groupes de travail spécialisés ont été formés (e-commerce, douanes, contrôle de la qualité, promotion des investissements, transports, énergie et télécommunications) pour améliorer les liens commerciaux entre les membres. Dans le même laps de temps, les membres de l'OCS se sont également entendus sur la réalisation de 127 projets communs. Le sommet de Shanghai de 2006, a permis la création du Conseil Commercial de l'OCS et d'une Association Interbancaire. À ce même sommet, 6 accords commerciaux ont été signés, dont la construction d'une centrale hydroélectrique au Kazakhstan d'une valeur de 200 millions de dollars¹⁵. Un Comité des entrepreneurs a également été mis sur pied ayant pour mission d'encourager la coopération multilatérale dans les domaines commerciaux, financiers, des sciences et technologies, de l'énergie, des transports, des télécommunications et de l'agriculture. En décembre 2006, le Conseil Commercial s'est rencontré pour discuter de la création d'un club énergétique et d'un système de santé unifié.

Toujours dans le but d'accroître les liens économiques entre ses membres, les dirigeants chinois ont même proposé de créer une zone de libre-échange entre les membres de l'organisation. De plus, la Chine a offert 900 millions de dollars de crédit à taux préférentiels aux autres membres de l'OCS lors du sommet de Tachkent de juin 2004¹⁶.

¹⁴ Mohammad-Reza Djalili et Thierry Kellner, « L'Asie centrale, terrain de rivalités », *Le courrier des pays de l'est*, no.1057 septembre-octobre 2006, p.14.

¹⁵ *Idem*, p.15.

¹⁶ *Idem*, p.15.

L'OCS, comme toute organisation, n'est pas à l'abri des problèmes. Malgré toutes les déclarations de principe qui suivent les sommets ainsi que les groupes et conseils créés dans le but d'améliorer l'efficacité de l'OCS, les membres doivent arriver à mettre en pratique leurs intentions. Pour que l'OCS atteigne ses objectifs et qu'elle devienne une organisation influente avec une bonne cohésion, la clé du succès réside dans un partenariat stratégique sino-russe fort et stable. Comme nous l'avons présenté dans la première partie de ce travail, le partenariat stratégique sino-russe est en pleine santé, la relation ne cesse de s'améliorer et les deux pays consacrent beaucoup d'énergie à l'OCS, ce qui est de bonne augure pour le futur de l'organisation.

De plus, le problème actuel de la prolifération nucléaire (Corée du Nord et Iran) sur la scène internationale, à cause de l'instabilité qu'il génère, devrait avoir comme effet d'amplifier la collaboration et la coordination du partenariat stratégique sino-russe à travers l'OCS¹⁷. Pour Yu Bin, malgré certains problèmes qui peuvent exister au sein de l'OCS, « the SCO's biggest achievement is the fact that it survived the "paradigm change" of international relations after Sept.11, and then emerged with more elaborate institutions and even enlarged with several observer members »¹⁸. La Chine et la Russie, avec leurs partenaires d'Asie centrale, semblent donc déterminées dans leur volonté d'améliorer la structure et d'accentuer l'influence de l'OCS au niveau régional et mondial. L'effort déployé par Beijing et Moscou nous laisse présager que l'OCS se dirige vers un avenir institutionnel cohérent et efficace et que l'organisation sera en mesure d'atteindre un niveau d'influence régional et international suffisant qui lui permettra d'atteindre ses objectifs.

¹⁷ Bin, (janvier 2007), op.cit.

¹⁸ Bin, (juillet 2006), op.cit.

3.4 - Intérêts Chinois, Russes et Indiens en Asie centrale

3.4.1 - Chine

Pour la Chine, l'instabilité causée par les nouvelles menaces qui sont apparues en Asie centrale à la fin de la Guerre froide, a amené les dirigeants à s'intéresser de plus près à cette région. Les intérêts qui amènent Beijing à se préoccuper de l'Asie centrale sont multiples.

Premièrement, nous pouvons évoquer qu'au niveau national la Chine a entrepris de combattre le séparatisme ouïghour dans la région du Xinjiang. La république autonome chinoise du Xinjiang est située à la frontière avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan. La Chine ne voudrait pas qu'un mouvement d'unification ethnique s'installe car les pays d'Asie centrale possèdent tous d'importantes minorités ouïgours sur leurs territoires. Le Kazakhstan posséderait selon les statistiques officielles 210 000 ouïgours sur son territoire, le Kirghizstan 46 000 et l'Ouzbékistan 30 000¹⁹. Beijing ne veut pas perdre cette région car elle contient d'importantes ressources naturelles indispensables au développement économique de la Chine. De plus, le Xinjiang relie la Chine à l'Asie centrale et constitue donc un corridor économique important. Beijing cherche à augmenter ses relations économiques avec l'Asie centrale car cela va lui permettre de développer le Xinjiang, ce qui aura pour effet de diminuer le mouvement séparatiste. Les deux premiers partenaires commerciaux du Xinjiang sont le Kazakhstan et le Kirghizstan. En entretenant de bonnes relations avec l'Asie centrale, principalement à travers l'OCS, la Chine reçoit l'appui des membres dans son conflit l'opposant aux militants séparatistes au Xinjiang. : « De manière générale, la Chine a cherché à obtenir de ses voisins qu'ils confirment leur engagement à coopérer avec elle dans son combat

¹⁹ Ramakant Dwivedi, « China's Central Asia Policy in Recent Times », *China and Eurasia Forum Quarterly*, vol. 4, no. 4, 2006, p. 142.

contre le séparatisme ouïgour »²⁰. Le Kirghizstan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et même le Turkménistan ont signé des accords de coopération avec Beijing dans sa lutte contre le séparatisme ouïgour.

Deuxièmement, l'OCS permet à la Chine de diminuer l'instabilité politique qui proviendrait d'Asie centrale. L'OCS permet d'entretenir des liens politiques avec les gouvernements d'Asie centrale car les gouvernements en place sont fragiles et pourraient être renversés par l'opposition à l'aide du terrorisme et de l'extrémisme religieux. La Chine soutient politiquement les gouvernements en place pour empêcher un renversement de ceux-ci, ce qui produirait une instabilité que Beijing ne veut pas voir près de ses frontières, instabilité qui pourrait s'étendre jusqu'au Xinjiang. Selon Marc Lanteigne: « The Shanghai Cooperation Organization is becoming one of China's most valuable assets in dealing with the new political and strategic realities of its western frontier »²¹. L'OCS, permet donc à la Chine de diminuer l'instabilité à sa périphérie et de limiter l'influence extérieure qui pourrait venir perturber la stabilité interne dans la république autonome du Xinjiang.

Les révolutions des couleurs qui se sont produites dans l'ancien espace soviétique (Géorgie 2003, Ukraine 2004, Kirghizstan 2005) sont un bel exemple de l'instabilité qu'essaie de freiner la Chine près de sa frontière. Lors de la répression d'Andijan en Ouzbékistan en mai 2005, les gouvernements russes et chinois ont soutenu le Président Islam Karimov de l'Ouzbékistan. Le Gouvernement a dû faire face à une émeute dans une prison et à des manifestations anti-gouvernementales dans la région d'Andijan. La répression du Gouvernement qui a suivi aurait fait une centaine de morts et blessés. La communauté internationale, principalement les États-Unis, a critiqué la répression. À la suite des incidents et pour diminuer l'instabilité qui s'installait graduellement, la Chine a reçu le Président Karimov et a signé un

²⁰ Djalili et Kellner, op.cit. p.13.

²¹ Lanteigne, (2005), op.cit. p.124.

traité de *Partenariat, d'amitié et de coopération* avec l'Ouzbékistan, ainsi que 14 autres accords pour approfondir leur coopération mutuelle et 20 contrats économiques d'une valeur totale de 1.5 milliards²².

La Russie, pour sa part, a décidé à la suite de ces événements de mener un exercice militaire conjoint avec l'Ouzbékistan. L'Ouzbékistan, en conséquence a donc permis à la Russie d'utiliser son territoire pour y déployer des troupes militaires. De plus, pour calmer les critiques internationales, le Ministre des Affaires étrangères russes, Sergei Lavrov, a décrit les incidents d'Andijan comme étant « the operation of Islamic extremists, Taliban leftovers and some Chechen terrorists »²³.

L'OCS, à travers un de ses communiqués publié en juillet 2005, a demandé à Washington et sa coalition de définir un calendrier de retrait de leurs forces armées sur le territoire de l'OCS, c'est-à-dire les bases américaines sur les territoires ouzbeks et kirghizes. La coalition américaine avait déclaré que l'utilisation des bases militaires en Asie centrale serait temporaire. Mais sans vouloir créer des tensions avec Washington et pour apaiser la demande de retrait, la même déclaration stipule aussi que l'OCS supporte et continuera de supporter les efforts américains en Afghanistan dans la lutte contre le terrorisme. À la suite de la répression d'Andijan, les États-Unis ont demandé une enquête internationale sur les événements et ont permis l'évacuation de réfugiés ouzbek situés au Kirghizstan, ce qui a grandement déplu au gouvernement ouzbek. Le jour même de l'évacuation des réfugiés, le gouvernement ouzbek demandait aux Américains de quitter la base Karchi-Khanabad. Tachkent avait l'appui de l'OCS grâce au communiqué de juillet 2005. Le dernier avion américain a quitté la base le 21 novembre 2005.

²² Bin, (juillet 2005), op.cit.

²³ Mikhail Zygar, « The Third Among Equals », agence de presse russe Kommersant en ligne, 3 juin 2005, www.kommersant.com/

En plus des soupçons selon lesquels Washington serait derrière les révolutions des couleurs, le Gouvernement Ouzbek s'est retiré du GUUAM (Géorgie–Ukraine–Ouzbékistan–Azerbaïdjan–Moldavie). Tachkent a également rejoint les rangs en janvier 2006 de la CEE (Communauté Économique Eurasiatique) et de l'OTSC (Organisation du Traité de Sécurité Collective) deux organisations dominées par la Russie qui servent à promouvoir l'intégration régionale dans l'ancien espace soviétique. L'Ouzbékistan s'est donc tourné vers la Russie et la Chine pour protéger sa souveraineté aux dépens des intérêts américains dans la région.

La Russie et la Chine ont donc soutenu le régime de Karimov face aux critiques internationales et ont démontré à travers cette crise, qu'elles étaient prêtes à soutenir les régimes en place en Asie centrale et à travailler ensemble pour stopper les révolutions des couleurs qui frappent l'ex-URSS depuis 2003. Selon Facon « la dégradation de la situation au Kirghizstan depuis la « révolution des tulipes » nourrit bien sûr l'argumentaire des membres de l'OCS sur les méfaits des « révolutions » imputables à d'obscures influences extérieures »²⁴. Depuis 2005, les accords de coopération entre membres de l'OCS portant sur le terrorisme servent de prétexte au soutien qu'accorde la Chine et la Russie aux régimes en place en Asie centrale. L'OCS, qui a servi d'interface pendant la crise d'Andijan, a permis aux membres de se rencontrer, de trouver une solution commune à cette crise et de coordonner leurs politiques, ce qui eut comme effet de diminuer l'instabilité politique près de la frontière chinoise et d'écarter l'Ouzbékistan de la sphère d'influence américaine.

Troisièmement, l'OCS permet à la Chine de créer des liens politiques et économiques avec l'Asie centrale. Au plan politique, la Chine veut bâtir de solides relations car cela lui permet de s'intégrer plus facilement au système international. Cela a aussi pour effet d'éviter l'isolement politique, isolement qu'elle a vécu à la

²⁴ Facon (2006) op.cit. p32.

suite des événements de Tienanmen en 1989. Cette situation sert également les intérêts des régimes autoritaires d'Asie centrale car la Chine, avec son poids international, offre en revanche des « parapluies diplomatiques »²⁵ à ces régimes. De plus, dans la *Déclaration de Douchanbe* lors du sommet du « Groupe de Shanghai » de 2000, il y a deux références à Taiwan. Bien que Taiwan ne soit pas situé en Asie centrale, la Chine a tout de même réussi à obtenir l'appui important des membres dans son conflit l'opposant à Taiwan. Toujours dans l'optique d'améliorer ses relations diplomatique, la Chine a signé un *Traité de Bon Voisinage et d'Amitié* avec le Kazakhstan et le Kirghizstan et Beijing a renforcé ses liens avec le Kazakhstan en atteignant le stade de partenariat stratégique en 2005.

Au niveau économique, l'Asie centrale dispose d'un énorme potentiel qui n'est pas à négliger. Les échanges de la Chine avec les pays d'Asie centrale se situaient en 2005 à 8.7 milliards de dollars²⁶. Ce montant représente trois fois le montant de 2002²⁷, ce qui démontre bien l'importance grandissante de l'Asie centrale dans les relations chinoises. Toutefois les échanges entre la Chine et l'Asie centrale ne représentent que 0.6% du total des échanges chinois²⁸. La Chine a besoin d'importer des matières premières pour soutenir son développement économique interne et l'Asie centrale en possède beaucoup. L'Asie centrale est riche en aluminium, zinc, cuivre et en minerais de fer.

Beijing espère bien augmenter ses échanges commerciaux avec les membres de l'OCS, s'ils se situent présentement à 40 milliards ces échanges pourraient bien atteindre 100 milliards en 2010²⁹. Pour atteindre ce chiffre, la Chine cherche à construire des infrastructures de communications pour faciliter et stimuler son

²⁵ Djalili et Kellner (2006), op.cit. p15.

²⁶ Idem., p.13.

²⁷ Idem., p.13.

²⁸ Idem., p.13.

²⁹ Idem., p.15.

commerce avec l'OCS. En 2004, un accord dans le secteur ferroviaire a été signé avec le Kazakhstan et un accord concernant les réseaux routiers et aériens a été conclu avec le Kirghizstan. Toujours en 2004, un passage frontalier a été ouvert entre le Tadjikistan et la Chine et un service d'autobus a été mis en place. Dans cet esprit, le Tadjikistan a reçu, à travers l'OCS, un prêt à taux préférentiel de la Chine, pour la construction et la réparation d'un tronçon de route rattaché à l'axe routier reliant le Xinjiang, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan³⁰. De plus, les autorités du Xinjiang veulent améliorer les transports dans la région, notamment à travers un projet de voie ferré joignant le Xinjiang, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan. Les autorités chinoises ont aussi offert de relier les membres de l'OCS à travers un réseau de fibre-optique d'ici 2010 dans le but d'augmenter les communications entre les membres³¹.

Aussi l'OCS estime que l'Asie centrale pourrait servir de pont entre l'Europe et ses pays membres pour de futurs échanges commerciaux. L'OCS aimerait bien faire revivre la route de la soie qui partait de la Chine pour rejoindre le Moyen-Orient. De nos jours, le projet rejoindrait la Turquie. Tous les pays eurasiatique, dont la Chine, l'Inde et la Russie profiteraient de cette route. Comme nous l'avons analysé dans la première partie de ce travail, la réouverture du col de Nathu La Pass entre la Chine et l'Inde est un des premiers gestes qui pousse vers la renaissance de la route de la soie. Le projet de relier le pacifique à l'Europe figure dans les plans chinois, indiens et russes et de l'OCS :

³⁰ Idem., p.14.

³¹ Gulnoza Saidazimova, « China Makes Further Economic Inroads into Central Asia », *RFE/RL News-line*, 22 juin 2006, cité dans Dwivedi (2006) op.cit., p.148.

« This approach is accepted by a number of Asian and European states that are interested in the grand project of the 21st Century—the Trans-Continental Economic Bridge. In China, for example, this project has been adopted as a government program. The project means to build a high-tech-based network of high-speed transport and communications lines in the expanses of Eurasia, and thus to unite Asian and European nations in a new type of association for development. The central purpose of such an association would be to build, through joint efforts, an integrated super-modern infrastructure for transport, energy, and communications, that would extend from the Pacific through to the Atlantic, and thus provide a basis for rapid economic development of the whole mass of Eurasia in the 21st Century »³².

Les autorités chinoises veulent accroître le potentiel économique de l'OCS car ils savent que l'OCS avec un potentiel économique plus élevé, leur procurerait une plus grande influence sur la région. Beijing est conscient de l'importance de son poids économique sur les relations qu'elle entretient : « il constitue l'un des instruments les plus puissants dont dispose la Chine pour asseoir son influence en Asie centrale »³³. Beijing produit beaucoup d'efforts pour renforcer le commerce entre les membres de l'OCS. Les membres de l'OCS auraient discuté de la possibilité de créer une zone de libre-échange à travers les membres de l'organisation³⁴. En 2003, les chefs de gouvernement des membres de l'OCS ont signé le « Programme de coopération commerciale et économique ». Ce document fixe les grandes orientations de l'intégration économique de l'OCS à l'aube de 2020. Ce document prévoit aussi l'instauration à terme d'un marché commun où la libre circulation des biens de marchandises, des services, des capitaux et des technologies serait permise. À la réunion de l'OCS à Moscou en octobre 2005, le Premier Ministre chinois Wen Jiabao encourageait les membres de l'organisation à étendre la coopération dans le domaine des transports et de l'énergie avec les pays observateurs de l'organisation. Beijing cherche à promouvoir la coopération multilatérale dans le domaine économique au

³² Vladimir S. Myasnikov, « The strategic triangle of Russia, China, and India: The Eurasian aspect », *Executive Intelligence Review*, 4 avril 2003, www.larouchepub.com

³³ Djalili et Kellner (2006), op.cit., p.15.

³⁴ Judith F. Kornberg et John R. Faust, *China in World Politics*, Boulder, Colo.: Lynne Rienner Publishers, 2004, p.114.

moyen de l'OCS³⁵. Avec le commerce qui augmente dans la région, la sécurisation de celui-ci acquiert ainsi une importance stratégique. La Chine cherche de la sorte à rehausser ses relations militaires avec l'Asie centrale. Lors du sommet de l'OCS de juin 2005, le Conseiller d'État chinois Zhou Yongkang, déclarait :

« Security cooperation needs to be strengthened, and China is willing to join efforts with other SCO members to further expand consensus, take real measures to carry out existing agreements and provide a safe environment for social and economic development of the region »³⁶.

Sur le plan militaire, à la suite des avancées militaires des États-Unis en Asie centrale qui ont suivi les événements de septembre 2001, « la réaction de la Chine a été de renforcer ses activités diplomatiques dans la région et de préconiser une coopération sur la sécurité régionale excluant les États-Unis »³⁷. Dans cet esprit, les dirigeants chinois auraient l'intention d'installer une base militaire à Osh dans le sud du Kirghizstan et auraient même déjà contacté Bichkek à cet égard³⁸. Beijing chercherait aussi à reprendre la base ouzbèke de Karchi-Khanabad évacuée par les Américains en 2005³⁹. Beijing a toutefois nié vouloir implanter des bases militaires en Asie centrale. Pour Stephen Blank, cette stratégie démontre l'importance grandissante de l'aspect militaire comme instrument politique pour les dirigeants chinois :

³⁵ Djalili et Kellner (2006), op.cit., p15.

³⁶ Yu Bin, (juillet 2005), op.cit.

³⁷ Elizabeth Wishnick, « Les relations sino-russes dans le nouveau contexte international », Perspectives Chinoises, no. 72, juillet-août 2002, p.20.

³⁸ Facon, (2006), op.cit., p.34.

³⁹ Idem .p35.

« Beijing's search for a base has occurred against a backdrop of growing regional militarization and an intensification of great power rivalry in Central Asia. Thus, China's requests of Kyrgyzstan and Uzbekistan, even if made sotto voce, have served to heighten the geopolitical jockeying in the region. It also suggests a growing willingness entertain the use of the military instrument to address regional issues »⁴⁰.

La Chine entretient aussi des liens militaires avec le Tadjikistan en formant des officiers tadjiks et il ne faut pas oublier que le Kirghizstan et la Chine ont mené à plusieurs reprises des exercices militaires conjoints dans le passé.

Quatrièmement, la Chine cherche à augmenter son influence dans la région pour les raisons que nous avons énumérées auparavant, mais aussi à cause de l'imposante réserve en ressource énergétique qu'elle possède. Dans le but d'assurer sa sécurité énergétique, la Chine cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement pour éviter la dépendance envers un seul fournisseur. Un autre objectif de l'intérêt chinois pour l'énergie de l'Asie centrale c'est de contrer la dépendance chinoise aux importations énergétiques en provenance du Moyen-Orient. Cette dépendance oblige Beijing à se soumettre au contrôle de la marine américaine. Ceux-ci contrôlent les transports maritimes en provenance du Moyen-Orient ce qui hausse le coût des livraisons de 20% à cause de cette sécurisation⁴¹. Beijing cherche à se défaire de cette dépendance car si un conflit survenait entre la Chine et les États-Unis, la Chine pourrait bien être privée d'énergie. Le transport d'énergie en provenance de l'Asie centrale permet donc à la Chine de se débarrasser d'une partie du contrôle maritime américain.

Dans le but de sécuriser ses importations énergétiques, Beijing cherche à faire l'acquisition de gisements de pétrole. Cette stratégie permet à la Chine de se protéger

⁴⁰ Stephen Blank, « China joins the great central Asian base race », *Eurasianet*, 16 novembre 2005, www.eurasianet.org

⁴¹ Christian Constantin, « Le partenariat stratégique sino-russe : une alliance artificielle ? », mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal, janvier. 2003, p.80.

de la fluctuation des prix de l'énergie et de diversifier ses partenaires dans le but d'éviter une dépendance envers un partenaire. Cette situation acquiert une importance capitale pour Beijing car la consommation annuelle de pétrole de la Chine entre 2010 et 2020 passera de 355 millions de tonnes à 500 millions de tonnes et le déficit pétrolier de la Chine se chiffrera à 240 millions de tonnes⁴².

En 1997, la Chine a acquis 60% du gisement pétrolier d'Aktiubinsk au Kazakhstan⁴³. Toujours en 1997, la compagnie chinoise CNPC a aussi obtenu un contrat pour développer le gisement pétrolier kazakh d'Uzan, contrat évalué à près de 9 milliards\$⁴⁴. En 2004, la CNPC investi avec la compagnie kazakhe KazMunaiGaz dans la construction d'un pipeline reliant Atasu au Kazakhstan au Xinjiang. Le pipeline est opérationnel depuis mai 2006. La CNPC a gagné sa soumission pour l'achat de la compagnie PetroKazakhstan en août 2005 d'une valeur de 4.18 milliards\$⁴⁵. En 2006, la Chine a signé un accord avec le Turkménistan qui prévoit la construction d'un gazoduc entre les deux pays, projet qui doit arriver à terme en 2009. L'accord signé entre la Chine et le Turkménistan prévoit l'achat de 30 milliards de m³ de gaz par an pendant 30 ans⁴⁶. L'Ouzbékistan et le Kazakhstan pourraient aussi être associés au projet⁴⁷. Toutefois, certains problèmes financiers et des doutes quant aux réserves réelles du Turkménistan laissent une incertitude sur la réalisation du projet. En juin 2006, la Chine a signé un accord avec l'Ouzbékistan pour l'investissement de 210 millions\$ dans l'exploration du gaz et du pétrole pour les cinq prochaines années⁴⁸.

⁴² Izvestiya Kazakhstan, 17 décembre 2005, cité dans Dwivedi, op.cit.p.148.

⁴³ Lanteigne, (2005), op.cit., p.131.

⁴⁴ Ibid, p.132.

⁴⁵ Bruce Pannier, « Kazakhstan/China : oil deal marks Beijing's 1st foreign energy takeover », Eurasianet, 23 août 2005, www.eurasianet.org/

⁴⁶ Djalili et Kellner (2006), op.cit., p.14.

⁴⁷ Ibid., p.12.

⁴⁸ Dwivedi (2006), op.cit., p148.

La Chine cherche à assurer sa sécurité énergétique et l'OCS permet à la Chine d'entretenir des liens institutionnels avec des gouvernements qui ont d'importantes ressources énergétiques : « In the short term, however, the SCO serves Chinese interests in the energy area by ensuring an institutional link to the energy-producing states in which Beijing has shown increasing interests »⁴⁹. La proposition du Conseil Commercial de l'OCS d'instaurer un club énergétique permettra à Beijing un accès sécurisé à des ressources énergétiques abondantes.

Un autre objectif que vise la Chine en Asie centrale à l'aide de l'OCS, mais qui n'est jamais ouvertement évoqué par les dirigeants chinois, c'est de diminuer l'influence américaine dans la région. La Chine a vu plusieurs bases militaires américaines apparaître tout près de ses frontières à la suite des attaques du 11 septembre 2001 (Ouzbékistan, Kirghizstan et Afghanistan). Les États-Unis possèdent aussi des bases militaires en Corée du Sud, au Japon, à Singapour et en Thaïlande. Les dirigeants chinois craignent de se faire encercler par les États-Unis. Beijing appréhende qu'une présence accrue des Américains en Asie centrale ne déstabilise la région en encourageant d'autres changements de régime. La Chine et la Russie soupçonnent les États-Unis d'être derrière les révolutions des couleurs et la Chine craint que ces changements de régimes n'atteignent le Xinjiang. L'OCS permet donc à la Chine de contenir les avancées militaires des Américains en Asie centrale.

De plus, en voulant diminuer l'influence américaine dans la région à l'aide de l'OCS, Beijing cherche aussi à promouvoir son Nouveau Concept de Sécurité :

⁴⁹ Lanteigne, (2005), op.cit., p.133.

« The SCO has provided the most visible model of Beijing's New Security Concept via the use of informal cooperation and community-building rather than through hierarchical alliances. Since the end of the cold war, China's security thinking has expanded to include a far more heterogeneous approach to defense and strategy, including diplomacy, economic factors, developing mutual interests, as well as separating short-term fundamental issues from longer-term goals »⁵⁰.

Le Nouveau Concept de Sécurité chinois est en opposition avec le concept de sécurité américain car il repose sur le multilatéralisme et non sur une hiérarchie comme pour les alliances qu'entretiennent les États-Unis. L'OCS permet donc à Beijing d'imposer sa vision des relations internationales, vision qui tend à créer un monde multipolaire en opposition au monde unipolaire revendiqué par les Américains.

Pour Beijing, l'OCS est le prolongement de sa politique étrangère. L'organisation lui sert d'interface pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée avec sa politique étrangère et lui permet de limiter l'instabilité politique et militaire à ses frontières. L'OCS sert à limiter l'influence étrangère qui pourrait venir perturber la paix dans la région et à l'intérieur des ses frontières, c'est-à-dire au Xinjiang. L'OCS lui permet d'entretenir des relations cordiales avec les États d'Asie centrale ce qui lui procure des appuis politiques, une intégration internationale et limite l'influence américaine dans la région.

La Chine utilise aussi son poids économique pour augmenter le potentiel de l'OCS et par le fait même son influence auprès des Gouvernements de la région. L'OCS lui assure une certaine sécurité énergétique, sécurité primordiale si la Chine veut continuer son développement économique en toute quiétude. La Chine démontre qu'elle est aussi prête à augmenter le potentiel militaire de l'OCS pour sécuriser la région.

⁵⁰ Ibid., p.139.

Avec la montée de l'influence chinoise en Asie centrale, l'OCS permet à la Chine et la Russie de coordonner leurs efforts dans la région et non de créer des conflits entre les deux partenaires « pour l'heure, cette influence chinoise n'est pas directement dirigée contre celle de Moscou »⁵¹. Selon Marc Lanteigne, la Chine tient à ce que la Russie soit présente en Asie centrale : « Beijing is nevertheless interested in keeping Moscow engaged as an important regional actor despite its loss of political power and prestige as a result of the fall of the USSR »⁵². L'OCS institutionnalise les liens sino-russes et solidifie du même coup le partenariat stratégique.

3.4.2 - Russie

Pour Moscou, les intérêts qui l'amènent à s'intéresser à l'OCS sont similaires à ceux de Beijing, avec un aspect historique en plus. L'Asie centrale fait partie de l'ancien espace soviétique et la Russie entretient encore de forts liens culturels avec ses ex-républiques. À cause de ses liens historiques, Moscou considère l'Asie centrale comme étant sa sphère d'influence naturelle et cherche à y regagner une influence qui a déclinée avec la chute de l'URSS: « As the governor of most of this region for over a century, it has long historical and cultural ties and a strong belief that Central Asia is its sphere of influence »⁵³.

L'insécurité qui s'est installée en Asie centrale à la suite de l'effondrement de l'URSS et de l'apparition de nouvelles menaces, inquiète les dirigeants russes : « Russians leaders continue to insist that the greatest threats to Russian security come from Central Asia and other regions south of Russia »⁵⁴. La Russie cherche ainsi à

⁵¹ Thomas Gomart, « Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique ? », *Le courrier des pays de l'est*, no.1055 mai-juin 2006. p.10.

⁵² Lanteigne (2206), op.cit., p.139.

⁵³ Idem.

⁵⁴ Yu Bin, « Pollution, Politics, and Partnership », *Comparative Connections*, vol.7, no.4, janvier 2006, www.csis.org.

créer un « arc de stabilité »⁵⁵ à sa frontière, ce qui lui permettra de se reconstruire plus rapidement. L'OCS permet à Moscou la réalisation de cet « arc de stabilité » en Asie centrale et aussi de limiter l'influence étrangère qui s'installe dans la région car cette influence pourrait avoir des répercussions à l'intérieur même de la Russie.

La Russie aimerait bien reconquérir le statut de grande puissance qu'elle détenait au temps de la Guerre froide. L'OCS, tout comme pour la Chine, offre des appuis politiques important à la Russie dans ses positions politiques au niveau international :

« Pour la Russie, l'Organisation de coopération de Shanghai, dans laquelle elle voit « un facteur déterminant de la politique internationale », constitue l'une des nombreuses structures multilatérales sur lesquelles elle s'appuie pour régénérer sur le plan international son influence et son rayonnement, sensiblement amoindris depuis l'éclatement de l'URSS »⁵⁶.

Les discours et déclarations de l'OCS reprennent des thèmes que l'on retrouve dans les discours et déclarations de la Russie. Les préoccupations sont les mêmes à l'OCS qu'aux Nations Unies, deux organisations qu'affectionne particulièrement Moscou car elles lui permettent de se faire entendre sur les grands dossiers internationaux.

La Russie s'est intéressée à l'OCS (à l'époque le « Groupe de Shanghai ») lorsque la tension avec les États-Unis s'était élevée au sujet de l'intervention de l'OTAN au Kosovo. Par la suite, l'apparition de l'OTAN dans l'ancien espace soviétique poussera la Russie à chercher un contrepoids à cette intrusion. Depuis cette époque, la Russie cherche à diminuer l'influence américaine en Asie centrale et l'OCS lui permet d'en limiter les effets négatifs : « L'OCS est, pour Moscou, la pièce maîtresse de ses efforts destinés à promouvoir un regroupement de la « communauté asiatique » face à la prééminence internationale des États-Unis »⁵⁷. Il ne faut pas

⁵⁵ Ariel Cohen, *Eurasia in Balance: The US and regional Power Shift*, Burlington, VT: Ashgate 2005, p.5.

⁵⁶ Facon, (2006), op.cit., p.28.

⁵⁷ Idem, p.30.

oublier non plus, que l'Ukraine et la Géorgie, avec l'aide des États-Unis, cherchent à réactiver le GUAM⁵⁸.

Un atout que possède Moscou par rapport aux États-Unis, c'est les liens culturels et linguistiques qui unissent la Russie à l'Asie centrale. La langue russe est encore fréquemment utilisée en Asie centrale, ce qui permet à la Russie d'entretenir de forts liens culturels avec les républiques d'Asie centrale. La langue permet aussi à Moscou d'exercer une influence sur les médias et l'information qui circulent en Asie centrale tel que la télévision, la radio, les journaux, les magazines, les livres et les serveurs d'accès à internet. « Les autorités russes ont pris conscience de l'importance de leur langue comme vecteur d'influence »⁵⁹ et cherchent à maintenir ou réintroduire l'enseignement de la langue russe dans les écoles d'Asie centrale. La Russie accueille aussi plusieurs étudiants des ex-républiques et offre la formation gratuite en Russie aux enseignants de langue russe provenant d'Asie centrale. L'usage de la langue russe et les liens culturels historiques procurent donc une influence importante à Moscou dans la région.

Une différence qui joue en faveur de Moscou, surtout depuis les révolutions des couleurs, ce sont les concepts de changements de régime, de démocratie et d'intervention humanitaire qui sont si chères à Washington. Le Kremlin ne cherche pas à introduire la démocratie en Asie centrale, contrairement à la Maison Blanche, qui est accusée d'être derrière les révolutions des couleurs. Les régimes d'Asie centrale, n'apprécient pas trop l'ingérence américaine dans leurs affaires internes et craignent de se faire renverser à leur tour. De plus les Américains, depuis le 11 septembre 2001 se sont concentrés sur la lutte anti-terroriste et ont mis peu d'emphase sur le développement interne des pays d'Asie centrale. La déclaration de juillet 2005 de l'OCS appelle « au respect de la diversité des cultures et des

⁵⁸ Idem, p.31.

⁵⁹ Gomart, op.cit, p.9.

civilisations dans le monde », au « droit de chaque peuple à sa propre voie de développement » et à « l'égalité en droits, du respect mutuel et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays souverains »⁶⁰. Selon Facon :

« Ces prises de positions constituent une référence évidente à l'opposition de la Russie et des autres membres de l'OCS aux efforts fournis par « certains pays » pour imposer la démocratie de l'extérieur, en encourageant différents acteurs (ONG, fondations, etc.) à participer plus ou moins directement aux « révolutions des couleurs »⁶¹.

À cause de l'imprévisibilité de l'attitude de Washington et de son soutien aux révolutions des couleurs, les républiques centre-asiatiques ont délaissé l'influence américaine pour se réfugier sous l'influence russe et chinoise: « In this environment, the SCO sought to limit Washington's presence in the region – Uzbekistan, Kazakhstan, Kyrgyzstan and Tajikistan shifted their support to China and Russia in order to protect their sovereignty from U.S. meddling »⁶². Les liens politiques engendrés par l'OCS et l'indulgence de la Russie et de la Chine face au concept américain de changement de régime vont donc être récompensés.

La relation militaire qu'entretient la Russie avec les républiques d'Asie centrale est un levier politique important pour Moscou : « And the purpose of projecting that power is not merely to defend Central Asia against Islamic radical-related security threats and internal upheavals, but also to assert and consolidate a Russian-dominated sphere of influence there »⁶³. La Russie dispose de quelques bases militaires en Asie centrale ce qui lui permet de garder une influence importante sur les gouvernements en place. La Russie a ouvert, en 2003, une base militaire sur le territoire du Kirghizstan à Kant et en 2004, la Russie disposait de 500 hommes sur le

⁶⁰ Facon (2006), op.cit., p.31.

⁶¹ Idem.

⁶² Adam Wolfe, « The 'Great Game' heats up in Central Asia », *Eurasianet*, 3 août 2005, www.eurasianet.org/

⁶³ Stephen Blank, « It's time to pay attention to Russian military reforms », *Eurasianet*, 4 janvier 2007, www.eurasianet.org/

territoire Kirghize⁶⁴. La base de Kant est par contre établie sous l'auspice de l'OTSC. Le Kremlin a profité de l'instabilité qui découlait de la « révolution des tulipes » au Kirghizstan en mars 2005, pour se rapprocher du pouvoir en place grâce aux contacts qu'il avait gardés avec d'anciens apparatchiks soviétiques. Lors de la rencontre d'avril 2006 entre les deux gouvernements, la Russie a annoncé qu'elle comptait doubler ses effectifs humains et sa flotte aérienne à la base de Kant⁶⁵ et qu'elle voudrait renforcer la coopération militaire entre les deux pays. Les États-Unis viennent en quelque sorte freiner l'expansion russe au Kirghizstan car ils possèdent eux aussi une base militaire à Manas sur le territoire kirghize.

En octobre 2004, la Russie s'est vu octroyer l'autorisation de créer une base militaire permanente au Tadjikistan. La Russie comptait 7800 hommes sur le territoire Tadjik en 2004⁶⁶. La Russie dispose maintenant de deux bases au Tadjikistan, la première à Ayni et l'autre tout près de Douchanbe. Moscou a acheté des autorités tadjiks, toujours en 2004, la station de surveillance spatiale de Nurek qui est capable de détecter des objets à plus de 6000 miles dans l'espace.

La Russie entreprend régulièrement des manœuvres conjointes avec le Kazakhstan dans le domaine de la défense aérienne et du contrôle des frontières et a signé un programme de coopération avec ce dernier qui prévoit un accroissement du nombre d'officier kazakhs formés dans les instituts militaires russes. Il ne faut pas oublier non plus qu'en 2005, à la suite des incidents d'Andijan, l'Ouzbékistan a permis à la Russie de déployer des troupes sur son territoire en cas d'urgence et que Moscou chercherait maintenant à y installer une base militaire permanente depuis

⁶⁴ IISS, *The Military Balance*, 2004-2005, London, Oxford University Press, 2004, p.109-110, dans Gomart (2006), op.cit.p.7.

⁶⁵ Gomart, (2006), op.cit., p.6.

⁶⁶ IISS, (2006), op.cit.p.7.

l'éviction des Américains⁶⁷. La relation militaire ne s'arrête pas là, car la Russie et l'Ouzbékistan vont produire 40 avions cargo II-76 pour la Chine et la Russie transférerait des armes à bas prix à l'Ouzbékistan pour favoriser une future présence russe sur le territoire ouzbek⁶⁸. L'intensification des liens militaires entre la Russie et l'Ouzbékistan n'est que le prolongement normal de leur relation depuis la signature du partenariat stratégique entre les deux pays en 2005. Pour Thomas Gomart « la coopération militaire demeure donc un des principaux moyens utilisés par Moscou pour exercer son influence dans l'ancien espace post-soviétique »⁶⁹.

La Russie est consciente de son poids militaire en Asie centrale et elle aimerait bien en tirer avantage. Moscou aimerait renforcer les capacités militaires de l'OCS car cela permettrait à la Russie d'accroître son influence dans la région et dans l'organisation. Le général russe Leonid Ivashov a déclaré à des journalistes que « the SCO should grow into an alliance with a military potential equaling that of NATO »⁷⁰. En plus le général a ajouté que « such an alliance will be capable of constructive collaboration with the West on the whole and NATO in particular, on issues of international security because then it will be a cooperation based on equality and equal weightiness » et « if such an alliance is a success, the world will be a safe and more stable place, and the world will be no longer unipolar »⁷¹. Par contre, les déclarations officielles du Kremlin ne vont pas dans le sens des déclarations du Général Ivashov car Moscou déclare qu'elle n'a aucune intention de transformer l'OCS en alliance militaire capable de contrebalancer l'Occident, les États-Unis ou l'OTAN. Pour sa part, la Chine appuie aussi la position officielle de Moscou et déclare ne vouloir en aucun cas former une alliance militaire à travers l'OCS. L'ancien Secrétaire Général de l'OCS, Zhang Deguang déclarait: « I would like to

⁶⁷ Stephen Blank, « Russia looks to build a new security system in central Asia » *Eurasianet*, 4 janvier 2006, www.eurasianet.org

⁶⁸ Idem.

⁶⁹ Gomart (2006), op.cit., p.7.

⁷⁰ Bin, (janvier 2006), op.cit.

⁷¹ Idem.

state unambiguously that the SCO will never become a military bloc. It neither our inclination nor aim »⁷². Moscou et Beijing ne veulent en aucun cas se mettre Washington à dos et créer des tensions inutilement avec l'OTAN en affirmant que l'OCS pourrait devenir une institution à caractère militaire pouvant contrebalancer les intérêts occidentaux dans la région. Les dirigeants russes et chinois cherchent à minimiser l'importance de l'aspect militaire de l'OCS pour démontrer à Washington qu'ils ne s'opposent pas directement à ses intérêts, qu'ils ne cherchent pas la confrontation directe avec cette dernière.

Malgré les déclarations officielles de Beijing et Moscou, la réalité de la militarisation de l'OCS est tout autre. À la suite du sommet de l'OCS de juin 2006, le Président Hu et le Président Poutine auraient convenu qu'il serait temps de développer le potentiel militaire de l'OCS : « Despite their different takes on the SCO's problems, both Hu and Putin seemed ready to push the organization to develop more capable security mechanisms for regional stability and more effective policy coordination on major regional and international issues »⁷³. Dans la déclaration commune de l'OCS qui a suivi le sommet, 4 des 10 documents qui ont été signés entre les membres se rattachent à la coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité. À ce même sommet, Vladimir Poutine affirmait que l'OCS ne pouvait être perçue comme étant une alliance militaire car l'organisation avait un manque au niveau de la structure de commande et de contrôle⁷⁴. Auparavant, en avril 2006, lors de la rencontre des Ministres de la Défense de l'OCS, le Ministre de la Défense russe, Sergei Ivanov, « recommandait fortement » de créer un centre de commande pour l'OCS⁷⁵. De plus, comme nous l'avons vu précédemment, la Chine cherche à implanter des bases militaires en Asie centrale, suivant cette logique, Beijing devra sans doute suivre les initiatives de Moscou dans le but d'accroître la militarisation de

⁷² Idem.

⁷³ Bin, (juillet 2006), op.cit.

⁷⁴ Blank, (4 janvier 2007), op.cit.

⁷⁵ Idem.

l'OCS. Pour Stephen Blank, même l'Inde, avec l'aide de la Russie, serait intéressée par la militarisation de l'OCS : « Observers note that Russia and perhaps India are seeking to transform the SCO into a true strategic and military alliance »⁷⁶. La Russie voudrait donc renforcer le potentiel militaire de l'OCS car elle sait qu'une militarisation de celle-ci lui permettrait d'amplifier son influence en Asie centrale. Toujours selon Blank, c'est exactement ce qu'elle cherche à faire :

« In 2006, Russia appeared to step up efforts at creating a unified military-political organization in Central Asia, pushing for the Shanghai Cooperation Organization (SCO) to be transformed into a military and defense alliance. Russian officials publicly deny that the SCO is a bloc or military alliance. But Moscow keeps pushing for the SCO and its members to undertake military exercises and to develop defense-related capabilities »⁷⁷.

La Russie semble très sérieuse dans son désir de voir l'OCS amplifier son potentiel militaire car elle prévoit de mettre les ressources de l'OTSC à la disposition de l'exercice militaire que tiendra l'OCS en 2007, justement sur le territoire russe. L'OTSC, créé en octobre 2002, est le complément militaire de la CEE et sert à préserver la paix dans l'ancien espace soviétique. Pour Gomart, l'OTSC « se présente comme une structure de gestion de crise dans l'espace post-soviétique. Elle cherche à constituer des forces mixtes projetables, qui s'inspirent des groupements tactiques de réactions rapides mis en place par l'Union Européenne »⁷⁸. L'OTSC compte dans ses rangs l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, la Russie et le Tadjikistan. Ce sera la première fois que les ressources de l'OCS et de l'OTSC seront mises en commun ce qui aura comme effet d'accroître le potentiel militaire de l'exercice. Depuis 2006, le renforcement des liens entre l'OCS et l'OTSC dans le domaine militaire est également évoqué par les dirigeants russes⁷⁹.

⁷⁶ Blank, (4 janvier 2006), op.cit.

⁷⁷ Blank (4 janvier 2007), op.cit.

⁷⁸ Gomart (2006), op.cit. p.7.

⁷⁹ Djalili et Kellner (2006), op.cit. p.7.

Les membres de l'OCS se préparent à faire un exercice militaire commun en 2007. Cet exercice qui se déroulera dans la région Volga-Oural en Russie, impliquera des unités de terres et aériennes de tous les membres de l'OTSC et de l'OCS. Cet exercice militaire ne sera pas le premier de l'organisation. En octobre 2002, la Chine et le Kirghizstan ont tenu le premier exercice militaire conjoint de l'OCS sur le territoire Kirghize. En août 2003, un exercice de plus grande envergure a eu lieu au Kazakhstan, mais cette fois-ci tous les membres étaient impliqués dans l'exercice, à l'exception de l'Ouzbékistan.

L'exercice militaire conjoint sino-russe (Mission pour la Paix 2005) s'est aussi déroulé sous l'auspice de l'OCS. Il ne faut pas oublier que cet exercice survenait quelques temps après les révolutions des couleurs et la répression d'Andijan. Cet exercice a permis de rehausser le partenariat stratégique sino-russe en plus d'harmoniser les interactions entre les deux forces armées des pays qui ont participé à l'exercice. Par contre, le but non avoué de cette mission était certainement de démontrer clairement aux Américains que l'OCS est disposée et a les moyens nécessaires pour défendre sa sphère d'influence. De plus, il y avait des forces navales dans l'exercice, mais les pays d'Asie centrale membres de l'OCS (sauf le Kazakhstan) n'ont pas accès à la mer ou à l'océan. La présence des forces navales lors de cet exercice auraient servi à envoyer un message à Taiwan en cas d'une éventuelle tentative de séparation et aussi au Japon⁸⁰. Pour Facon, l'ampleur de l'exercice était démesuré comparativement aux objectifs officiels de l'exercice et cela confirme l'intention de militariser l'OCS:

⁸⁰ Elizabeth Wishnick, « Brothers in arms again? Assessing the Sino-Russian military exercises », *PacNet*, Pacific Forum CSIS, num.35. 18 août 2005.

« Le fait que les exercices militaires sino-russes « Mission pour la Paix » de l'été 2005 se soient déroulés sous les auspices de l'OCS confirme l'instrumentalisation par les Russes et les Chinois dans leur démarche destinée à montrer aux États-Unis leur détermination politique et leur puissance militaire (ces exercices étaient d'une trop grande ampleur pour s'inscrire dans le strict cadre de la lutte anti-terroriste, comme veulent le faire croire les explications officielles des deux pays, et donnaient l'impression d'un signal à Taiwan et aux forces américaines dans la zone Asie-Pacifique »⁸¹.

À la suite de cet exercice, l'Inde s'est dit très intéressée par un exercice militaire trilatéral entre la Russie, la Chine et l'Inde⁸². Les autres membres permanents et observateurs de l'OCS ont eux aussi exprimé leur intérêt dans de futurs exercices multilatéraux sous l'auspice de l'OCS.

Sur le plan économique, les dirigeants russes voudraient bien augmenter les échanges commerciaux avec l'Asie centrale encore dans le but de solidifier leur influence dans l'ancien espace soviétique. Le commerce avec les Républiques d'Asie centrale avait diminué à la suite de la fin de la Guerre froide car le coût des transports avait considérablement augmenté avec la fermeture des frontières et l'instauration de système de visa. De nos jours, la situation s'est améliorée car la Russie se situait au premier rang des partenaires commerciaux du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Kirghizstan, et au deuxième rang des partenaires pour le Tadjikistan et le Turkménistan en 2005⁸³. Le commerce russe-kazakh a augmenté de 216,5% entre 2001 et 2005 pour atteindre presque 10 milliards\$⁸⁴. L'on estime qu'environ un cinquième des hommes du Tadjikistan et du Kirghizstan travaillent hors de leur pays, et principalement en Russie et que le nombre d'ouzbek travaillant

⁸¹ Facon (2006) op.cit. p29.

⁸² Yu Bin, « The New World Order According to Moscow and Beijing », *Comparative Connections*, vol.7, no.4, octobre 2005, www.csis.org

⁸³ Djalili et Kellner (2006), op.cit., p.8

⁸⁴ Idem.

en Russie serait aussi considérable⁸⁵. Malgré l'accroissement des échanges commerciaux entre la Russie et l'Asie centrale depuis 2001, l'Asie centrale occupe une place marginale dans le commerce total de la Russie car il n'obtient que 3.96% des échanges totaux⁸⁶.

L'aspect énergétique dans les relations qu'entretiennent Moscou et l'Asie centrale ne doit pas être négligé. Contrairement à la Chine ou à l'Inde, la Russie est un fournisseur d'énergie et non un consommateur. La Russie est un joueur incontournable dans le domaine de l'énergie au niveau mondial car on estime qu'elle possède près de 6% des réserves mondiales de pétrole, 31% de celles de gaz et compterait pour 10% de la production mondiale de pétrole et 22% de celle de gaz⁸⁷. La Russie n'a donc pas besoin de sécuriser ses approvisionnements, mais doit tout de même conclure des ententes avec les gouvernements d'Asie centrale pour obtenir leur pétrole et leurs gaz. La Russie a besoin de leurs ressources pour satisfaire ses propres engagements internationaux. Sans l'énergie centre-asiatique, Gazprom aurait énormément de difficulté à remplir ses obligations nationales et internationales. Selon Djalili et Kellner, pour remplir ses obligations, Gazprom devra contrôler le gaz d'Asie centrale car « les volumes nécessaires étant estimés à 100 milliards de m³ par an à partir de 2010 et éventuellement à 70-80 milliards de m³ par an en provenance du Turkménistan dès 2007-2008 »⁸⁸. Ce facteur ne doit pas être négligé car la compagnie Gazprom contribue énormément au budget fédéral de la Russie⁸⁹. De ce fait, sans les ressources énergétiques de l'Asie centrale, c'est le budget fédéral russe qui en serait affecté. L'approvisionnement des ressources en provenance d'Asie centrale est donc capital pour la Russie.

⁸⁵ Sébastien Peyrouse, « L'Asie centrale quinze ans après l'indépendance : un bilan en demi-teinte », *Politique Étrangère*, no.2, 2006, p.401.

⁸⁶ Djalili et Kellner (2006), op.cit., p.10.

⁸⁷ Gomart (2006), op.cit., p.8.

⁸⁸ Djalili et Kellner (2006), op.cit., p.12.

⁸⁹ Ibid., p.9.

Dans cette perspective, à la fin de 2001, la Russie a signé avec le Kazakhstan et le Turkménistan un accord portant sur la création de sociétés à capital mixte par Gazprom et les compagnies des deux pays pour le développement de leurs ressources gazières⁹⁰. En 2002, la Russie a conclu des ententes avec le Kazakhstan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan pour l'utilisation du réseau russe pour la livraison et le transit de gaz. En 2003, la Russie et l'Ouzbékistan ont décidé de favoriser la participation de la compagnie russe Gazprom au secteur gazier ouzbek et en 2004, les deux pays ont également conclu d'élargir la participation des compagnies russes au secteur des hydrocarbures ouzbeks. Dans la même année, Moscou et Tachkent ont conclu un accord de partage de la production de gaz en Ouzbékistan. Au Turkménistan, la Russie a pris part à la reconstruction des infrastructures gazières. Les compagnies russes Rosneft, Lukoil et Gazprom sont également présentes au Kazakhstan. En avril 2006, un accord qui va permettre d'augmenter le volume de pétrole kazakh qui transite par le territoire russe a été signé entre le Président Poutine et le Président Nazarbayev.

La Russie cherche à consolider son influence dans la région grâce au réseau de distribution qu'elle possède. Depuis l'éclatement de l'URSS, l'Asie centrale est en quelque sorte enclavée à cause de l'intégration des pipelines qui insérait l'ancien espace soviétique dans le réseau de transport d'hydrocarbure. L'intégration des pipelines de l'époque soviétique demeure encore la voie d'exportation la plus économique pour les pays d'Asie centrale, malgré la hausse des coûts due au franchissement des nouvelles frontières, de la corruption et des ruptures de charges⁹¹. Moscou n'hésite pas à se servir de ses infrastructures comme levier d'influence sur les gouvernements d'Asie centrale. Ses infrastructures selon Gomart, représentées pour Moscou « un des outils les plus efficaces à sa disposition »⁹². La Russie doit par

⁹⁰ Idem.

⁹¹ Gomart, (2006), op.cit., p.8.

⁹² Idem.

contre, attirer des investissements étrangers importants pour moderniser et développer les infrastructures de transports, ce qui représente un enjeu majeur si elle veut continuer à exercer une influence considérable sur le secteur de l'énergie en Asie centrale.

Un obstacle majeur aux ambitions russes dans la région, c'est la multiplication des voies d'exportation que peuvent emprunter les ressources énergétiques. Par exemple, l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) brise le monopole russe dans la région car les hydrocarbures d'Asie centrale pourraient transiter par cette route et se rendre sur les marchés internationaux sans transiter par le territoire russe. L'oléoduc construit entre Atasu au Kazakhstan et la région du Xinjiang en Chine, perce encore une fois le monopole russe sur les transports d'hydrocarbures en provenance d'Asie centrale. Il ne faut pas exclure non plus la possibilité qu'une partie du gaz kazakh, turkmène et ouzbek puisse emprunter les réseaux du projet de pipeline Nabucco, qui relierait l'Azerbaïdjan à l'Autriche en 2008⁹³.

Pour la Russie, le fait que d'autres puissances comme la Chine ou les États-Unis s'intéressent aux ressources énergétiques de la région, modifie le rapport qu'elle entretient avec les pays producteurs. La marge de manœuvre des États d'Asie centrale augmente avec l'arrivée de nouveaux acteurs et le Turkménistan a profité de cette situation pour revendiquer une hausse substantielle des prix de son gaz, chose que Moscou a dû accepter en septembre 2006⁹⁴.

Dans le but de permettre une meilleure coordination des politiques d'exportation et de soutenir son emprise sur les ressources et les transports d'énergie centre-asiatique, Moscou chercherait à établir une alliance semblable à l'OPEP

⁹³ Djalili et Kellner (2006), op.cit., p.11.

⁹⁴ Ibid., p.12.

comprenant les ex républiques soviétiques et l'Iran⁹⁵. De la même façon, le club énergétique proposé par le Conseil Commercial de l'OCS en décembre 2006 vise à renforcer l'influence de Moscou dans le domaine énergétique en Asie centrale et de ce fait obtenir une meilleure coopération entre les membres. Le club énergétique ne pourrait pas détrôner l'OPEP dans le domaine du pétrole car on estime les réserves des pays membres de l'OCS, incluant l'Iran, à 20% de réserves mondiales, cependant, au niveau du gaz, on estime les réserves à 50% des réserves mondiales⁹⁶. La particularité du club énergétique proposé par l'OCS c'est qu'il va unir des pays producteurs et consommateurs. La divergence des besoins de ses membres amènera le club énergétique à mieux coordonner leurs politiques énergétiques. De plus, ce club énergétique pourra diminuer la compétition entre les membres soit au niveau des voies de transport, soit au niveau des besoins d'approvisionnement.

Pour Djalili et Kellner, «Même si l'on observe un regain indiscutable de l'influence de la Russie en Asie centrale depuis 2003, sa position n'est peut-être pas aussi solide qu'il y paraît. Celle-ci est à la fois trop puissante pour être évincée de la région et trop faible pour pouvoir imposer à nouveau sa seule volonté »⁹⁷. Dans cette optique, l'OCS sert à sécuriser et protéger les intérêts russes dans la région sans devoir tout accomplir seul.

Pour Moscou, l'OCS permet donc de combler un vide sécuritaire, de partager la tâche pour stabiliser la région, de créer des liens politiques et militaires avec les régimes en place et par le fait même augmenter son influence dans la région. Tout cela permet à Moscou d'obtenir des appuis politiques au niveau international, de promouvoir le multilatéralisme, de limiter les effets négatifs de l'implantation

⁹⁵ A.Rahr, « The new OPEC », *Internationale Politik*, no.1, 2006, p.69-76, cité dans Gomart (2006), op.cit., p.8.

⁹⁶ Sergei Kolchin, « Russia initiates SCO energy club », agence de presse RIA Novosti, 21 juin 2006, <http://en.rian.ru/analysis/20060621/49855458.html>

⁹⁷ Idem, p.12.

américaine dans la région et de montrer à la communauté internationale qu'elle ne craint pas d'engager politiquement la Chine en Asie centrale⁹⁸. La Russie est consciente que la Chine est une puissance émergente et que son influence en Asie centrale grandira avec le temps. Certains experts, comme Harsh V. Pant et Stephen Blank, croient que cette influence grandissante pourrait créer des tensions au sein du partenariat stratégique. Pour nous, à la lumière de l'analyse que nous venons de faire, tant et aussi longtemps que l'influence chinoise passera par l'OCS, la relation sino-russe continuera d'être positive car l'OCS met la Chine et la Russie sur un pied d'égalité. Avec une institutionnalisation des capacités de l'OCS, il deviendra difficile pour l'un des deux partenaires de ne pas tenir compte des intérêts de l'autre, ce qui affecterait par le fait même ses propres intérêts.

3.4.3 - Inde

Le dossier de l'Inde dans l'OCS est quelque peu différent de celui de la Russie et de la Chine car elle ne fait pas partie des membres fondateurs de l'organisation, néanmoins dès 2003, New Delhi cherchait à y adhérer. L'OCS a donc accordé le statut d'observateur à l'Inde lors du sommet de juillet 2005 à Astana au Kazakhstan. La première rencontre de l'OCS incluant l'Inde a eu lieu en octobre de la même année lors de la conférence des Premiers Ministres.

Tout comme pour la Chine et la Russie, l'Inde regarde de plus près ce qui se passe en Asie centrale pour des raisons de sécurité interne. Avec les problèmes qu'elle possède, l'Inde cherche ainsi à intégrer l'OCS car cette dernière va lui permettre de se faire entendre sur les sujets de sécurité qui la concerne.

L'Inde est affectée par le terrorisme et l'extrémisme religieux sur son territoire depuis plusieurs décennies, avec son conflit l'opposant au Pakistan pour le

⁹⁸ Yu Bin, cc juillet 2006.

contrôle du Cachemire. Les liens tissés avec les membres de l'OCS vont permettre à l'Inde de contrer l'influence du Pakistan dans la région : « India, for its part, is concerned to counter the influence of its arch-rival, Pakistan, in Central Asia, believing that Islamabad's close links with central Asia would enable Pakistan to acquire strategic depth in any future war against India »⁹⁹. Le Pakistan ne pourra donc plus se servir de ses liens avec les gouvernements d'Asie centrale pour contrer l'Inde. Par contre, le Pakistan a lui aussi été admis comme observateur dans l'OCS, ce qui le place sur un pied d'égalité avec l'Inde dans l'OCS. L'Organisation permet en conséquence d'accroître les contacts au sommet entre les deux belligérants. La Russie aimerait bien jouer un plus grand rôle dans le rapprochement indo-pakistanaï et l'OCS servira d'intermédiaire dans la résolution du conflit les opposants. L'OCS pourra diminuer les tensions entre l'Inde et le Pakistan, accroître leur coopération régionale et du même coup sécuriser une région fertile en conflit.

Un aspect qui joue en faveur de l'Inde face au Pakistan ce sont les liens qu'entretient Islamabad avec les Talibans et autres groupes terroristes de la région. Les pays d'Asie centrale comme l'Ouzbékistan, le Tadjikistan qui ont eu des problèmes avec les terroristes islamiques ne voudront sans doute pas acquiescer à une éventuelle demande du Pakistan d'intégrer l'OCS en tant que membre permanent :

« However, many of the Central Asian regimes find Pakistan's past pro-Taliban policy unsettling. Lingering fears of Pakistani ISI support for radical Islamic-oriented movements may continue to be the main reason why the CARs would not support Pakistan's entry into the SCO »¹⁰⁰.

⁹⁹ Anita Singh, « India's relation with Russia and Central Asia », *International Affairs*, 71 (janvier 1995) p80, cité dans Julie M. Rahm, « Russia, China, India: A new strategic triangle for a new cold war? », *Parameters*, hiver 2001-02, p.90.

¹⁰⁰ Maj. Jefferson E. Turner, USAF, « What is driving India's and Pakistan's interest in joining the Shanghai Cooperation Organization? », *Strategic Insights*, vol.4, no.8, août 2005. p.9.

Les Talibans auraient soutenu l'IMU dans sa lutte contre le gouvernement ouzbek pour créer un État islamique dans les années 90 ce qui eut comme effet de refroidir la relation entre Tachkent et Islamabad.

Dans cette époque d'après Guerre froide, les dirigeants indiens croient que l'Inde doit être considérée et traitée comme une grande puissance et qu'elle doit devenir un pôle dans un monde multipolaire¹⁰¹. L'OCS permet à l'Inde d'avoir un droit de parole et de faire valoir ses inquiétudes et préoccupations en Asie centrale face aux autres acteurs de la région, c'est-à-dire principalement la Russie et la Chine. Le Gouvernement indien a participé, du 7 au 16 novembre 2006, à une rencontre de l'OCS portant sur la coopération dans le domaine de la défense en Asie centrale. Dans cette optique, l'OCS aide donc l'Inde à augmenter son influence tant au niveau régional qu'international à cause du droit de parole que l'organisation lui procure.

Dans l'optique d'améliorer ses liens et son influence en Asie centrale, l'Inde cherche à renforcer sa coopération dans le domaine de la sécurité avec les régimes en places. L'Inde aimerait bien avoir une base militaire dans la région et des discussions avec le Tadjikistan à ce sujet sont présentement en cours. En avril 2006, des rumeurs circulaient sur le fait que la base aérienne d'Ayni au Tadjikistan était opérationnelle. Les autorités des deux pays ont réfuté ces rumeurs mais n'ont par contre pas démenti le fait que l'Inde rénove la base depuis 2002¹⁰². Une source russe aurait confirmée que cette base existe et qu'elle est partagée présentement entre la Russie et l'Inde¹⁰³. Pour Ariel Cohen, cette base pourrait bien être un premier pas vers une plus grande implication de l'Inde dans la sécurité en Asie centrale¹⁰⁴. New Delhi aimerait aussi

¹⁰¹ Cohen, (2005), op.cit., p.183.

¹⁰² Stephen Blank, « India: the new central Asian player », *Eurasianet*, 26 juin 2006, www.eurasianet.org

¹⁰³ Idem.

¹⁰⁴ Cohen, (2005), op.cit., p.194.

accroître ses liens militaires avec le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et l'Iran¹⁰⁵, ce qui contribuerait à étendre l'influence indienne dans la région.

L'Inde et l'Ouzbékistan partagent une antipathie envers le terrorisme islamique ce qui pousse les dirigeants à vouloir amplifier leur relation sécuritaire pour y inclure des échanges d'informations, des entraînements militaires et paramilitaires et de créer un groupe de travail conjoint luttant contre le terrorisme. La lutte que mène l'Inde contre le terrorisme reçoit aussi l'appui du Kazakhstan et du Kirghizstan : « Indeed the threat of terrorism against India and its measures to fight that threat have evidently received sympathetic hearing in Kazakhstan and Kyrgyzstan and has allowed India to build enduring security and intelligence cooperation fora with those states »¹⁰⁶. L'OCS permet à l'Inde d'accroître son efficacité dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux car les pays d'Asie centrale sont eux aussi pris avec le même problème. Les échanges d'informations qui existent à travers la Structure Anti-Terroriste Régionale aident donc l'Inde dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme religieux.

En s'impliquant militairement dans la région et en signant des accords de coopération avec les pays d'Asie centrale, l'Inde cherche aussi à promouvoir ses ventes d'armes dans la région. Le Kazakhstan et le Tadjikistan ont déjà acheté respectivement des transporteurs Ilyushin-76 et des hélicoptères de l'Inde.

L'amélioration des liens entre l'Inde et l'Asie centrale permet également à New Delhi d'entretenir des rapports politiques avec des États musulmans. L'Inde,

¹⁰⁵ Ibid, p.187.

¹⁰⁶ Julie A. MacDonald, « Rethinking India and Pakistan's regional intent », *NBR Analysis*, vol.14, no.4 novembre 2003, p7, cité dans Cohen (2005), op.cit.

étant le deuxième¹⁰⁷ plus grand pays musulman au monde, cherche en conséquence à se rapprocher des régimes d'Asie centrale pour améliorer ses affinités avec le monde musulman. Ces liens à travers l'OCS peuvent ainsi aider l'Inde à satisfaire sa population musulmane. En se rapprochant des régimes d'Asie centrale, l'Inde cherche aussi à obtenir une reconnaissance de son importance comme acteur régional. New Delhi multiplie les contacts au sommet entre son gouvernement et les gouvernements d'Asie centrale dans le but d'accroître son influence régionale. De 1998 à 2005, les dirigeants ouzbèkes se sont rendus en Inde à 5 reprises, les dirigeants kazakhs également 4 fois, les dirigeants tadjiks à 2 reprises, et les dirigeants kirghizes à 3 reprises et les turkmènes 1 fois. Dans le même laps de temps, les dirigeants indiens ont effectué plusieurs visites en Asie centrale soit, 4 fois en Ouzbékistan, 6 fois au Kazakhstan, 3 fois au Tadjikistan, 3 fois au Kirghizstan et 1 fois au Turkménistan¹⁰⁸.

Aussi, l'Inde voudrait accroître son commerce extérieur avec l'Asie centrale. Le commerce entre l'Asie centrale et l'Inde a substantiellement augmenté de 1996 à 2005. La valeur totale des échanges est passée de 31.86 millions\$ en 1996 à 178.87 millions\$ en 2005. Les échanges entre l'Inde et le Kazakhstan représente environ 42% des échanges totaux, soit une valeur de 74.98 millions\$¹⁰⁹. En 2005, l'Inde exportait en Asie centrale pour 130.21 millions\$, montant qui atteignait 15.32 millions\$ en 1996. Les importations de l'Asie centrale vers l'Inde ne sont pas vraiment importantes car elles se situaient à 48.25 millions\$ en 2005¹¹⁰. En avril 2006, l'Ouzbékistan et l'Inde ont conclu un accord pour l'établissement d'un Centre pour le Développement des Entrepreneurs indo-ouzbek à Tachkent dans le but d'accroître les liens économiques entre les 2 pays. L'Asie centrale représente donc un

¹⁰⁷ Sunil Khilnani, « India as a Bridging Power », dans Prasenjit K. Basu, Brahma Chellaney, Parag Khanna et Sunil Khilnani, « India as a New Global Leader », The Foreign Policy Centre, Londres, R-U., 2005, p.13. www.fpc.org.uk

¹⁰⁸ The India-Central Asia Foundation (ICAF), « Some Statistics on India-Central Asia Interactions », ICAF Databank, septembre 2005, www.icafindia.org

¹⁰⁹ Idem.

¹¹⁰ Idem.

marché en expansion pour l'Inde qui a tout comme la Chine, un énorme besoin de matière première pour soutenir son développement économique interne. L'Inde doit en conséquence diminuer les risques de conflits avec le Pakistan et stabiliser la région pour augmenter ses relations avec l'Asie centrale car le Pakistan et l'Afghanistan séparent l'Inde de l'Asie centrale.

Dans la même ligne de pensée, l'OCS sert également à sécuriser les échanges commerciaux entre l'Inde et la Russie et l'Inde et la Chine. Le « corridor économique Nord-Sud » et la réouverture de « la route de la soie » sont des corridors économiques très importants pour l'Inde et ses partenaires, de sorte que la sécurisation de ceux-ci devient un enjeu primordial. L'Asie centrale pourrait devenir le pont entre l'Asie et l'Europe avec la résurrection de la route de la soie et occupera une place de plus en plus importante dans les futurs échanges commerciaux entre l'orient et l'occident.

De nos jours, l'Inde, tout comme pour la Chine, a un besoin croissant d'énergie pour soutenir sa croissance économique. La production de pétrole en Inde représente simplement 30% de sa consommation annuelle et on prévoit que les réserves indiennes seront épuisées vers 2016 si aucun gisement important n'est découvert d'ici là¹¹¹. Les importations de pétrole devraient atteindre 3 millions de barils par jours en 2010¹¹². Pour ce qui est du gaz naturel, la situation n'est guère mieux. D'ici 2025, on estime que la consommation quotidienne de gaz naturel sera de 400 millions de m³ standard et la production indienne quotidienne se situe présentement à 100 millions de m³ standard¹¹³.

Pour assurer sa sécurité énergétique, l'Inde a besoin des ressources de l'Asie centrale. L'Inde a signé en avril 2006 avec l'Ouzbékistan et en août 2006 avec le

¹¹¹ Brahma Chellaney, « India's Future Security Challenge: Energy Security », dans Basu, Chellaney, Khanna et Khilnani, op.cit., p. 63.

¹¹² Ibid, p.69.

¹¹³ Idem.

Tadjikistan, des accords énergétiques permettant à des compagnies indiennes d'explorer des superficies délimitées sans devoir soumissionner en retour d'une distribution égale des revenus en cas de découverte¹¹⁴. L'Inde est aussi active au Kazakhstan car elle a soumissionné pour une participation immédiate dans les gisements de Tengiz et de Kashagan et dans les sites d'explorations de Kurmangazy et Darkhan¹¹⁵. Dans le but de renforcer les liens énergétiques entre l'Inde et le Kazakhstan, un Groupe de Travail Commun a été mis sur pied.

La coopération dans le domaine énergétique est une voie qu'explorent les dirigeants indiens car cela permettrait de rapprocher les pays concernés et de diminuer les coûts. En octobre 2005, le Premier Ministre Wen Jiabao encourageait les membres de l'OCS à augmenter leur coopération avec les membres observateurs de l'organisation dans les secteurs des transports et de l'énergie. Les dirigeants chinois ont justement déclaré à leurs homologues indiens qu'ils seraient intéressés dans la création d'un lien rejoignant la Chine dans le projet de pipeline reliant le Turkménistan à l'Inde si ce dernier venait à voir le jour. Le projet TAP approvisionnerait l'Inde d'énergie en provenance du Turkménistan. Selon Blank, l'attitude russe d'obstruction à l'égard de la Chine dans sa quête énergétique amènerait les chinois à adopter une approche multilatérale :

« However, Russia's obstructionism has helped force Beijing to abandon its preference for unilateral action. China's new willingness to explore joint deals with India, as well as work through the SCO indicate that Chinese leaders now see multilateralism as perhaps the best way to outflank Russia in energy affairs »¹¹⁶.

¹¹⁴ Dwivedi, (2006), p.157.

¹¹⁵ Stephen Blank, « India's energy offensive in central Asia », *Caucasus Analyst*, 9 mars 2005, www.cacianalyst.org

¹¹⁶ Blank (2006), « China make policy shift, aiming to widen access to central Asian energy », *Eurasianet*, 13 mars 2006, www.eurasianet.org

À première vue, il est surprenant de voir un projet énergétique incluant l'Inde et le Pakistan, mais les deux pays ont compris qu'il était dans leur intérêt de coopérer dans ce projet. Ce dernier pourra diminuer les tensions entre les deux belligérants. Le Turkménistan supporte aussi cette initiative car cela lui permettrait de créer de nouvelles routes d'exportations qui ne soient pas sous le monopole russe. Ce pipeline renforcerait l'indépendance du pays face à son homologue russe. Washington supporte aussi ce projet car cela lui permettrait d'être actif dans le processus de rapprochement entre l'Inde et le Pakistan. De plus, un autre projet de pipeline est en réflexion, celui de relier l'Iran, l'Afghanistan, le Pakistan à l'Inde. Les États-Unis supportent le premier projet dans le but d'éloigner l'Inde et le Pakistan de l'Iran et par le fait même, créer des pressions économiques sur l'Iran¹¹⁷.

La sécurité énergétique, ajoutée aux instabilités politiques auxquelles elle doit faire face, ont fait en sorte que l'Inde considère maintenant l'Asie centrale comme étant sa sphère d'influence¹¹⁸. La sécurité énergétique est maintenant intégrée à la politique étrangère indienne. L'OCS rapproche l'Inde et les membres de l'organisation; le club énergétique proposé par l'organisation permettra à tous de bénéficier de relations énergétiques équitables.

Il est vrai que les intérêts indiens dans la région sont présentement moins importants que ceux de la Russie ou de la Chine, mais l'importance qu'occupera l'Asie centrale pour New Delhi, ne cessera d'augmenter dans la prochaine décennie. L'OCS est donc une organisation incontournable pour l'Inde car il y a une convergence d'objectifs entre les dirigeants indiens et l'organisation. Comme le mentionne le Ministre des Affaires Externes indiens de l'époque, Yashvant Sinha :

¹¹⁷ Blank, (9 mars 2005), op.cit.

¹¹⁸ Cohen (2005) op.cit., p.187.

« India believes that the SCO fulfills important tasks, especially in the struggle against the threat of terrorism. India is interested in joining the SCO and has notified Russia and other member-states of her intention. Our membership in the SCO does not depend on whether any other country is or is not going to join this structure. We believe that India can contribute considerably to the SCO activities. However, we realize as well that at the present moment its admission regulations make it difficult to become a new member. Nevertheless, we watch its activities attentively »¹¹⁹.

Pour l'Inde, l'OCS sert ainsi des motifs nationaux et internationaux, soit diminuer ses tensions internes, restreindre l'influence du Pakistan dans la région, maintenir de bonnes relations avec des gouvernements musulmans, augmenter son influence politique au niveau régional et international et sécuriser les corridors économiques et l'accès à des ressources énergétiques importantes.

L'Inde n'a pas encore fait, à ce jour, de demande officielle pour intégrer l'OCS en tant que membre permanent. Le fait que le mécanisme d'admission de l'OCS ne soit pas totalement au point pourrait le justifier, mais il faut aussi tenir compte que la relation grandissante entre l'Inde et les États-Unis influence la décision indienne. Sachant que l'OCS sert à contrebalancer les États-Unis dans la région, New Delhi ne veut pas créer de tensions inutiles avec Washington. Par contre, en étant simple membre observateur de l'OCS elle démontre le respect qu'elle accorde aux États-Unis. Par ailleurs, la Russie aimerait que l'Inde intègre l'OCS, mais la Chine soutient que si l'Inde est admise dans l'OCS, le Pakistan le sera aussi, ce qui complique l'admission de l'Inde sachant que les autres membres ne sont pas très favorables à une entrée du Pakistan dans l'OCS. L'Inde cherche à bénéficier du meilleur des deux mondes en même temps. D'un côté, accroître ses liens avec l'OCS, continuer de travailler étroitement avec l'organisation pour augmenter son influence régionale et de l'autre satisfaire Washington en restant observateur dans l'OCS. Pour

¹¹⁹ Vladimir S. Myasnikov, « The Strategic Triangle of Russia, China, and India: The Eurasian Aspect », *Executive Intelligence Review*, 4 avril 2003. www.larouchepub.com/

l'instant l'Inde tente de rester en équilibre entre l'OCS et les États-Unis. New Delhi veut garder son indépendance le plus possible afin d'éviter un alignement contre l'un ou l'autre des partenaires.

3.5 - Les États-Unis en Asie centrale

Les objectifs à long-terme de Washington en politique étrangère se déplacent de l'Europe vers l'Asie¹²⁰. De ce fait, la stratégie de Washington en Asie centrale est de protéger ses intérêts et d'empêcher la montée en puissance de la Russie, de la Chine et de l'OCS : « Now the United States sees a threat to its interests in integration developments in the post-Soviet space, as well as in the potential unpredictability of China's policy in case the latter is not « engaged » in the U.S.-tailored model of international relations »¹²¹.

Pour atteindre ses objectifs, Washington utilise les relations bilatérales pour diminuer l'influence sino-russe dans la région et ne traite pas avec l'OCS en tant qu'organisation unifiée. Par cette stratégie, les États-Unis veulent diminuer la cohésion de l'OCS. La Maison Blanche a signé un accord de partenariat stratégique avec la Mongolie ces dernières années. Washington cherche aussi à améliorer sa relation avec le Kazakhstan et l'Inde. Il ne faut pas oublier que Washington a encore une base militaire sur le territoire du Kirghizstan. Les pays d'Asie centrale peuvent retirer de grands bénéfices économiques, politiques et militaires à coopérer avec Washington. Les États-Unis ont fourni 92 millions\$ d'aide financière au Kirghizstan en 2002¹²². L'aide financière américaine aurait par contre diminué depuis ces

¹²⁰ Khilnani (2005), op.cit., p. 10.

¹²¹ Myasnikov (2003), op.cit.

¹²² Cohen, (2005), op.cit., p.25.

dernières années car depuis le 11 septembre 2001, Washington aurait versé 2.76 milliards\$ d'aide aux pays d'Asie centrale, mais seulement 157 millions\$ en 2004¹²³.

Le commerce américain avec l'Asie centrale n'est pas à exclure dans la liste des intérêts qui poussent Washington à s'intéresser à cette région. Tout comme pour la Chine, l'Inde ou la Russie, les États-Unis voient le potentiel économique de la région. En 2006, le commerce américain avec le Kazakhstan a atteint 1 602 525 543\$. Avec le Kirghizstan il a atteint 75 491 034\$, avec le Tadjikistan 103 832 916\$, avec le Turkménistan 189 055 103\$ et avec l'Ouzbékistan 205 446 507\$¹²⁴. Séparément le montant des échanges entre les États-Unis et les pays d'Asie centrale n'est pas important mais au total ces échanges atteignent 2 176 351 103\$.

Les intérêts américains en Asie centrale ne s'arrêtent pas là. La présence américaine dans la région doit aussi se lire en fonction du conflit afghan, du terrorisme international, des problèmes que Washington a depuis quelques années avec Téhéran, en plus de l'importance de la région au plan énergétique.

Pour accroître leur influence dans la région, les États-Unis ont besoin d'un ou plusieurs partenaires qui lui permettront d'atteindre son objectif. Le Kirghizstan permet aux Américains d'avoir une présence militaire en Asie centrale. Le Kirghizstan n'a toutefois pas fait de cadeaux aux Américains concernant la base de Manas. Sachant que la base de Manas est la dernière des Américains en Asie centrale, Bichkek en a profité pour renégocier le contrat de la base. Le montant que doivent dorénavant payer les Américains se situe entre 150 à 200 millions\$ comparativement à 2.7 millions auparavant¹²⁵. Quant à elle, la Russie peut opérer sa base militaire au Kirghizstan gratuitement. Comme notre analyse le démontre dans la première partie

¹²³ Cohen, (2005), op.cit., p.71.

¹²⁴ États-Unis, Département du Commerce, Trade Statistics Express, <http://tse.export.gov>.

¹²⁵ Ariel Cohen, « What to do about the Shanghai Cooperation Organization's rising influence », *Eurasianet*, 21 septembre 2006, www.eurasianet.org

de ce travail, les États-Unis cherchent aussi à se rapprocher de l'Inde justement dans le but d'avoir un partenaire solide qui permettra à Washington de garder sa position hégémonique au niveau mondial. Les États-Unis voudraient créer une organisation semblable à l'OTAN en Asie. Cette organisation comprendrait l'Inde et d'autres puissances asiatiques¹²⁶.

La Maison Blanche cherche également à rapprocher le Kazakhstan de sa sphère d'influence « Kazakhstan, an SCO member, figures prominently in the US strategic calculus »¹²⁷. Washington supporte activement l'entrée du Kazakhstan dans l'OMC. Le Kazakhstan est très riche en énergie et représente donc un acteur incontournable en Asie centrale. Les États-Unis espèrent que l'oléoduc Baku-Tbilissi-Ceyhan pourra transporter les ressources énergétiques kazakhes de la mer caspienne vers les marchés occidentaux. Les États-Unis sont aux prises avec la Chine et l'Inde dans une lutte pour l'approvisionnement du pétrole : « But China and India are increasingly competing with the US to secure oil exploration rights in Africa, Southeast Asia, central Asia and Latin America »¹²⁸. L'accès aux ressources énergétiques acquiert une importance stratégique pour les trois pays car la Chine et l'Inde, avec leurs croissances économiques, auront besoin de ressources énergétiques supplémentaires dans les prochaines décennies. Le Sénateur américain Joseph Lieberman, dans un discours prononcé devant le Conseil des Relations Étrangères au mois de novembre 2005, déclarait que si les États-Unis échouaient dans leurs tentatives de coopération avec la Chine pour trouver des sources d'énergies alternatives cela pourrait conduire à un conflit militaire à propos de l'épuisement des réserves mondiales de pétrole¹²⁹.

¹²⁶ Martin Walker, « US, India Discuss 'Asian NATO' », UPI, 29 mai 2003, cite dans Cohen (2005), op.cit., p.185.

¹²⁷ Ariel Cohen, « Washington ponders ways to counter the rise of the Shanghai Cooperation Organization », *Eurasianet*, 15 juin 2006, www.eurasianet.org

¹²⁸ Jehangir S. Pocha, « Rising China: The geopolitical of Oil », *New Perspective Quarterly*, hiver 2005, p.50.

¹²⁹ Bin, (janvier 2006), op.cit.

De plus, l'Agence pour le Développement International américain (USAID) propose aux pays d'Asie centrale le Programme d'Assistance Régionale aux Marchés Énergétiques (REMAP). Ce programme vise à faciliter la connexion entre les pays producteurs d'électricité et les pays consommateurs. La compagnie américaine AES corporation opère déjà 6 centrales au Kazakhstan. Le projet vise aussi le Kirghizstan et le Tadjikistan. Avec ce programme, Washington espère éloigner le Kazakhstan de l'influence russe dans le domaine énergétique¹³⁰. Par contre, ce projet est loin de se réaliser car la présence russe dans le secteur de l'électricité au Tadjikistan est importante. De plus, il n'est pas certain que le Tadjikistan et le Kirghizstan soient capables de mettre en œuvre les réformes nécessaires à la réalisation du projet.

Les États-Unis utilisent aussi l'OTAN pour accroître leur influence dans la région et diminuer du même coup celle de la Russie et de la Chine. Depuis 1994, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kazakhstan et le Kirghizstan sont membres, tout comme la Russie, du Partenariat pour la Paix (PPP) avec l'OTAN. Le Tadjikistan a signé cet accord en 2002. Le PPP inclut des échanges militaires et des exercices communs. Le Kazakhstan a envoyé un contingent de soldats en Irak en 2003 et a signé en 2006 un plan d'action individuel avec l'OTAN qui prévoit d'accroître l'interopérabilité des forces armées. Pour le Kremlin la présence de l'OTAN en Asie centrale à travers les PPP nuit à la cohésion de la coalition anti-terroriste internationale¹³¹ car l'OCS vise aussi cet objectif. De plus, la peur que les États-Unis ou l'OTAN ne déstabilise la région et leur politique interne est grande parmi les dirigeants russes et chinois : « Consequently Russia, China and Iran, all fear that the US and/or NATO may manipulate vulnerable elements of their domestic politics to destabilize their security, and promote a security complex »¹³².

¹³⁰ Joshua Kucera, « USAID official outline plan to build central-south asian electricity links », *Eurasianet*, 4 mai 2006, www.eurasianet.org

¹³¹ Djalili et Kellner, (2006), op.cit., p.30.

¹³² Jason D. Söderblom, « The Eurasian security complex and the comprehensive security cooperatives », *World-ICE Group*, 21 décembre 2004, p.5, www.world-ice.com

L'OCS est la seule organisation de sécurité régionale qui exclu les États-Unis. Pour remédier à cette situation, Washington a demandé en 2005 qu'on lui accorde le statut de membre observateur dans l'organisation. En mai 2006, les Sénateurs américains Brownback, Hutchinson et Kyl ont présenté au Congrès le *Silk Road Strategy Act of 2006* qui demande encore une fois l'obtention du statut d'observateur dans l'OCS. Jusqu'à présent ce statut lui a toujours été refusé. Pour contourner ce refus, le Japon aimerait à son tour qu'on lui accorde le statut de membre observateur dans l'organisation, mais à ce jour ce statut ne lui à jamais été accordé. La relation grandissante entre le Japon et les États-Unis n'est pas étrangère au fait que le Japon ne soit pas, lui non plus, admis dans l'OCS.

Le refus de l'OCS d'accorder le statut de membre aux États-Unis démontre bien l'aspect anti-américain de l'organisation. Cette réalité de l'organisation n'est jamais évoquée publiquement par ses membres, mais le sous-entendu de cet aspect apparaît clairement dans les déclarations et actions de l'OCS. Les déclarations de l'OCS font appel aux concepts de multipolarité, de respect et d'égalité de chaque peuple et de diversité des civilisations par exemple. Des concepts, qui selon les membres de l'OCS, ne sont pas appliqués dans les relations qu'entretiennent les Américains avec leurs partenaires. Par contre, tout en démontrant leur insatisfaction, l'OCS évite dans ses déclarations et communiqués, d'attaquer directement Washington. L'OCS déclare toujours que l'organisation n'est pas dirigée contre un troisième parti et qu'elle privilégie le principe de non-alignement. Aucun des membres ne cherche la confrontation directe avec Washington.

Dans la pratique, les actions de l'OCS sont destinées à diminuer ou du moins contenir l'influence américaine en Asie centrale. En 2001, l'OCS a réitéré son soutien au Traité ABM et s'est opposée au projet de bouclier antimissile américain. Malgré ses intentions, l'OCS n'est pas en mesure de repousser la présence américaine hors de l'Asie centrale, mais demeure le principal obstacle à une hégémonie américaine dans

la région. Pour la Chine et la Russie, l'OCS démontre qu'il peut y avoir une alternative pour les pays d'Asie centrale aux relations bilatérales proposées par Washington. Selon Jafalian, depuis 2005 l'OCS « se présente dorénavant comme un rempart face à la déstabilisation des pouvoirs en place, fomentée selon elle par les États-Unis, et accuse les pays occidentaux de mener une guerre de l'information contre les systèmes politiques locaux »¹³³.

Depuis 2003, on observe une convergence marquée des stratégies russe et chinoise « dont la priorité est de contenir la pénétration occidentale et surtout américaine »¹³⁴ en Asie centrale. Pour Djalili et Kellner, l'inclusion de nouveaux membres observateurs en 2005 vise justement à réduire l'influence américaine en Asie centrale :

« L'objectif est de renforcer l'influence politique de l'OCS en Eurasie – elle pourrait devenir une véritable organisation pan-asiatique – et d'y réduire d'autant celle des États-Unis, en fixant notamment des règles du jeu autres que celles prônées par Washington, et qui s'appliqueraient dans une zone géographique allant des côtes de la Chine sur le Pacifique au Moyen-Orient, en passant par l'Asie du Sud et centrale »¹³⁵.

L'OCS est devenu une tribune pour Moscou et Beijing pour montrer leur solidarité politique et faire part de leur insatisfaction face à l'hégémonie américaine.

Selon certains observateurs russes « on assisterait à l'émergence d'un nouveau centre de puissance dans les relations internationales », d' « un super-tigre asiatique », que les États-Unis seraient « contraints de prendre en compte »¹³⁶. Les propos de Goldsmith en décrivant l'OCS vont aussi dans ce sens: « Its significance,

¹³³ A. Jafalin, « Équilibres géopolitiques en Asie centrale : la politique de la Russie », *Annuaire français de relations internationales*, Bruxelles, Bruylant, 2004, p.653-666, dans Peyrouse (2006) op.cit., p405.

¹³⁴ Djalili et Kellner (2006), op.cit., p.16.

¹³⁵ Ibid, p.6.

¹³⁶ « ChOS porodil megamonstra? » (L'OCS a-t-elle engendré un méga-monstre?), *Pravda*, version électronique, 6 juillet 2005, www.pravda.ru. , Artur Blinov, ChOS antiNATO, *Nezavisimaïa Gazaeta*, 27 octobre 2005, cité dans Facon (2006), op.cit., p.30.

and ability to oppose U.S. interest in central Asia, is likely to increase with time, making it an important group for the United States to watch »¹³⁷. Pour l'instant l'influence américaine dans la région est en régression et l'OCS a le vent en poupe¹³⁸.

Un autre aspect de l'OCS qui caractérise bien l'aspect anti-américain de l'organisation, c'est l'inclusion de l'Iran à titre de membre observateur. L'Iran fait parti de l'axe du mal selon l'Administration Bush jr.

3.6 – Iran

3.6.1 - Relations bilatérales russes, chinoises et indiennes avec l'Iran

L'Iran a été admis comme membre observateur dans l'OCS en même temps que l'Inde et le Pakistan. L'admission de l'Iran complique quelque peu la situation de Washington dans son conflit l'opposant à Téhéran. L'OCS offre, dans une certaine mesure, un support politique à l'Iran ce qui diminue la marge de manœuvre des Américains car les partenaires de l'Iran ne le considèrent pas comme un « État voyou ».

Les trois capitales, New Delhi, Beijing et Moscou, sont placées devant une situation inconfortable concernant leurs relations avec Téhéran. Tous ont des liens diplomatiques avec cette dernière, mais aucune ne veut s'attirer les foudres de Washington. En décrivant la relation de la Chine et de la Russie avec l'Iran, Yu Bin déclare « For both Russia and China, Iran presents a difficult case : they have to protect their own interests in Iran while minimizing the possible negative impact in

¹³⁷ Goldsmith, op.cit.

¹³⁸ Stephen Blank, « The Shanghai Cooperation Organization: cracks behind the facade », *Eurasianet*, 21 juin 2006, www.eurasianet.org.

their relations with the U.S. »¹³⁹. L'Inde, la Chine et la Russie sont donc placées devant un dilemme en ce qui concerne leurs relations avec l'Iran et les États-Unis.

Les raisons politiques qui amènent Moscou, Beijing et New Delhi à entretenir des relations avec Téhéran sont multiples. Pour la Russie, sa relation politique avec l'Iran permet de perturber un système unipolaire dominé par les États-Unis¹⁴⁰. Ayant des liens diplomatiques avec l'Iran, la Russie devient un joueur incontournable dans les négociations entre Washington et Téhéran sur la question du programme nucléaire iranien. La Russie sert d'intermédiaire entre Américains et Iraniens.

L'Iran permet aussi à la Russie d'empêcher la Turquie, membre de l'OTAN, de jouer un trop grand rôle stratégique au Caucase du Sud¹⁴¹ et d'également limiter les activités de l'OTAN dans la région. La Géorgie et l'Azerbaïdjan veulent renforcer leur coopération avec l'OTAN, donc la relation russo-iranienne sert à stopper l'intrusion de l'OTAN dans le Caucase. Aussi, l'Iran qui est soupçonné de soutenir les groupes terroristes en Palestine et en Irak, n'aurait pas soutenu les groupes terroristes au Caucase du Nord jusqu'à présent¹⁴². Ces groupes pourraient diminuer l'influence russe dans la région alors l'Iran offre un appui politique à Moscou dans sa lutte contre le mouvement séparatiste tchéchène. L'Iran a offert son support politique à la Russie dans son conflit en Tchétchénie. En retour, Moscou supporte Téhéran dans son conflit l'opposant à l'Azerbaïdjan car aucun des deux partenaires ne veut voir apparaître un pays transcaucasien avec une puissance économique et militaire significative¹⁴³. L'Iran possède une importante population azérie sur son

¹³⁹ Bin, (juillet 2006), op.cit.

¹⁴⁰ T. Ambrosio, *Challenging America's Global Preeminence, Russia Quest for Multipolarity*, Burlington, Ashgate, 2005, p.90, dans Gomart, op.cit., p.32.

¹⁴¹ Pierre Jolicoeur, « Perspectives russes sur la question nucléaire iranienne », *Points de mire*, CEPES, vol.6, no. 9, 19 octobre 2005. www.er.uqam.ca/nobel/cepes

¹⁴² Jolicoeur, (2005), op.cit.

¹⁴³ Cohen, (2005), op.cit., p.130.

territoire et craint qu'une réunification possible avec la mère patrie ne déstabilise la politique interne de l'Iran.

La dimension militaire de la relation ne doit pas être mise à l'écart dans l'évaluation des facteurs importants dans la relation russo-iranienne. Comme pour la Chine et l'Inde, l'Iran est un gros client pour le complexe militaro-industriel russe. En décembre 2005, les dirigeants russes ont annoncé la vente de 32 systèmes de missile de défense aérienne Tor-M1 à Téhéran, le tout d'une valeur de 1 milliards\$¹⁴⁴. La relation en armements représente plusieurs centaines de millions de dollars ces dernières années pour les industries de défense et aérienne russes¹⁴⁵.

L'aspect énergétique est une autre facette importante de la relation entre Moscou et Téhéran. Les deux pays sont des producteurs d'énergie et coopèrent dans le développement des ressources dans la mer Caspienne¹⁴⁶. L'Iran et la Russie ont fait front commun pour s'opposer au projet d'oléoduc BTC car ce projet allait à l'encontre de leurs intérêts économiques dans la région en brisant le monopole russe et en contournant l'Iran, tout ça en plus de renforcer la position de l'Azerbaïdjan dans la région. L'Iran a répondu favorablement à la proposition russe de former une alliance semblable à l'OPEP comprenant les producteurs d'hydrocarbures d'Asie centrale¹⁴⁷.

Pour la Chine, sa relation avec l'Iran, lui permet de stabiliser l'Asie centrale et diminuer les chances qu'un conflit n'atteigne la région de Xinjiang : « By working closely with both Iran and Pakistan, Beijing hopes to maintain some type of balance within the region lessening the danger that overt hostilities will spill over into China's

¹⁴⁴ Bin, (janvier 2006), op.cit.

¹⁴⁵ Jolicoeur, (2005) op.cit.

¹⁴⁶ Söderblom, (2004), op.cit., p.4.

¹⁴⁷ Stephen Blank, « Russia reviews the limits of nuclear cooperation with Iran », *Eurasianet*, 28 mars 2007, www.eurasianet.org

western border areas »¹⁴⁸. Tout comme pour la Russie, la Chine et l'Iran partagent un intérêt commun, celui de diminuer l'influence américaine en Eurasie¹⁴⁹. Beijing et Téhéran ont aussi conclu des ententes dans le domaine de la vente d'armement. La Chine a fourni à l'Iran des missiles antinavires Silkworm et de la technologie pour des missiles. Washington n'apprécie pas que des pays vendent des armes à l'Iran et a donc imposé des sanctions à 6 compagnies chinoises contrôlées par le gouvernement pour avoir contribué au programme iranien de missile balistique chimique¹⁵⁰.

Le commerce bilatéral entre la Chine et l'Iran a atteint 9.5 milliards\$ en 2005¹⁵¹. Les importations chinoises de pétroles représentent la moitié du commerce bilatéral avec l'Iran¹⁵². L'importance du secteur énergétique dans la relation est essentielle. En 2005, l'Iran occupait le deuxième rang des fournisseurs de pétrole de la Chine derrière l'Arabie Saoudite¹⁵³. La Chine représentait 14% des exportations de pétrole iranien¹⁵⁴. En janvier 2006, L'Iran est devenu le premier fournisseur de pétrole pour la Chine¹⁵⁵. Sinopec a signé en 2004 un mémorandum qui lui accorde le droit d'exploitation du gisement pétrolier de Yadavaran dans le sud-ouest de l'Iran¹⁵⁶. La Chine prévoit aussi d'accroître ses achats de gaz avec l'Iran. En 2004, la Chine a signé avec l'Iranian State Natural Gas Import and Export Company qui prévoit des achats chinois qui vont atteindre 5 millions de tonnes annuellement en 2013¹⁵⁷. Sinopec a aussi signé en 2005 un contrat avec l'Iran pour l'achat de 10 millions de

¹⁴⁸ Kornberg et Faust, op.cit., p.121.

¹⁴⁹ Söderblom, (2004), op.cit., p.7.

¹⁵⁰ Yu Bin, cc. janvier 2006. p.12.

¹⁵¹ Michal Meidan, « Chine-Iran : des relations pragmatiques », *Asia Centre Centre études Asie*, 12 octobre 2006, www.centreasia.org

¹⁵² Idem.

¹⁵³ Idem.

¹⁵⁴ Idem.

¹⁵⁵ Idem.

¹⁵⁶ Idem.

¹⁵⁷ Idem.

tonnes de Gaz Naturel Liquéfié pour les 25 prochaines années au coût de 100 milliards\$¹⁵⁸.

New Delhi et Téhéran ont eux aussi amélioré leurs liens car elles partagent une opposition commune aux Talibans et ont des intérêts communs en Asie centrale¹⁵⁹. La relation atteint le stade de partenariat stratégique depuis 2003. Les partenaires s'opposent tous deux à la prise de pouvoir gouvernemental par des islamistes sunnites en Asie centrale¹⁶⁰. Dans cette même optique, la relation entre l'Inde et l'Iran vise aussi à contrer l'influence du Pakistan en Asie centrale. Cette relation permet à l'Inde de mettre de la pression sur Islamabad et d'augmenter l'influence indienne en Asie centrale. Le corridor économique Nord-Sud doit aussi être inclut comme incitatif à l'amélioration de la relation indo-iranienne. Pour Cohen, l'amélioration de la relation entre New Delhi et Téhéran sert les deux partenaires en Asie centrale: « Indo-Iranian relations were never so prominent or important, but now this relationship substantiates India's claims to be a rising power and reflects Iran's awareness that cooperation with India benefits it in and around Central Asia »¹⁶¹.

La relation entre New Delhi et Téhéran ne s'arrête pas là, elle acquiert aussi une dimension stratégique. Les deux pays ont accru leur coopération dans le domaine militaire en menant leur premier exercice naval commun en septembre 2004. De plus, l'Inde s'est engagée à moderniser les sous-marins Kilo-class et les avions de combats MIG de fabrication russe. L'Inde va aussi entraîner des officiers iraniens en retour d'une utilisation possible des bases iraniennes en cas de conflit avec le Pakistan¹⁶².

¹⁵⁸ Söderblom, (2004) op.cit., p.5.

¹⁵⁹ C. Raja Mohan, *Crossing the Rubicon: The Shaping of India's New Foreign Policy*, Viking, New Delhi, p.229.

¹⁶⁰ Cohen (2005), op.cit., p.193.

¹⁶¹ Ibid, p.192.

¹⁶² Sultan Shanin, « Iran, Nukes, and the South Asian Puzzle », *Asia Times Online*, 30 août 2003, www.atimes.com, cite dans Cohen (2005) op.cit. p.193.

L'Inde, l'Iran et la Russie veulent augmenter leurs échanges commerciaux communs et la signature à St-Petersburg en septembre 2000, d'un accord sur la création du Corridor Économique Nord-Sud va dans ce sens. Les trois gouvernements ont ratifié cet accord le 16 mai 2002. Ce Corridor Nord-Sud vise à faciliter le mouvement des biens et de l'énergie entre les trois pays. Ce Corridor empruntera la route maritime reliant l'Iran à la Russie via la mer Caspienne. Cette initiative vise à réduire le temps de transit et les coûts de transports des marchandises. Également, ce programme de corridor économique aidera les trois pays à s'implanter en Asie et à contrer les programmes de corridors Est-Ouest de l'Union Européenne et des programmes de pipelines américains qui exclut les trois états¹⁶³. En 2005, la relation économique entre l'Iran et l'Inde a atteint 4.13 milliards\$, total qui représente une augmentation de 30% du total de 2004¹⁶⁴. Avec l'implantation du Corridor Nord-Sud, les échanges augmenteraient considérablement.

La relation économique comprend aussi l'aspect énergétique. Les importations indienne de pétrole iranien se sont chiffrés à 2.47 milliards\$ en 2005¹⁶⁵. En janvier 2005, l'Inde a conclu un accord de 25 ans avec l'Iran pour l'importation de 7.5 millions de tonnes métriques de Gaz Naturel Liquéfié à partir de 2009. La compagnie indienne ONGC a aussi conclu une entente pour l'exploitation du gisement de Yadavaran¹⁶⁶. Le réchauffement des liens entre Islamabad et New Delhi ouvre la possibilité d'un projet d'un gazoduc transrégional entre l'Iran et l'Inde via le Pakistan. Ce gazoduc pourrait augmenter les importations indiennes et du même coup profiter au Pakistan car il obtiendrait 735 millions\$ en paiement de transit et autres charges¹⁶⁷. Par contre, comme nous l'avons analysé auparavant, ce projet est en compétition avec un autre projet soutenu par les Américains, le projet TAP. New

¹⁶³ Cohen, (2005), op.cit., p.191.

¹⁶⁴ Ambassade de l'Inde en Iran. Relation Inde-Iran, p.9. <http://www.embassyofindia-tehran.com/>

¹⁶⁵ Idem.

¹⁶⁶ Khilnani, op.cit., p.77.

¹⁶⁷ Ibid, p.74.

Delhi devra faire un choix car selon Cohen, l'Iran est indispensable à l'Inde dans sa stratégie visant à augmenter sa présence en Asie centrale : « Indeed, given India's diversified interest in Central Asia, including energy, Iran is the pivotal player for India in any systematic approach to Central Asia »¹⁶⁸.

3.6.2 - Le programme nucléaire iranien

Le programme nucléaire civil iranien est de loin l'aspect de la relation qui est le plus problématique pour ses partenaires que sont la Russie, la Chine et l'Inde. L'Iran est un membre du NPT et donc a droit à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, mais les États-Unis accusent l'Iran de vouloir acquérir la bombe atomique à l'aide de leur programme nucléaire civil. Les inspecteurs de l'AIEA ont découvert, en 2003, que Téhéran cachait et n'avait pas déclaré à l'AIEA, un système de centrifugeuse P-2 qui peut servir à enrichir de l'uranium en plus d'un programme pour la production de polonium 210 qui peut être utilisé comme initiateur de neutron pour des armes nucléaires¹⁶⁹.

Moscou, Beijing et New Delhi appuient l'Iran dans son désir de développer son programme nucléaire civil. Par contre, aucun des trois pays n'est prêt à soutenir l'Iran dans son désir d'acquérir la bombe atomique et aucun des pays n'aimeraient voir apparaître une autre puissance nucléaire dans la région. L'Inde, la Russie, la Chine et les États-Unis sont tous sur la même longueur d'onde en ce qui concerne l'acquisition de la bombe nucléaire par l'Iran, mais les moyens pour contrer cette initiative divergent complètement.

Les Russes ont aidé à bâtir le complexe nucléaire civil iranien, alors l'enjeu économique de cette question est importante pour la Russie. La construction du

¹⁶⁸ Cohen, (2005), op.cit., p.191.

¹⁶⁹ Ibid, p.142.

réacteur nucléaire à Bousheher en Iran a rapporté près de 1 milliards\$ à la Russie¹⁷⁰. En juillet 2002, les dirigeants russes ont annoncé qu'ils termineront la construction de la centrale de Bousheher (malgré l'opposition des États-Unis) et qu'ils avaient entamé des discussions pour la construction de cinq réacteurs nucléaires additionnels en Iran¹⁷¹. En plus, le réacteur de Bousheher et les usines russes qui le fournissent, permettent à plusieurs ingénieurs et techniciens russes de garder l'industrie nucléaire et des hautes technologies russes en vie¹⁷². En février 2005, Moscou et Téhéran ont finalisé l'accord pour l'approvisionnement de combustible nucléaire de l'Iran et l'accord stipule que le combustible devra être retourné en Russie par la suite. Pour Washington ce programme représente une menace à ses intérêts, tandis que pour Moscou ce programme représente des bénéfices économiques importants. En plus, Moscou voit un partenaire commercial se faire assiéger¹⁷³.

Au début des années 90, la Chine a conclu une entente avec l'Iran pour l'aider dans le développement de centrale nucléaire sous la supervision de l'AIEA. Beijing aurait vendu en 2003 de la technologie d'armement nucléaire à l'Iran¹⁷⁴. En décembre 2005, six compagnies chinoises et deux compagnies indiennes se sont vues imposer des sanctions par les États-Unis pour avoir aidé l'Iran dans son programme d'armement nucléaire¹⁷⁵. Des sanctions ont aussi été imposées par les Américains aux compagnies russes, Rosoboroneksport et Sukhoi, pour violation de l'*Iran Nonproliferation Act* aux États-Unis¹⁷⁶. L'Inde n'est pas à l'abri des sanctions américaines pour avoir contribué au programme nucléaire iranien. En septembre 2004, le Département d'État américain déterminait que les scientifiques indiens, C.

¹⁷⁰ Jolicoeur, (2005), op.cit.

¹⁷¹ Sergei Leskov, *Izvesta*, 1 août 2002, CDSP, vol.54, no.31, p.17., cite dans Cohen (2005) op.cit., p.139.

¹⁷² Cohen, (2005), op.cit., p.139.

¹⁷³ Bin, (janvier 2007), op.cit.

¹⁷⁴ Cohen, (2005), op.cit., p164.

¹⁷⁵ Jabin T. Jacob, « Indo-US nuclear deal: the China factor », IPCS Special Report 14, *Institute of Peace and Conflict Studies*, mars 2006, p.3.

¹⁷⁶ Ferguson, (octobre 2006), op.cit.

Surender et R.S.R. Prasad était parmi ceux qui avaient violé le *Iran Nonproliferation Act* et des sanctions ont été imposées pour avoir transféré de l'équipement et/ou de la technologie d'armes de destructions massives à l'Iran¹⁷⁷.

Les États-Unis sont parvenus à faire transférer le dossier iranien devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies. La Russie, la Chine et l'Inde sont toutes dans une position inconfortable vis-à-vis de ce dossier. Pour Moscou et Beijing qui sont membres permanents du CSNU, l'enjeu est de taille car elles doivent voter en faveur ou contre les résolutions proposées par Washington tout en essayant de protéger leurs intérêts en Iran. La Russie et la Chine privilégient la diplomatie aux sanctions dans ce dossier. Moscou et Beijing, supportent les sanctions proposées par les Américains, mais rejettent toutefois des sanctions trop restrictives et l'utilisation de la force pour régler le problème. En juillet 2006, le CSNU a adopté la résolution 1696 qui demande à l'Iran de suspendre son programme nucléaire avant le 31 août de la même année. Dans cette résolution le CSNU a proposé à l'Iran de l'assistance pour son programme nucléaire civil en échange de la suspension immédiate des activités nucléaires jusqu'à ce que l'AIEA détermine avec confiance que le programme iranien est pacifique. Pour Beijing et Moscou, il était impératif que la résolution soit fondée sur l'article 41, qui interdit le recours à la force. Le 10 mars 2007, La Chine, la Russie, les États-Unis, la France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont approuvé la résolution 1747 du CSNU qui gèle les avoirs financiers de 28 dirigeants et institutions iraniennes en plus d'interdire les ventes d'armes iraniennes. L'Iran a rejeté toutes les offres du CSNU et pour l'instant, la situation demeure dans une impasse.

La Chine et la Russie, essaient de ménager la frustration de Washington tout en essayant d'assouplir la position iranienne. La frustration auprès des dirigeants russes et chinois monte au fur et à mesure que Téhéran et Washington restent

¹⁷⁷ Zhang Guihong, « US-India Strategic Partnership: Implications for China », *International Studies*, vol.42, no. 3 et 4, 2005, p.283.

inflexibles face à leurs positions : « Russia's frustration regarding Iran continued throughout the quarter and into September after Teheran's avoided a direct response to the UNSC resolution »¹⁷⁸. En septembre 2006, lors de la rencontre des Premiers Ministres de l'OCS, le Premier Ministre chinois Wen Jiabao conseillait vivement l'Iran de rester fidèle à ses engagements internationaux, tout en appuyant le droit de Téhéran d'utiliser l'énergie atomique à des fins pacifiques :

« Chinese Premier Wen Jiabao told Iranian Vice President Ali Saidlu that Iran's flexibility would help create conditions for an early resumption of the talks and the final settlement of Iranian nuclear issue. Meanwhile, Wen also said China supports the international mechanism of nuclear nonproliferation and understands Iran's concerns about its right to peaceful use of nuclear energy »¹⁷⁹.

L'interprétation iranienne de la position russe et chinoise dans ce dossier contribue à l'inflexibilité de Téhéran dans ses positions :

« China's mediating role, like that of the Russians, however, seemed to be interpreted by Iran as supportive of Iran's nuclear program rather than pressing for regional stability, as well as backing Russian and Chinese interest. Iranian officials and press continued to describe Russia and China as working hard to help Iran »¹⁸⁰.

L'inflexibilité des propos du Président iranien Mahmoud Ahmadinejad, amène la Chine et la Russie à se distancer quelque peu de Téhéran pour se recentrer vers la position américaine¹⁸¹. Par contre, Moscou et Beijing ne sont pas encore prêts à soutenir complètement la position de la Maison Blanche

L'Inde, quant à elle, n'est pas membre du NPT mais voudrait bien bénéficier de l'aide des Américains pour son propre programme nucléaire civil. L'accord nucléaire civil entre New Delhi et Washington va à l'encontre du droit international et du NPT. Les États-Unis acceptent que New Delhi bénéficie des avantages d'un

¹⁷⁸ Bin, (octobre 2006), op.cit.

¹⁷⁹ Idem.

¹⁸⁰ Idem.

¹⁸¹ Bin, (janvier 2007), op.cit.

programme nucléaire civil, mais refuse ce droit à Téhéran, qui lui est signataire du NPT. L'Iran se demande pourquoi elle ne pourrait pas bénéficier des mêmes avantages que l'Inde qui n'est pas membre du NPT. Cette situation met New Delhi dans une position délicate car tout comme la Chine et la Russie, elle ne veut pas dégrader sa relation ni avec Téhéran, ni avec Washington. Les Indiens sont pris entre 2 alliés dans ce dossier. D'un côté, New Delhi supporte le droit de Téhéran de développer un programme nucléaire civil. L'Inde appui la position chinoise et russe c'est à dire que ce dossier devrait se régler avec le dialogue et non la force. De l'autre côté, elle a voté en septembre 2005, en faveur d'une résolution de l'AIEA demandant à l'Iran d'agir en conformité de ses obligations internationales. Les partis d'opposition en Inde ont critiqué la signature de ce document par le gouvernement indien décrivant ce vote comme « l'acte final de capitulation » envers les États-Unis¹⁸². New Delhi craint que la signature du programme nucléaire civil avec Washington ne diminue sa marge de manœuvre dans le dossier iranien.

L'Inde a beaucoup d'incitatifs commerciaux pour ne pas s'opposer à l'Iran dans le conflit l'opposant aux États-Unis : « Given its desire to make Iran a long-term source of energy supplies, India has been reluctant to press Iran on its nuclear program »¹⁸³. L'Inde essaye de se faire discret sur la situation du programme iranien dans le but de respecter les positions de chacun de ses partenaires.

Les dirigeants chinois ont critiqué l'attitude des Américains qui ont fait fi de leurs obligations internationales en signant l'entente nucléaire avec l'Inde. Selon eux, Washington ne participe pas à la non-prolifération des armes nucléaires et ils mentionnent que les Américains ne pensent qu'à leurs propres intérêts : « Such an act of the United States once again proves that America is not at all a 'guard' of NPT and

¹⁸² Satu P. Limaye, « The best it yet to come », *Comparative Connections*, janvier 2006., www.csis.org

¹⁸³ Jacob, (2006), op.cit., p.5.

the treaty however, is no more than a disguise serving the US interest »¹⁸⁴. Pour les dirigeants chinois, l'entente qu'a conclue Washington avec l'Inde à propos de leur coopération nucléaire civil, permet à d'autres puissances nucléaires de s'engager dans des programmes de coopération nucléaire avec leurs partenaires¹⁸⁵.

Pour l'instant l'Iran est observateur dans l'OCS et les membres ne sont pas prêts à lui accorder le statut de membre dans l'organisation. Moscou et Beijing ne supportent pas actuellement la candidature de Téhéran à titre de membre officiel dans l'organisation pour ne pas déplaire à Washington. Aussi, des membres comme le Kazakhstan et le Kirghizstan ne veulent pas l'Iran comme membre de peur que cette nomination entraîne l'OCS dans un conflit majeur avec les États-Unis.

3.7 - Bilan Asie centrale

Les intérêts chinois, russes et indiens en Asie centrale sont similaires et convergents. Les objectifs de l'OCS rejoignent les objectifs nationaux respectifs. En plus d'être similaires et convergents, les intérêts sont aussi complémentaires. La Russie est une puissance militaire avec de faibles moyens financiers et la Chine est un géant économique avec une puissance militaire moyenne malgré son statut de puissance nucléaire. L'OCS permet donc à la Russie et la Chine de se compléter, le premier au niveau militaire et le second au niveau économique. L'Inde vient, quant-à-elle, compléter le niveau économique et militaire de l'OCS.

Tant pour la Chine que pour la Russie et l'Inde, l'OCS sert à soutenir la sécurité régionale car l'instabilité provenant d'Asie centrale pourrait bien avoir des répercussions négatives à l'intérieur de leurs frontières. L'OCS contribue à augmenter leur influence régionale et internationale. L'OCS sert également à augmenter le

¹⁸⁴ Ibid, p.3.

¹⁸⁵ Idem.

commerce entre les membres et à sécuriser les routes commerciales. L'Asie centrale pourrait bien devenir le carrefour entre l'Asie et l'occident, elle servirait de pont économique entre les deux mondes ce qui augmente l'importance de la sécurité régionale. Pour Beijing, New Delhi et Moscou, la sécurisation de la région est d'autant plus capitale qu'elle contient une importante richesse en ressource énergétique.

L'OCS leur permet aussi de limiter l'implantation de puissances étrangères dans la région, spécialement les États-Unis, ce qui limiterait la marge de manœuvre des membres dans la région. Tout en limitant la présence de puissances étrangères, l'OCS sert de modèle pour un monde multipolaire comme prôné par New Delhi, Moscou et Beijing. L'OCS permet donc aux pays d'Asie centrale d'avoir une alternative aux types de relations et partenariats que propose Washington.

Pour leurs parts, les pays d'Asie centrale membres de l'OCS, préfèrent une organisation multilatérale qui leur donne une plus grande autonomie vis-à-vis des grandes puissances, tout en les protégeant d'être soumis à l'influence d'une seule puissance hégémonique régionale comme à l'époque de l'URSS. Selon le Président du Kazakhstan Nursultan Nazerbayev, « the SCO must become a body of confidence and partnership among the member-countries, while Russia, China, and India are to play a key role to this end »¹⁸⁶. Cette déclaration démontre bien la préférence des pays d'Asie centrale pour une organisation multilatérale qui comporte plusieurs grandes puissances.

L'OCS n'est pas à l'abri des conflits internes et des luttes d'influences. La Russie préfère l'OTSC par rapport à l'OCS, pour sécuriser l'ancien espace soviétique

¹⁸⁶ Myasnikov, (2003), op.cit.

car l'OTSC est placée sous sa seule tutelle¹⁸⁷. En plus, la Chine n'est pas membre de l'OTSC, ce qui augmente l'influence de Moscou dans l'organisation. En excluant la Chine de l'organisation, cela permet également à Moscou de limiter l'influence de cette dernière dans la région. Par contre, depuis l'éviction des Américains de l'Ouzbékistan en 2005 et suite à la volonté de la Chine d'implanter des bases militaires en Asie centrale, les intérêts russes dans l'OCS augmentent rapidement, « Moscow found itself determined to breathe new life into the SCO and advance its own agenda for the organization »¹⁸⁸. Pour limiter l'influence grandissante de la Chine, Moscou propose de mettre les ressources de l'OTSC avec celle de l'OCS. Le Kremlin veut accroître le potentiel militaire de l'OCS car il sait qu'il a un avantage sur la Chine à ce niveau. Également si la Russie veut accroître son influence en Asie centrale, elle n'a d'autres choix que de coopérer avec les autres grandes puissances. Selon Blank, Moscou cherche justement à coopérer avec Beijing et New Delhi dans le but d'augmenter son influence régionale, « Russian planners have developed a multi-faceted blueprint to significantly expand Moscow's strategic reach in Central Asia, as well as tighten tactical coordination with other regional players, especially China and India »¹⁸⁹.

Par ailleurs, la Chine se méfie, selon Blank, de la présence indienne en Asie centrale, avec l'implantation de sa base militaire à Ayni, car les ambitions de New Delhi sont en quelque sorte dirigées contre le Chine¹⁹⁰. Le contraire peut aussi être vrai et s'appliquer au cas de l'Inde car selon Cohen, « many Indians now view China as India's current and long-term main rival and threat, and see Central Asia in terms of that strategic rivalry encompassing both economics and more traditional security relationship »¹⁹¹.

¹⁸⁷ Djalili et Kellner, (2006), op.cit., p.6

¹⁸⁸ Blank, (21 juin 2006), op.cit.

¹⁸⁹ Blank (4 janvier 2006), op.cit.

¹⁹⁰ Blank, (26 juin 2006), op.cit.

¹⁹¹ Cohen (2005), op.cit., p.185.

Pour nous, ces luttes d'influence resteront des luttes silencieuses sans affrontements directs. Si Beijing, Moscou et New Delhi restent cohérents et fidèles à leurs énoncés de politique étrangère, qui visent la création d'un monde multipolaire, ces luttes d'influences ne perturberont pas leurs relations. L'OCS permet ainsi de maintenir une stabilité dans la relation entre la Chine, la Russie et l'Inde et du même coup, diminuer les luttes d'influences qui pourraient résulter d'un manque de coordination de leurs politiques. L'Inde, la Russie et la Chine ont donc tous grandement intérêt à coopérer à travers l'OCS dans le but d'atteindre leurs objectifs nationaux et régionaux.

L'OCS sert à limiter l'influence américaine en Asie centrale. Elle contraind les options disponibles pour Washington en l'excluant de l'organisation. En étant exclu de l'OCS, les Américains ne peuvent faire valoir leurs intérêts face aux autres puissances et ils ne peuvent imposer leur seule vision en Asie centrale car ils doivent composer avec une organisation qui les exclut. Les membres de l'OCS peuvent donc orienter l'avenir de la région à leur manière, mais ils doivent tout de même entretenir de bonnes relations avec Washington pour ne pas créer de conflits inutiles dans la région. Les Américains sont donc limités dans leurs actions en Asie centrale.

Pour ce qui est du dossier iranien, là aussi les options américaines sont limitées. Il est vrai par contre, que ni la Russie, la Chine et l'Inde ne désirent voir l'Iran posséder l'arme nucléaire. Washington doit tenir compte des exigences russes, chinoises et indiennes dans ce dossier si elle veut obtenir des appuis contre l'Iran. Les liens qui unissent la Russie, la Chine et l'Inde à l'Iran sont importants, et les États-Unis ne peuvent se permettre de les ignorer. Donc encore une fois, le triangle sert à limiter les choix des Américains et le contraint à tenir compte de leurs intérêts dans le dossier iranien.

CONCLUSION

Conclusion

Au début de notre mémoire, nous cherchions à savoir dans quelle mesure le partenariat stratégique triangulaire entre la Russie, l'Inde et la Chine pouvait-il contrebalancer les États-Unis ? Nous avons convenu qu'il fallait tout d'abord établir la validité d'une relation stratégique triangulaire entre Moscou, Beijing et New Delhi. La partie de notre mémoire sur les relations bilatérales a clairement démontré la conformité de ce triangle. Les trois pays entretiennent des relations positives et un mécanisme de rencontre trilatéral a été instauré.

Par la suite, notre partie sur l'Asie centrale servait à démontrer dans quelle mesure ce triangle pouvait contrebalancer Washington. Des auteurs comme Marc Lanteigne¹, Adam Wolfe² et Stephen Blank³, ont qualifié le jeu politique qui se déroule en Asie centrale présentement comme étant « a renewed Great Game ». Cette allusion fait référence aux luttes d'influences que se sont livrés les Tsars de Russie et l'Angleterre victorienne il y a plus de 150 ans en Asie centrale. Pour Wolfe :

« Beijing, Moscow and Washington are once again using Central Asia, the setting for the 'Great Game' between Tsarist Russia and Victorian England over 150 years ago, as their game board in a region rarely neglected by the world's great powers. In the contemporary version of the game, Washington approaches each state bilaterally, offering incentives to support the operations in Afghanistan while undermining the consensus put forth at the recent S.C.O. meeting »⁴.

¹ Marc Lanteigne, *China and International Institutions: Alternative path to Global Power*, New York : Routledge, Taylor and Francis Group, 2005, p.118.

² Adam Wolfe, « The great game heats up in Central Asia », *Eurasianet*, 3 août 2005, www.eurasianet.org.

³ Stephen Blank, « India : The New Central Asian Player », *Eurasianet*, 26 juin 2006, www.eurasianet.org

⁴ Wolfe, (2005), op.cit.

Lanteigne en se référant au jeu politique en Asie centrale, mentionne que :

« Central Asia has become an increasingly important part of the world not only for China, but also for numerous other international actors. This, as a result of the region's proven and potential energy supplies, its prominent role in the war on terrorism after the 9/11 terrorist bombings and American-led military operations in nearby Afghanistan. The presence of American forces in central Asia since 2001 has the potential to alter the balance of power throughout a region which has historically been subject to great power competition »⁵.

Pour Blank, l'Inde est maintenant un nouveau joueur avec lequel les grandes puissances déjà établie en Asie centrale devront composer. Les analyses de Wolfe, Blank et Lanteigne rejoignent donc l'analyse que nous avons faite de la situation politique en Asie centrale présentement, c'est-à-dire la lutte d'influence qu'il y a entre les États-Unis d'un côté et les membres de l'OCS de l'autre. Nous avons démontré que l'OCS est une organisation qui a comme but non avoué de contrebalancer la puissance américaine en Asie centrale et les États-Unis pour leur part veulent diviser les partenaires de l'OCS pour mieux étendre leur influence dans la région. Il ne fait aucun doute qu'il y a bel et bien un jeu d'équilibre des puissances qui se joue présentement en Asie centrale. Donc après avoir conclu qu'il y a équilibre des puissances en Asie centrale, nous devons maintenant déterminer dans quelle mesure s'exerce cet équilibre, soit par le *soft power* ou par le *hard power*.

Selon nous, le concept de *hard power* ne peut être utilisé pour décrire la situation présente en Asie centrale car il est trop rigide et se focalise exclusivement sur la puissance militaire des États pour analyser le jeu d'équilibre des puissances. Le concept de *soft power* est donc, quant à lui, en harmonie avec notre analyse du jeu d'équilibre des puissances en Asie centrale.

⁵ Lanteigne, (2005), op.cit., p.116.

Selon T.V. Paul, les États de nos jours, n'utilisent plus le *hard power* pour contrebalancer un autre État car ils ne craignent plus de se faire envahir par cette dernière. À l'époque de la Guerre froide, les États craignaient de perdre leur souveraineté ce qui expliquait l'aspect militaire dans l'équilibre des puissances. Pour Paul, cette peur qui n'est plus expliquée que le *soft power* est donc maintenant utilisé par les États.

Beijing, Moscou et New Delhi se servent de l'OCS et de leur siège permanent au CSNU (sauf pour l'Inde) pour limiter et contrer les options de Washington dans la région. Les États-Unis veulent intégrer l'OCS pour y faire valoir leurs intérêts, admission qui leur a été refusé, ce qui limite l'influence que Washington peut exercer en Asie centrale. La Chine et la Russie bloquent les tentatives des États-Unis d'imposer des sanctions sévères à l'endroit de l'Iran et refusent tout compromis qui conduirait à la guerre comme ce fut le cas pour l'Irak. Beijing et Moscou empêche donc Washington d'agir à sa guise et cette dernière ne peut contourner le CSNU à cause de l'influence des ses membres.

Par contre, les trois États du triangle ont tous besoin d'avoir de bonnes relations avec les États-Unis s'ils veulent continuer à commercer avec les Américains. Dans cette optique, l'utilisation du concept de *hard power* viendrait freiner leurs relations économiques à cause de la confrontation directe qu'il comporte. Le *soft power* permet quant à lui, de garder ses relations économiques tout en s'opposant aux autres nations au niveau politique à travers des institutions ou organisations internationales.

Des auteurs comme Myasnikov et Subrahmanyam déclarent que le système international actuel est déjà multipolaire, polycentrique pour reprendre le terme de Myasnikov. Pour les auteurs la Chine, la Russie, l'Inde, le Japon, l'Union européenne et les États-Unis sont des pôles important dans le système actuel. Selon nous, si le

système international est multipolaire, c'est dû au fait que certains États ont poussé dans ce sens car les États-Unis prône l'unipolarité par leurs politiques. Les efforts de la Chine, de l'Inde et de la Russie pour construire un système international multipolaire commencerait donc à porter fruit.

Les déclarations virulentes du Président Poutine à l'égard des États-Unis ces dernières années démontrent la confiance montante que les dirigeants russes ont dans leur relation avec les Américains. Lors des discussions au CSNU en 2003 pour la guerre en Irak, la Russie s'opposait aux volontés américaines mais laissait la France et l'Allemagne prendre les devants de l'opposition. Depuis, les choses ont changé et Moscou n'a plus peur des représailles américaines et ne se gêne pas pour faire savoir son mécontentement à la Maison Blanche.

En contrepartie, selon Yu Bin, le déclin rapide de la puissance américaine au niveau international pourrait bien avoir des répercussions négatives sur la Chine et la Russie: « Despite their newly acquired national power, both Russia and China face a harsh geostrategic, and perhaps historical, fact of life: the declining ability and authority of the U.S. in the eyes of both hits friends and foes is not only undesirable but also dangerous »⁶. Selon l'auteur, l'incapacité des Américains à stabiliser l'Afghanistan, l'Irak et l'incapacité d'empêcher la prolifération des armes de destructions massives en Corée du Nord et en l'Iran justifie cette remarque. Bin mentionne que l'habileté de la Russie et de la Chine à adoucir la chute des États-Unis est pour l'instant limitée.

Il est, par contre, impossible de prédire le futur d'une relation et cela n'est aucunement notre objectif avec ce mémoire, mais nous pouvons tout de même déceler les tendances lourdes, qui selon nous, se dégagent de ces relations. Les changements

⁶ Yu Bin, « What follows China's "Russia Year" ? », *Comparatives Connections*, vol.8, no.4, janvier 2007, www.csis.org

de gouvernements aux États-Unis et en Inde peuvent grandement influencer le futur d'une relation. Présentement, le gouvernement indien est en faveur d'un rapprochement avec les États-Unis, mais les dissidents de cette politique sont nombreux en Inde et pourraient reprendre la tête du gouvernement lors de la prochaine élection. Pour ce qui est de la Chine et de la Russie, il est plus facile d'apercevoir les tendances lourdes de leurs politiques étrangères à cause que les changements de gouvernements sont moins fréquents pour la Chine et que l'état de la démocratie en Russie laisse à désirer.

Notre analyse nous amène donc à conclure en affirmant que le triangle Russie, Chine et Inde utilise son influence, soit à travers l'OCS et le CSNU, pour contrebalancer les États-Unis.

BIBLIOGRAPHIE

- Politique Étrangère

Russie

Ambassade de la Fédération de Russie en Inde. 2000 Russian Foreign Policy Concept. Moscou. 28 juin.

Ambrosio, Thomas. 2005. *Challenging America's global preeminence: Russia's quest for multipolarity*, Published Aldershot, Hampshire, England; Burlington, VT: Ashgate.

Blank, Stephen. 2006. « Russia looks to build a new security system in central Asia ». *Eurasianet*. (4 janvier). www.eurasianet.org.

Blank, Stephen. 2007. « It's time to pay attention to Russian military reforms ». *Eurasianet*. (4 janvier).

Facon, Isabelle. 2006. « L'Organisation de Coopération de Shanghai : Ambitions et intérêt russes ». *Le courrier des pays de l'est*. no.1055, (mai-juin). p.26-37

Gomart, Thomas. 2006. « Quelle influence russe dans l'espace post-soviétique ? ». *Le courrier des pays de l'est*. no.1055 (mai-juin). p.4-13.

Isakova, Irina. 2005. *Russian governance in the twenty-first century: geo-strategy, geopolitics and governance*. Published London; New York: Frank Cass. 354p.

Jolicoeur, Pierre. 2005. « Perspectives russes sur la question nucléaire iranienne ». *Points de mire*. vol.6, no.9 (19 octobre). www.er.uqam.ca/nobel/cepes.

Chine

Ambassade de la République populaire de Chine en France. 2004. La Chine publie un livre blanc sur sa défense nationale, Beijing, 27 décembre.

Blank, Stephen. 2005. « China joins the great central Asian base race ». *Eurasianet*. (16 novembre). www.eurasianet.org.

Chine, Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2003. China's Views on the Current International Situation, Beijing, 18 août.

- Chine, Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2003. China's Independent Foreign Policy of Peace, Beijing, 18 août.
- Chine, Ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine. 2003. China's Position on Establishing a New International Political and Economic Order. Beijing. 18 août.
- Dwivedi, Ramakant. 2006. « China's Central Asia Policy in Recent Times ». *China and Eurasia Forum Quarterly*. vol. 4, no. 4. p.139-159.
- Kornberg, Judith F. et John R. Faust. 2004. *China in world politics: policies, processes, prospects*. Boulder, Colo.: Lynne Rienner Publishers, 2004. 294p.
- Lanteigne, Marc. 2005. *China and International Institutions: Alternative path to Global Power*, New York: Routledge, Taylor and Francis Group. 230p.

Inde

- Ambassade de l'Inde en Chine. Foreign Policy. New Delhi.
www.indianembassy.org.cn/
- Ambassade de l'Inde en Iran. Relation Inde-Iran, New Delhi. www.embassyofindia-tehran.com
- Basu, Prasenjit K., Brahma Chellaney, Parag Khanna et Sunil Khilnani. 2005. « India as a New Global Leader ». *The Foreign Policy Center*. www.fpc.org.uk
- Blank, Stephen. 2006. « India: the new central Asian player ». *Eurasianet*. (26 juin).
www.eurasianet.org.
- Inde, Ministère des Affaires Extérieures. 2007. Annual Report 2006-2007. New Delhi, Policy Planning and Research Division.
- Mohan, Raja C., 2003. *Crossing the Rubicon: The shaping of India's new foreign policy*. New Delhi; New York: Viking. 321p.
- The India-Central Asia Foundation. 2005. « Some Statistics on India-Central Asia Interactions », ICAF Databank. septembre. www.icafindia.org
- Turner, Maj. Jefferson E. USAF. 2005. « What is driving India's and Pakistan's interest in joining the Shanghai Cooperation Organization? ». *Strategic Insights*. vol.4, no.8. (août).

- Relations Bilatérales

Ambassade de la République populaire de la Chine en Inde. 2006. 7th Session of China-India Joint Group on Economic, Trade, Science and Technology Cooperation Held in New Delhi. 22 mars.

Bin, Yu. 2005. « Politics of Anniversaries and Beyond ». *Comparative Connections*. vol.7, no.2 (juillet). www.csis.org.

Bin, Yu. 2005. « The New World Order According to Moscow and Beijing ». *Comparative Connections*. vol.7 no.3 (octobre).

Bin, Yu. 2006. « Pollution, Politics, and Partnership ». *Comparative Connections*. vol.7, no.4 (janvier).

Bin, Yu. 2006. « China's year of Russia and the gathering nuclear storm ». *Comparative Connections*. vol.8, no.1 (avril).

Bin, Yu. 2006. « SCO Five Years On: Progress and Growing Pains ». *Comparative Connections*. vol. 8, no.2. juillet.

Bin, Yu. 2007. « What Follows China's "Russia Year"? ». *Comparative Connections*. vol.8, no.4 (janvier).

Bin, Yu. 2007. « Russia Says "No" to the West, and "Sort of" to China ». *Comparative Connections*. vol.9, no.1 (avril).

Blank, Stephen. 2007. « Russia reviews the limits of nuclear cooperation with Iran ». *Eurasianet*. (28 mars).

Chengappa, Bidanda M. 2004. *India-China relations: post conflict phase to post cold war period*, New Delhi: A.P.H. Pub. Corp. 327p.

Constantin, Christian. 2003. *Le partenariat stratégique sino-russe : une alliance artificielle ?* Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal. 258p.

États-Unis, Département du Commerce. Trade Statistics Express. <http://tse.export.gov>

Ferguson, Joseph. 2006. « Eurasian and East Asian Contexts ». *Comparative Connections*. vol.7, no.4 (janvier). www.csis.org.

- Ferguson, Joseph. 2006. « The Lines are Drawn ». *Comparative Connections*. vol.8, no.1 (avril).
- Ferguson, Joseph. 2006. « Awaiting the G-8 ». *Comparative Connections*. vol.8, no.2 (juillet).
- Fergusson, Joseph. 2006. « Energy and Strategy ». *Comparative Connections*. vol.8, no.3 (octobre).
- Ferguson, Joseph. 2007. « Trade, Nukes, and Energy ». *Comparative Connections*. vol.8, no.4 (janvier).
- Glaser, Bonnie S. 2006. « China Welcome Bush and Ponders a U.S. Invitation to be a Responsible Stakeholder ». *Comparative Connections*. vol.7, no.4 (janvier). www.csis.org.
- Glaser, Bonnie S. 2006. «Discord on the Eve of the Bush-Hu Summit ». *Comparative Connections*. vol.8, no.1 (avril).
- Glaser, Bonnie S. 2006. « Pomp, Blunders, and Substance: Hu's Visit to the U.S. ». *Comparative Connections*. vol.8, no.2 (juillet).
- Glaser, Bonnie S. 2006. «Promoting Cooperation, Managing Friction ». *Comparative Connections*. vol.8, no.3 (octobre)
- Inde, Ministère des Affaires Extérieures. 2006. Joint Declaration by the Republic of India and the People's Republic of China. New Delhi. 21 novembre.
- Inde, Ministère des Affaires Extérieures. 2007. Russian Federation – Basic Facts. New Delhi. janvier.
- Inde, Ministère des Affaires Extérieures. 2007. Joint Statement on the outcome of the Official Visit of H.E. Mr. Vladimir V. Putin, President of the Russian Federation to the Republic of India. New Delhi. 25 janvier.
- Kronstadt, Alan K. 2006. « India-U.S. Relations ». *Congressional Research Service*. The Library of Congress, Washington. 6 avril.
- Laishram, Bidhan S. 2003. « Indo-Russian Relations Post the Vajpayee Visit of Russia ». *Institute of Peace and Conflict Studies*. Article no.1224. (28 novembre). www.ipcs.org.

- Limaye, Satu P. 2006. « The best is yet to Come ». *Comparative Connections*. vol.7, no.4 (janvier). www.csis.org.
- Limaye, Satu P. 2007. « Movin' On Up? ». *Comparative Connections*. vol.8, no.4 (janvier).
- Lo, Bobo. 2004. « The long sunset of strategic partnership: Russia's evolving China policy ». *International Affairs*. vol.80 no.2. p.295-309.
- Lo, Bobo. 2005. « Un équilibre fragile: les relations sino-russes ». *Institut Français des Relations Internationales*. Programme de recherche Russie/CEI. no.1. (avril).
- Meidan, Michal. 2006. « Chine-Iran : des relations pragmatiques ». *Asia Centre Centre études Asie*. (12 octobre). www.centreasia.org.
- Mistral, Jacques. 2006. « Chine/États-Unis, une relation sous tensions ». *Politique Étrangère*. vol.2. p.337-347.
- Shukla, Dr. P. India-Russia Relations. Ambassade de l'Inde en Russie. www.indianembassy.ru/
- Sibal, Kanwal. 2005. Message of Ambassador in Izvestia on the occasion of the 56th Republic Day of India. Ambassade de l'Inde en Russie. 26 janvier.
- Sidhu, Waheguru Pal Singh et Jing-dong Yuan. 2003. *China and India: cooperation or conflict?*. Boulder, Colo.: Lynne Rienner Publishers. 205p.
- Sikri, Rajiv. 2007. « Why Russia and India Matter to Each Other? ». *South Asia Analysis Group*. Journal no.2111 (26 janvier). www.saag.org.
- Sikri, Rajiv. 2007. « The Limits of Indo-US Strategic Partnership ». *South Asia Analysis Group*. Journal no.2086 (1 juin)
- Singh, Dr Manmohan. 2007. Ambassade de la République de l'Inde en Russie, Opening Remarks of Dr Manmohan Singh, Prime Minister at Joint Press Interaction during the visit of H.E. Mr Vladimir President of Russian Federation. 25 janvier.
- Sneider, Daniel. 2006. « Bush team must avoid pitfalls in emerging ties with India ». *PacNet*. no.8. (1 mars). www.csis.org

- Tellis, Ashley J. 2006. « The Evolution of U.S.-Indian Ties: Missile Defense in an Emerging Strategic Relationship ». *International Security*. vol.30, no.4 (printemps) p.113-151.
- Velan, KM Pari. 2003. « Putin's visit: Enhancing the Indo-Russian Ties ». *Institute of Peace and Conflict Studies*. Article no.949 (7 janvier). www.ipcs.org/
- Wishnick, Elizabeth. 2002. « Les relations sino-russes dans le nouveau contexte international ». *Perspectives chinoises*. no.72 (juillet-août).
- Wishnick, Elizabeth. 2005. « Brothers in arms again? Assessing the Sino-Russian military exercises ». *PacNet*. Pacific Forum. no. 35 (18 août). www.csis.org/pacfor

- Relations Multilatérales

- Blagov, Sergei. 2003. « Russia-China-India: An axis of denials ». *Asia Times*. (août). www.atimes.com/
- Blank, Stephen. 2006. « The Shanghai Cooperation Organization: cracks behind the facade ». *Eurasianet*. (21 juin). www.eurasianet.org.
- Campbell, Kurt M. 2006. « The Paths Ahead: Missile defense in Asia ». *Center for Strategic and International Studies*. (mars 2006). 56p. www.csis.org
- Cohen, Ariel. 2005. *Eurasia in balance: the US and the regional power shift*. Burlington, VT: Ashgate. 214p.
- Cohen, Ariel. 2006. « Washington ponders ways to counter the rise of the Shanghai Cooperation Organization ». *Eurasianet*. (15 juin). www.eurasianet.org.
- Cohen, Ariel. 2006. « What to do about the Shanghai Cooperation Organization's rising influence ». *Eurasianet*. (21 septembre).
- Das Kundu, Nivedita. 2004. « Russia-India-China: Prospect for Trilateral Cooperation », Aleksanteri Working Papers Series. ISSN 1457-9251. no.3. 51p.
- Djalili, Mohamma-Reza et Thierry Kellner. 2006. « L'Asie centrale, terrain de rivalités ». *Le courrier des pays de l'est*. no.1057 (septembre-octobre). p.3-16.

- États-Unis, National Intelligence Council. 2000. Global Trends 2015: A Dialogue About the Future With Nongovernment experts. Décembre.
- Frankel, Francine R. et Harry Harding. 2004. *The India-China relationship: what the United States needs to know*. New York: Chichester [England]: Columbia University Press. 377p.
- Goldsmith, Benjamin. 2005. « Here there be dragons: The Shanghai Cooperation Organization ». *Center for Defense Information*. (26 septembre). www.cdi.org/.
- Guihong, Zhang. 2005. « US-India Strategic Partnership: Implications for China ». *International Studies*. vol. 42, no.3-4. p.277.293.
- Inde, Ministère des Affaires Extérieures. 2005. Joint Communiqué on the results of the informal trilateral meeting of the Foreign Ministers of India, Russia and China. New Delhi. juin.
- Inde, Ministère des Affaires Extérieures. 2007. Joint Communiqué on the results of the trilateral meeting of the Foreign Ministers of India, Russia and China. New Delhi. 14 février.
- Kapila, Dr. Subhash. 2005. « Russia-India-China Strategic Triangle Contour Emerge ». *South Asia Analysis Group*. Journal no.1424 (21 juin). www.saag.org
- Kucera, Joshua. 2006. « USAID official outline plan to build central-south asian electricity links ». *Eurasianet*. (4 mai). www.eurasianet.org.
- Manjunath K.S. et Rukmani Gupta. 2006. « India-Russia-China: Common Agenda ». *Institute of Peace and Conflict Studies*. Article no.1987. www.ipcs.org.
- Myasnikov, Vladimir S. 2003. « The Strategic triangle of Russia, China and India: the Eurasian Aspect ». *Executive Intelligence Review*. (4 avril). www.larouchepub.com/
- Pant, Harsh V. 2004. « The Moscow–Beijing–Delhi ‘Strategic Triangle’: An Idea Whose Time May Never Come ». *Security Dialogue*. vol.35, no.3. (septembre). p.311-328.
- Pant, Harsh V. 2006. « Feasibility of the Russia-China-India « Strategic Triangle »: Assessment of Theoretical and empirical Issues ». *International Studies*. vol.43, no.1. p.51-72.

- Peyrouse, Sébastien. 2006. « L'Asie centrale quinze ans après l'indépendance : un bilan en demi-teinte ». *Politique Étrangère*. no.2. p.397-406.
- Poulose, T.T. 2003. « Russia-China-India: A strategic triangle ». *Asian Affairs*. (janvier). <http://asianaffairs.com/>
- Rahm, Julie M. 2001-2002. « Russia, China, India: A New Strategic Triangle for New Cold War? ». *Parameters*. (hiver). p.87.97.
- Söderblom, Jason D. 2004. « The Eurasian security complex and the comprehensive security cooperatives ». *World-ICE Group*. (21 décembre).
- Söderblom, Jason D. 2005. « A New Cold War? No, Strategic Triangles do not inexorably lead to that outcome ». *World-ICE Group*. (1 septembre).
- Subrahmanyam, K. 2005. « Partnership in a Balance of Power System ». *Strategic Analysis*. Institute for Defence Studies and Analyses. vol.29, no4. (octobre-décembre). p.549-560.
- Wolfe, Adam. 2005. « The 'Great Game' heats up in Central Asia ». *Eurasianet*. (3 août). www.eurasianet.org.
- Zygar, Mikhail. 2005. « The third among the equals ». Agence de presse russe Kommersant. (3 juin). www.kommersant.com/

- Énergie

- Blank, Stephen. 2005. « India's energy Offensive in Central Asia ». *Caucasus Analyst*. (9 mars). www.cacianalyst.org.
- Blank, Stephen. 2006. « China makes policy shift, aiming to widen access to central Asian energy ». *Eurasianet*. (13 mars). www.eurasianet.org.
- Cirincione, Joseph. 2006. « Nuclear Cave In ». *PacNet*. no.8A, (2 mars). www.csis.org
- Einhorn, Robert J. 2005. « The U.S.-India Nuclear Deal ». *Center for Strategic and International Studies*. (26 octobre). www.csis.org.
- Jacob, Jabin T. 2006. « Indo-US nuclear deal: The China factor ». *Institute of Peace and Conflict Studies*. New Delhi. rapport spécial 14, mars.

- Kolchin, Sergei. 2006. « Russia initiates SCO energy club ». Agence de presse RIA Novosti. (21 juin). <http://en.rian.ru/>.
- Pannier, Bruce. 2005. « Kazakhstan/China: oil deal marks Beijing's 1st foreign energy takeover ». *Eurasianet*. (23 août). www.eurasianet.org/.
- Pocha, Jehangir S. 2005. « Rising China: The geopolitics of Oil ». *New Perspective Quarterly*. (hiver). p.50.55.

- Théorie

- Ito, Go. 2003. *Alliance in Anxiety: Détente and the Sino-American-Japanese Triangle*. New York and London, Éditions Routledge. 162p.
- Macleod, Alex, Évelyne Dufault et Guillaume Dufour. 2004. *Relations Internationales : Théories et concepts*. Montréal, Éditions Athéna. 300p.
- Paul, T.V., James J. Wirtz et Michel Fortmann. 2004. *Balance of Power: Theory and Practice in the 21st Century*. Californie. Stanford University Press. 384p.
- Schweller, Randall L. 1996. « Neorealism's Statut-Quo Bias: What Security Dilemma? ». Dans Benjamin Frankel (dir) *Realism and Renewal*, Londres: Frank Cass, 1996, p90-121.
- Waltz, Kenneth. 1979. *Theory of International Politics*. Reading (Mass): Addison-Wesley.